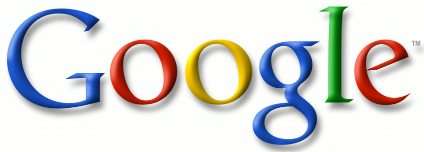






HISTOIRE
ET
COMMERCE
DES
ANTILLES ANGLOISES.

HISTOIRE
ET
COMMERCE
DES
ANTILLES ANGLOISES.

Bytel-Dumont Georges Marie

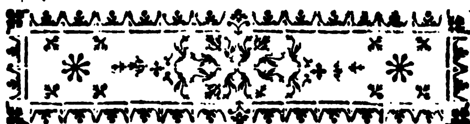
Où l'on trouve l'état actuel de leur population & quelques détails sur le Commerce de contrebande des Anglois avec les Espagnols dans le Nouveau Monde. On y a joint l'Histoire des Loix principales qui concernent les Colonies Angloises établies tant dans les isles, que sur le continent de l'Amérique.





M. DCC. LVIII.





AVERTISSEMENT.

LEs colonies des Anglois dans les Antilles, quoique bien moins conſidérables par leur étendue, & par la population des blancs, que celles de la même Nation ſur le continent de l'Amérique, ne laiſſent pas de mériter l'attention d'un obſervateur François.

Ces Iſles à la vérité, ne ſont plus les ſources principales qui enrichiſſent l'Angleterre, comme elles l'ont été ſous Charles II. & même juſqu'à

la guerre, pour la ſucceſſion d'Eſpagne. Le commerce du ſucre & des meilleures productions des Antilles chez l'étranger, eſt aujourd'hui anéanti pour les Anglois. Les avantages qu'ils retirent de la Barbade, de la Jamaïque, & de leurs autres poſſeſſions dans les Indes Occidentales, ſe bornent à ceux du commerce intérieur.

Mais dans cette poſition même, les colonies des Anglois dans les Antilles ſont ſi eſſentielles à la conſervation de leurs autres poſſeſſions, que détruire ces colonies ce ſeroit porter à la puiſſance de ce

peuple un des coups les plus funeſtes & les plus prompts dans leurs effets.

Sans parler du ſucre dont cette Nation dans les deux mondes fait à préſent un uſage ſi commun, & qu'elle ſeroit alors obligée de prendre hors de chez elle : les Antilles lui ſont précieuſes par un autre raiſon. La conſommation de ces Iſles & les denrées qu'elles fourniſſent en retours quoique conſommées par les Anglois mêmes, ſont pour eux la cauſe & le ſoutien d'une Marine nombreuſe ; & elles occupent tant en Europe qu'en Amérique, une infinité de

bras dont les efforts donnent l'ame au commerce intérieur de la Grande-Bretagne.

On porte tout aux habitans des Antilles, meubles, uſtencilles, bois, étoffes, proviſions de bouche. Ils donnent en échange des marchandiſes volumineuſes & peſantes. Ce qu'ils ſe procurent par eux-mêmes eſt très-foible. Ils laiſſent le ſoin de les pourvoir à l'Irlande, à la Grande-Bretagne, aux colonies ſeptentrionales, dépendantes de ces Royaumes. Près de 12 cens bâtimens, des fonds immenſes ſont employés dans ce commerce. Il eſt aiſé ſur ce tableau

de juger de l'influence qu'un si vaste enchaînement de négoces de toute espéce doit avoir sur la prospérité de l'Empire Britannique.

D'après ces idées on s'est flatté que le Public agréeroit le Livre qu'on lui présente ici.

On y trouvera l'Histoire abrégée des Antilles Angloises, dont jusqu'ici aucun Ecrivain François n'avoit traité particuliérement, l'état actuel de la population de ces Isles, l'évaluation de leurs productions principales & celle de leur consommation, lors qu'on à pû la faire avec quelque apparence de certitude.

On a omis les particularités qui concernent uniquement l'Hiſtoire naturelle. Toutes les Antilles donnent les mêmes productions. On ne pourroit rien dire là-deſſus qui ne l'ait été déja dans les Hiſtoires que différens Auteurs ont données des Antilles Françoiſes. C'eût été d'ailleurs, ce ſemble ſortir du plan qu'on s'eſt propoſé. On n'a point eu pour objet de ſatisfaire une curioſité ſtérile ; mais de faire enviſager les Iſles Angloiſes par le côté qui intéreſſe la politique.

La ſituation de ces Iſles fournit aux Anglois les moyens

d'exercer avec les Eſpagnols de l'Amérique un trafic qu'ils eſtiment trop pour que l'on ſe ſoit permis de le paſſer ſous ſilence. Sans s'être beaucoup étendu ſur ce ſujet, on en a dit aſſez pour en donner une idée générale, & pour montrer que l'ambition Angloiſe, quoique entiérement tournée du côté du commerce, n'en eſt pas moins comme toute ambition, auſſi injuſte qu'inſatiable.

On a joint à ces divers objets des détails fort étendus ſur les loix principales, qui concernent en général les colonies Angloiſes dans le nouveau monde. On a tâché de développer l'eſprit de ces loix,

& de faire connoître les bons & les mauvais effets qu'elles ont produits.

Cette partie de l'ouvrage, ſi elle eſt bien traitée, a dequoi attacher le lecteur.

Elle offre le tableau des tentatives des Anglois dans leurs colonies, pour ſe paſſer des autres Nations. C'eſt à la fois un exemple à imiter & une matiére digne des réflexions les plus ſérieuſes, par le dégré de puiſſance où cette Nation s'eleveroit, ſi ſes efforts réuſſiſſoient. Perſonne ne diſconviendra ſans doute que, ſoit que l'on ait deſſein de traverſer un Etat dans ſes vues œconomiques, ſoit qu'on

veuille ſeulement profiter de ſes lumiéres, la connoiſſance la plus néceſſaire ne ſoit celle de ſes loix. En effet, c'eſt en les méditant profondément, qu'on peut découvrir les vrais principes qui le guident dans ſon adminiſtration intérieure, & s'inſtruire ſurement des routes qu'il tient pour parvenir à ſes fins.

On a conſulté ſoigneuſement pour ce dernier travail, & pour les autres parties de l'ouvrage, les *Statuts*, les *Votes*, les *Procédés* du Parlement de la Grande-Bretagne, & une infinité de rélations, d'Hiſtoires, d'écrits de toute eſpéce qu'il paroît inuti-

le de ſpécifier. Il ſuffit d'aſſurer qu'on n'a rien avancé ſans autorité.

On obſervera ſeulement qu'un grand nombre de ces ouvrages viennent de la main de ſimples Marchands, & ce ſont les mieux inſtruits. Il n'eſt point rare en Angleterre de trouver parmi ceux qui s'adonnent au Négoce, des Perſonnes qui ſçavent concilier les affaires & le goût des lettres ; & qui prouvent par leur exemple qu'il eſt poſſible de s'occuper avec ſuccès du ſoin d'augmenter ſa fortune, & de celui d'étendre ſes lumiéres.

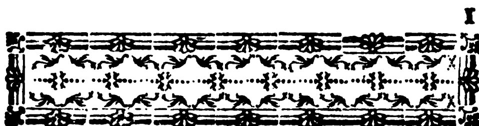


TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

Suite du précédent.

CHAPITRE VII.

Suite du précédent.

CHAPITRE VIII.

Suite du précédent.

CHAPITRE IX.

Suite du précédent.

Fin de la Table.

ERRATA.

L'Ouvrage ayant été imprimé en l'abſence de l'Auteur, il s'y eſt gliſſé des fautes qui alterent le ſens en pluſieurs endroits ; on ſupplie de les réformer ſur l'Errata

PAge 5. leur *demeurerent* inconnues, liſ. *Leur* furent inconnues.

Page 8. *par un Gouverneur qu'il nomme & une Aſſemblée*, liſ. *par un Gouverneur qu'il nomme*, un Conſeil & *une Aſſemblée.*

Ibid. *l'impôt* de 4 *pour cent*, liſ. *l'impôt* de 4 ½ *pour cent.*

P. 9 & 10. *Precinet*, liſ. par tout *Précinet.*

Page 10. *qu'*elles *ont* montréos, liſ. *qu'*ils *ont* montrée.

Page 12. *quatre* ſols & *demi pour cent ſur toutes les marchandiſes qui ſortent* liſ. *quatre & demi pour cent ſur toutes les marchandiſes* du crû de l'Iſle *qui ſortent du port de Bridgetoun.*

Page 13. *les quatre* ſols *pour cent*, liſ. *les quatre* & demi *pour cent.*

P. 16 & 24. *Maig.*, liſ. *Mayo.*

Page 18. *A l'égard du fruit même*, & juſqu'à la fin de l'Alinea, liſ. *A l'égard du fruit même, il s'en tranſporte en nature dans les Colonies Angloiſes du continent pluſieurs milliers de caiſſes tous les ans. On tire d'une eſpéce de limon un ſirop dont les*

Barbadiens vendent beaucoup aux Anglois & à un très-bon prix, depuis que le punch est devenu à la mode en Angleterre.

Page 19. *La farine de froment que l'on y consomme*, & jusqu'à la fin de l'Alinea, *lis.* La farine de froment que l'on y consomme vient en partie de l'Angleterre, & en partie des Colonies Angloises du continent de l'Amérique. On cultive à la Barbade du Maniot dont se tire la farine que mangent les Négres, & dont on fait la cassave.

Page 24. *de la Morue* sechée à la gelée, lis. *de la Morue seche*

Page 44. *que Lord François*, lis. *que le Lo[illegible] François.*

Page 48. *dont il mourut*, lis. à la ligne, [illegible] *Antigoa s'est de même fortement op[illegible]sée à l'exécution du Réglement [illegible] Parlement d'Angleterre concern[illegible] les monnoyes.*

Ibid. Thomas Warnec, *lisez* Thom[illegible] Warner.

Page 55. VI *lisez* IV.

Page 60. *à prendre* la derniere, *lis.* à pren[illegible] le dernier.

Page 63. *la citadelle de Basseterre*, lis. *la cit[illegible]delle de* la *Basseterre.*

Page 67. *qu'ils faisoient*, lif. *que* ceux-ci *fa[illegible]soient.*

Page 69. *ont* pris *plus de mesures*, lis *ont* ga[illegible] plus de mesures.

Page 71. *des Isles Nevis & Monserrat*, lis. [illegible]

Isles de Monserrat & d'Antigoa.

Page 75. *Pin*, lisez *Pen.*

Page 76. *1625, lisez 1635.*

Ibid. *Jeukson*, lisez *Jackson.*

Page 83. 60,000 *Blancs*, lis. 20,000 *Blancs.*

Page 89. *telle que* le caffé, *le tamarin*, lisez *telles que le tamarin*

P. 94. 96. & 97. *le passage* sous le vent, lis. *le passage* au vent.

Page 96. *le vent de Commerce*, ajout. *ou Alisé.*

Page 99. car *on*, lisez *on.*

Pag. 105. les *Anglois* possedent *des habitations en* quelques *endroits*, lis. Quelques *Anglois* ont *des habitations en* divers *endroits.*

Page 106. aussi *déclarées*, lis. si *déclarées.*

Page 112. *William* Sagle, lis. *William* Sayle.

Page 115. *Wooder*, lisez *Woodes.*

Page 117. *Guiacum*, lisez *Gayac.*

Page 121. *Thomas* Gated, lisez *Thomas* Gates.

Page 123. *environ à* 10, 000 *ames*, lisez *à* 5, 000 *ames*

Page 129. *les* Bois *très-hauts & très-escarpés*, lisez *les* Rocs *très-hauts & très-escarpés.*

Page 130 *statuts concernans*, lisez *statuts concernant.*

Page 132. *a principalement donné lieu à l'acte de navigation*, ajoutez ou qu'au-moins il a autant été le motif de cette loi que le dessein d'abaisser les Hollandois.

Page 134. *naturaliser*, lisez *Naturalised.*

Ibid *deniser*, lisez *Denised.*

Page 145. *dans la vingt-cinquieme de Charles II,*

lisez *dans la vingt-cinquieme année* du regne *de Charles II.*

Page 152 & 153. *M. Loundes*, lisez *M. Lounded.*

Page 163. *la* bount *y eut été supprimée*, lisez *la* bounty *eut été supprimée.*

Page 165. *en Etam*, lisez *en Etant*

Page 189. *à* moins *qu'ils*, lisez *à* un moindre prix *qu'ils.*

Page 193. *des* geuses *de fer*, lisez *des* gueuses & du fer.

Page 211. au sud *du cap de Finistere*, lisez au nord *du cap de Finistere.*

page 243. *& que l'on* retranchât, lisez & que l'on eût retranché.

Page 250. cette *acte*, lisez cet *acte.*

Page 266. *qu'ils* ceuillent, lis. *qu'ils* receuillent.

Ibid. *sans* briser, lisez *sans* blesser.

Page 269. & partout *Herrembutters*, lisez *Herrenhutters.*

Page 274. *entre* ses, lisez *entre* leurs.

N. B. Il y a quelques citations aux marges du Livre. On prie le Lecteur de n'y pas avoir égard. Elles s'y trouvent par meprise.

HISTOIRE



HISTOIRE DES ANTILLES ANGLOISES.

INTRODUCTION.



L'Archipel du Méxique comprend un grand nombre d'Isles, que l'on distribue sous deux dénominations générales : les grandes & les petites Antilles.

Les grandes Antilles, sont, S. Domingue, Cuba, Porto-ricco & la Jamaïque. Les petites Antilles se partagent en divers pelo-

tons, qui ont leurs dénominations particulieres : telles que les Lucayes, les Caraïbes proprement dites, les Isles du vent, entre lesquelles, sont, les Saintes, les Vierges &c.

Parmi les Isles de cet Archipel, les Anglois sont les maîtres de la Barbade, & prétendent avoir des droits sur quelques autres des Caraïbes. Ils possédent Antigoa, Montserrat, Nevis, S. Christophle, la Bardoude, Anguilla qui sont des Isles du vent. La Jamaïque, une des grandes Antilles, quelques-unes des Vierges & des Lucayes leur appartiennent aussi. Outres ces Isles, ils ont encore les Bermudes que les Géographes font dépendre de l'Amérique, quoiqu'elles soient éloignées de plus de 300 lieues des côtes les plus proches de l'Amérique, fondés en cela sur ce que la découverte de ces Isles a été une suite de celle du nouveau monde.

CHAPITRE I.

De la Barbade. Etabliſſement de la Barbade. Son état. Ses productions naturelles. Son commerce. Détails particuliers ſur le commerce de la Barbade. Détails généraux concernant cette Iſle.

LA Barbade, a vraiſemblablement été découverte par Colomb. Mais il eſt certain que les Eſpagnols l'ont moins fréquentée que les Portugais qui y relâchoient autrefois très-ſouvent en revenant du Breſil où ils s'étoient établis dès avant l'année 1551. Les Anglois ont connu cette Iſle beaucoup plus tard. *De la Barbade.*

A l'égard de l'Etabliſſement de la Barbade, en combinant les paſſages différens de Jean de Laet, de Ligon, de Bloom, de Rochefort, il paroît que quelques fa- *Etabliſſement de la Barbade.*

milles Angloiſes s'y étoient tranſportées d'elles-mêmes dès l'an 1627. & que la premiere Colonie formée avec autoriſation du Prince, y a été menée de Saint-Chriſtophe en 1629 ou 1630 en vertu d'une conceſſion faite le 2 Juin 1627 au Comte de Carliſle, par Charles I.

Les habitans qui paſſerent à la Barbade s'appliquerent d'abord à la culture du gingembre, du cotton, de l'indigo, du tabac. Ils ſe flattoient d'égaler le commerce que Verine, ville Eſpagnole de la Province de Terre ferme faiſoit de cette derniere plante. Mais quoiqu'à cet égard, le ſuccès ne répondît pas à leurs eſpérances, ces diverſes denrées les mettoient néanmoins en état de faire un négoce qui rendoit l'iſle aſſez floriſſante dès l'année 1646.

Les Cannamelles (*a*) ou Cannes-

(*a*) On appelle Cannamelles ou Cannes-à ſucre, les roſeaux du jus ou ſuc deſquels tire le ſucre. *Dict. de Com.*

à-ſucre leur demeurerent inconnues aſſez long-temps. Enfin quelques Colons en tranſplanterent de Fernambouc qui multiplierent prodigieuſement, d'abord ils eſſayerent inutilement de fabriquer du ſucre. Ne ſçachant pas la maniere de travailler les Cannamelles, ni connoître le temps de leur mâturité, à peine purent-ils faire pendant quelques années de la Moſcovade de mauvaiſe qualité dont ils ne trouvoient point le débit. (*b*) Ce ne fut qu'en 1650, après pluſieurs tentatives & pluſieurs voyages à Fernambouc, entrepris par des particuliers pour s'inſtruire dans cette manufacture, qu'ils parvinrent à perfectionner leurs Sucreries. Sir Dalby Thomas, place avec peu de fon-

(*b*) On appelle Moſcovade ou ſucre brut, le ſucre tel qu'il ſort des formes ou mouſes dans leſquels on le met au ſortir de la Batterie qui eſt la chaudiere, où le ſuc des cannes prend ſa derniere conſiſtence.

dement en 1640, la culture des cannes-à-ſucre dans la Barbade.

La connoiſſance d'une manufacture auſſi avantageuſe fit proſpérer promptement la Colonie. Pluſieurs perſonnes de qualité qui avoient été ruinées durant les troubles des guerres civiles, attirées par l'eſpérance de s'enrichir, quitterent l'Angleterre pour s'établir à la Barbade. Leur exemple engagea une telle multitude de gens à les imiter, que peu d'années après on préſumoit que dans l'iſle, il n'y avoit pas moins de 50, 000 blancs.

Cette Colonie ne doit point ſon origine, ni ſon accroiſſement comme la nouvelle Angleterre, & quelques autres établiſſemens ſur le continent de l'Amérique Septentrionale, à la déſertion des non-conformiſtes qui cherchoient un azile où ils puſſent en liberté profeſſer leur Religion. Ceux qui

y paſſérent avoient uniquement pour but de faire fortune. La plûpart étoient des Royaliſtes

Après la mort de Charles I. le Parlement d'Angleterre en qui réſidoit l'autorité ſuprême, s'empreſſa de réduire ſous ſon obéiſſance, les Colonies qui avoient reconnu Charles II. Il commença par la Barbade, contre laquelle il envoya en 1651, une Eſcadre commandée par Sir George Ayſew. Après quelque réſiſtance, cette iſle ſe rendit. Le Rump, c'eſt ainſi qu'on nommoit par dériſion le Parlement de ce temps-là, n'eut aucun égard pour les droits du Comte de Carliſle, & nomma ſans ſa participation le Gouverneur, ainſi que les autres Officiers.

Charles II. étant remonté ſur le trône, acheta en 1661 du Lord Kinowl la propriété de la Barbade qui lui appartenoit comme héritier du Comte de Carliſle. Depuis

ce temps, les affaires publiques y ſont adminiſtrées ſous la protection immédiate du Roi, par un Gouverneur qu'il nomme, & une aſſemblée générale des Députés de la Colonie, ſans le conſentement de laquelle on ne peut lever aucun impôt ſur les Colons. Le Lord Kinowl eut pour indemnité une rente de 1000 livres ſterlings, (22000 livres tournois) à prendre ſur l'impôt des quatre pour cent qui fut établi (en 1663) quelque temps après la ceſſion qu'il avoit faite de ſes droits.

Etat de la Barbade. L'iſle de la Barbade, ſituée ſous le treiziéme dégré 15 minutes latitude Nord, a 28 milles de longueur ſur dix-ſept dans ſa plus grande largeur. Elle ne contient pas plus de 100, 000 Acres. Les Habitans de cette iſle ont pris ſoin de la fortifier. Elle l'eſt déja naturellement. Des écuëils l'environnent dans la plus grande par-

Nouveaux voyages aux iſles Françoiſes de l'Améri-que par le P. l'Abat.

tie de sa circonférence, on ne peut y aborder que par une certaine étendue de côtes. Le long de cette étendue de côtes, on a tiré des lignes défendues de distance en distance par des Forts garnis d'un nombre suffisant de pieces de canon.

Tout le païs est divisé en cinq *Précinets* ou Jurisdictions qui comprennent onze Paroisses & une Ayde, qui sont

Au midi de l'Isle.

Dans le *Précinet* de S. Michel qu'on appelle aussi le *Précinet* de Bridgetoun.

S. Michel, S. George, S. Jean.

Dans le *Précinet* de S. Jacques, autrement dit le *Précinet* de Hole.

S. Jacques & S. Thomas.

Dans le *Précinet* de S. Pierre ou *Précinet* de Speight.

S. Pierre & une Ayde, sous l'invocation de tous les Saints;
Ste. Lucie.

Au Nord de l'Isle.

Dans le *Précinet* de St. André du Mont, ou *Précinet* d'Ecosse.

S. André, S. Joseph.

A l'Est de l'Isle.

lanta- Dans le *Précinet* d'Ostin.

ustice. *Christ-church & S. Philips.*

Il y a un Juge & trois Assesseurs dans chaque *Précinet.*

L'Isle de la Barbade fut peuplée beaucoup plus promptement qu'aucune des autres Colonies Angloises. Parmi la foule de personnes de bonne famille que la fortune rapide des premiers Colons y attira, plusieurs ont mérité d'être honorés du titre de Chevaliers Baronets en récompense de l'industrie qu'elles ont montrées dans la conduite de leur commerce.

En 1676, temps où la Barbade étoit dans l'état le plus florissant, cette isle qui n'excéde pas en grandeur l'isle de Wight, contenoit 50,000 Blancs & 80,000 Négres. Depuis les maladies ont

diminué ce nombre. Au commencement du ſiécle, on n'y comptoit que 25,000 Blancs, & environ 60,000 Noirs. L'air devenu plus ſalubre, rappella dans l'iſle beaucoup de familles qui s'en étoient retirées, & y en attira d'autres que la mortalité en écartoit. En 1724, il y avoit environ 27 mille blancs. La décadence des Sucreries Angloiſes a cauſé l'émigration de pluſieurs Colons depuis 1733. Les uns ſont retournés en Angleterre; les autres ont paſſé dans la Caroline & dans la Penſilvanie. Le nombre des Négres ſurpaſſe à préſent a la Barbade celui des Blancs, dans une plus grande diſproportion qu'autrefois. Il y a aujourd'hui dans cette iſle 80,000 Noirs.

Cette Colonie entretient pour ſa défenſe cinq Régimens d'Infanterie de 1200 hommes, outre un Régiment de Gardes à pied de

1400 hommes. Deux Régimens de Cavalerie de 1000 hommes chaque & une Compagnie de Gardes à cheval, composée de 130 Maîtres qui doit accompagner le Gouverneur dans toutes les cérémonies.

L'Assemblée générale léve pour le service de la Colonie ; différentes taxes passagéres, elles ont monté dans quelques années à 20,000 livres sterlings. Il y a de plus des Impôts perpétuels ; sçavoir, celui des quatre sols & demi pour cent sur toutes les marchandises qui sortent du Port de Bridgetoun. Il va année commune à 10,000 livres sterlings. Celui de quatre livres de poudre par tonneau auquel est assujetti chaque Vaisseau qui décharge à Bridgetoun, on le paye toujours en argent. Il produit environ 600 livre sterlngs par an.

Celui de quatre liv. sterlings 10

shellings par Pipe ſur les vins de Madere & autres liqueurs. Il rend plus de 9000 livres ſterlings, dont les ſept neuviémes proviennent de ce qui ſe leve ſur les vins de Madere.

De tous ces droits, il n'y a que les quatre ſols pour cent qui entrent dans les coffres du Roi. Les autres ſont affectés à l'entretien & à l'approviſionnement des Forts.

Outre les eſclaves noirs, les Barbadiens ont des blancs à leur ſervice. Ces derniers ſont de deux ſortes. Les uns ſe louent pour un certain prix dont ils conviennent. Ils achetent les autres, ſoit que ces derniers ſe ſoient vendus eux-mêmes en Angleterre, en Ecoſſe ou Irlande pour trois ou quatre ans; ſoit qu'ils ayent été condamnés dans l'un ou l'autre de ces trois Royaumes à être tranſportés pour crimes capitaux. Les habitans de

la Barbade ne vouloient pas autrefois se servir de ces sortes de gens. Les maladies & la guerre qui dépeuplerent l'isle & rendirent les Négres rares, les réduisirent à les employer. Quelques-uns de ces malheureux ont trouvé dans leur châtiment l'occasion d'une grande fortune. On en a vu plusieurs qui après avoir rempli le temps de leur esclavage, sont devenus eux-mêmes chefs de famille & propriétaires des meilleures habitations.

Productions naturelles. Les Anglois ne trouverent dans l'isle de la Barbade lorsqu'ils y aborderent pour la premiere fois, qu'un petit nombre d'especes différentes d'animaux. Le Porc étoit le plus gros de ceux qu'ils y virent. On dit que les Portugais y en avoient apporté les premiers, & que ces porcs y multiplierent au point que les Anglois en furent long-temps incommodés. Ce fait dont parlent

pluſieurs Auteurs, eſt conteſté par d'autres.

On avoit porté dans cette iſle des Chameaux dont on ſe ſervoit pour le tranſport des ſucres. Mais ces animaux ne ſe portant pas bien dans ce climat, on a ceſſé d'y en introduire. Les Anes les ont remplacés dans l'uſage qu'on en faiſoit pour voiturer les ſucres. Cet utile animal leur vient de déhors, ainſi que toute autre eſpece de gros & de menu bétail.

Les Barbadiens tirent leurs Chevaux de différens endroits. Ceux de caroſſe leur viennent de la vieille Angleterre, & ceux de ſelle de la nouvelle. Pour les autres chevaux, ſoit de tirage, ou de portage, deſtinés aux uſages communs, ils les vont chercher à Bonaviſta & à Curacao. La Virginie leur en fourniſſoit autrefois. Aujourd'hui ils n'y en prennent preſque plus. Ceux qui naiſſent

dans l'Isle, sont vigoureux, vifs & hardis, mais petits & laids. En 1733. on y comptoit six mille Chevaux.

Les Bœufs, les Vaches, les Taureaux ont été apportés des isles de Meig & de Bonavista à la Barbade. Ce bétail a dégénéré dans cette derniere isle; il y est médiocre. Quelques habitans font travailler leurs moulins à sucre par des taureaux ou par des vaches.

Les Terres de la Barbade que quelques Auteurs ont voulu répréſenter comme épuisées, usées & *effrittées*, produisent encore avec la même abondance qu'elles ont fait, non dans les premieres années où l'isle fut défrichée, mais dans toutes celles qui ont suivi les dix premieres, où on commença de les cultiver. Les personnes qui ont été sur les lieux, conviennent que, quoiqu'on dise de la foiblesse des recoltes dans cette isle, leur pro-

duit eſt beaucoup plus conſidérable qu'il n'étoit il y a 40 ans ; & que, quel qu'il ſoit, il pourroit être beaucoup plus grand, ſi les Colons avoient un plus grand nombre de mains à employer.

Chaque acre des terres de la Barbade l'un dans l'autre, a longtemps ajouté tous les ans dix ſhellings au fonds national de l'Angleterre. Dans ce temps-là, les Anglois poſſédoient preſque ſeuls le commerce du Sucre. Il n'en eſt plus de même.

Le Sucre, le Cotton, le Gingembre ſont les principales productions de l'iſle. On y voit de plus, une variété d'arbres, de plantes & de fruits de toute eſpece. Quelques-unes de ces richeſſes naturelles forment différents objets de commerce. Les Oranges & les Citrons tiennent le premier rang. De l'écorce du citron on exrrait cette liqueur délicieuſe

connuë en Europe, ſous le nom d'*Eau de Barbade*. On en fait auſſi des confitures ſéches, dont on enléve une aſſez grande quantité. A l'égard du fruit même, il s'en tranſporte en nature à Londres pluſieurs milliers de caiſſes tous les ans depuis que le *punch* y eſt devenu à la mode.

Le Gingembre ſe débite de deux manieres, confit ou tel qu'il ſort de la terre. On ſçait que cette épice n'eſt autre choſe que la racine d'une plante qui s'éleve peu; cette racine a cela de particulier, qu'elle continue à croître après qu'elle a été arrachée, ſi on ne la fait ratiſſer par les Négres. Ceux qui n'ont pas aſſez d'eſclaves pour cette opération, ſont obligés d'échauder leur gingembre dans de l'eau boüillante. Celui qui eſt préparé de cette derniere maniere, ne vaut pas le premier. Il ſe vend 40 pour cent meilleur marché.

Il croît à la Barbade, du Poivre rouge de deux ſortes; l'un & l'autre ne différent que par la forme; d'ailleurs le goût eſt le même. Cette graine a tant de force, que quand on rompt les ſiliques qui la renferment, il en ſort une vapeur qui provoque la toux dans tous ceux qui ſont préſens. Les Eſpagnols aſſaiſonnent leurs ſauſſes de cet ingrédient.

On ne ſeme point d'autre bled à la Barbade que du maïs, & il n'y a que les plus pauvres Colons qui en prennent la peine. Les autres aiment mieux acheter cette denrée aux marchands des Colonies Angloiſes du Continent. La farine de froment que l'on y conſomme, vient d'Angleterre. On y cultive du Manioc, dont ſe fait la Caſſave que mangent les Négres.

* Les chaleurs étoient autrefois dans cette iſle beaucoup plus brû-

lantes qu'à présent. Durant huit mois de l'année on avoit peine à les supporter. Mais depuis que les bois ont été éclaircis, les Brises (a) qui s'élévent du côté de l'Est, rafraîchissent l'air, ensorte que l'ardeur de l'été ne se fait plus sentir d'une maniere aussi incommode.

Les *Tornados* ou Ouragans qui y ont causé tant de ravages, ne reviennent plus si fréquemment, & les maladies qu'ils avoient amenées ont tellement cessé, que la Barbade passe pour une des isles les plus saines de toutes les Antilles.

Le Sucre rafiné à la Barbade est infiniment plus beau & plus blanc que celui que l'on travaille en Angleterre. Mais on n'en apporte gueres dans ce Royaume, à cause d'un droit d'entrée de 30 shellings

(a) On appelle *Brises*, en termes de Mer, un vent frais qui vient de l'Est.

pour cent que l'on y fait payer aux Sucres de cette espece. Le peu qui en entre en Angleterre, ne s'y vend pas dans sa pureté, ou du moins il est difficile d'en trouver qui ne soit pas altéré. On dit que les Rafineurs Anglois d'Europe sophistiquent cette marchandise.

Le Sucre qui se travaille à la Barbade, est d'un blanc bleuâtre, qui a quelque chose d'éblouissant au premier coup d'œil ; mais qui perd quelque chose de son prix à l'examen. Peut-être doit-on attribuer principalement l'avantage que ce sucre a du côté de la couleur, sur ceux qui sont rafinés en Europe, à la commodité que l'on a en Amérique, de le faire blanchir au soleil. Les Barbadiens se servent pour cela d'une machine qu'ils appellent *Barbicues*. Cette machine a trois ou quatre pieds de haut : elle consiste en plusieurs tiroirs, dans lesquels on serre le

Sucre. Quand le Soleil eſt dans ſa force, on tire les tiroirs, & à la moindre apparence de mauvais temps, on les referme.

Le *Rum* ou Tafiat, eſpece d'eau-de-vie qui ſe fait des écumes du ſucre & du marc qui reſte dans les chaudieres où on a fait boüillir le veſou, eſt une des meilleures branches du commerce de la Barbade. Cette liqueur ſe diſtille aujourd'hui avec tant de perfection, que ſans une petite acreté ou goût de feu, qu'on ne peut lui ôter tout-à-fait, elle ne le céderoit preſqu'en rien à l'eau-de-vie de France. Les Anglois prétendent que le *Rum* eſt moins nuiſible à la ſanté que cette derniere liqueur. Il s'en fait une conſommation prodigieuſe dans les Colonies Angloiſes établies ſur le Continent de l'Amérique Septentrionale. Les gens de mer en uſent auſſi beaucoup.

On ſuppoſe que le *Rum*, & la

Melasse payent tous les frais que coûtent la culture des cannes, & la fabrique même du sucre. La quantité de melasses va ordinairement dans une sucrerie, au quart ou au tiers, & même à la moitié de la quantité de sucre qui s'y travaille.

Commerce de la Barbade.

Quoique la Barbade soit renommée par le négoce du sucre & des marchandises dont cette matiere fournit la base, on n'auroit pas une idée juste de l'état de cette Colonie, si l'on pensoit que tous les Habitans ne sont occupés qu'a là préparation de ces denrées. Les Colons peuvent être divisés en Planteurs & en Marchands: ces derniers ont un négoce très-étendu.

Ils tirent de la vieille Angleterre, des meubles, des ustensilles de ménage, des outils pour les artisans, des instrumens pour cultiver la terre, des draps, & tout ce qui a rapport à l'habillement.

Ils font venir des chairs salées de la Caroline. La nouvelle Angleterre leur fournit du maquereau, de la morue séchée à la gelée, de la merluche ordinaire, des beures. De la nouvelle York & de la Virginie on leur apporte du biscuit, du porc, de la farine du maïs & du tabac. Ils vont chercher des vins à Madere, des vins & des eaux de-vie aux Terceres, & sur-tout à Fayal; Du sel, aux isles de Meig & de Curaçao. Ils achetent des Irlandois du bœuf & du porc salé. Ils distribuent ensuite toutes ces marchandises en détail. On en trouvera plus bas une énumération plus complette.

La Barbade a chargé de ses productions jusqu'à 400 Bâtimens considérables pour l'Angleterre. Ce nombre est diminué. Il va cependant encore à près de 300 Voiles. Le cotton & le gingembre,

bre, tant celui qui eſt ratiſſé, que celui qui eſt échaudé, forment un très gros objet dans la balance de ſon commerce. Le gayac, les bois propres pour la teinture & la marqueterie tels que le locuſte, le maſtic, le bois rouge, le fuſtock, le bois gris, le cedre, les confitures ſéches, l'eau de barbade, la mélaſſe, le ſirop de limon ne laiſſent pas de tenir une place parmi les exportations de cette colonie. Mais le ſucre & le *rum* y occupent ſans comparaiſon, le premier rang.

On ſubſtitue en Angleterre le ſirop de limon au fruit même que l'on n'eſt pas toujours à portée de ſe procurer. L'uſage du *punch* devenu fréquent dans ce Royaume, en occaſionne un grand débit.

Les Barbadiens addreſſent leurs marchandiſes à des correſpondans en Angleterre à qui ils donnent deux & demi pour cent pour cette

commiſſion, & autant ſur les retours qu'ils demandent ; ils n'accordent qu'un demi pour cent pour payer ou recevoir leurs lettres de change. Les marchands d'Angleterre qui envoyent à la Barbade, donnent davantage à leurs correſpondans pour les mêmes commiſſions. Ils leur payent cinq pour cent pour la vente de leurs envois & autant pour l'achat des retours.

Les Anglois envoyent annuellement à la Barbade la valeur de 200,000 livres ſterlings, tant en marchandiſes ſortant de leurs fabriques, ou en productions naturelles de leur pays, qu'en étoffes & denrées apportées des Indes Orientales. Voici une énumération des principales marchandiſes qu'ils y portent.

Ozinbrigs, *eſpèce de toiles dont ſont faits les habits des eſclaves & des valets : il s'en conſomme une grande quantité.*

Toiles *de toute espèce pour les maîtres & leur famille*; draps larges & kerseys *pour les maîtres & leurs inspecteurs*; lainage & étoffes de soye *pour les dames & leurs suivantes*; capots rouges *pour les esclaves tant hommes que femmes*; bas & souliers *de toute sorte pour les maîtres & les valets*; gands & chapeaux assortis, mercerie, perruques, dentelles; bœuf salé d'Irlande, porc salé d'Angleterre & d'Irlande; pois, feves, avoine, biscuit: *les trois premières denrées sont fournies par les Provinces Occidentales de l'Angleterre. Londres envoye la derniere. Les Boulangers de cette ville entendant mieux à faire le biscuit que ceux d'aucun autre endroit de ce Royaume, ils ont beaucoup de demande; parceque, comme il est important d'avoir du meilleur biscuit pour éviter les pertes qu'on fait sur cette marchandise, quand elle n'est*

pas de bonne qualité ; (la plus grande partie ſe corrompant alors durant le voyage), tous les marchands s'addreſſent à eux.

Des vins de toute eſpèce, de la bierre forte, de l'huile, du vinaigre.

De la chandelle, du beurre, du fromage.

Des outils de tout genre, comme ſcies, haches, hachettes, ciſeaux, hoyaux, bêches, pioches, marteaux, rabots &c, de la clouterie, de la quincaillerie.

Du plomb, de la poudre à tirer, des balles.

De la dinanderie. Cette derniere marchandiſe ſe débite aſſez bien à la Barbade, c'eſt cependant celle qui y convient le moins à cauſe de l'humidité du climat qui ne tarde pas à endommager les uſtenciles de cuivre.

Toute ſorte de marchandiſes des Indes.

Des bijoux.

Du charbon de terre, des thuiles, des cerceaux.

Les Barbadiens font la traite ſur les côtes d'Afrique, & y achettent eux-même les Negres qui leur manquent. Les habitations ont beſoin d'être recrutées tous les ans de vingt à trente noirs pour une plantation de 500 acres, en ſuppoſant la vie d'un Negre à ſept ans, ce qui eſt l'eſtimation ordinaire, il s'enſuit que ſur une plantation de cette étendue, on employe entre cent quarante & cent vingt Noirs.

On a vû pendant un temps plus de 200,000 livres ſterlings d'eſpèces courantes dans la Barbade. Cette abondance ne ſubſiſte plus. A peine y trouveroit-on aujourd'hui le quart de la même ſomme; les payemens s'y font ordinairement en ſucre. Cette denrée eſt devenue une eſpèce de gage gé-

dises sorties des Manufactures d'Angleterre, ou en productions naturelles du même Royaume. Par-là au moins vingt mille personnes, propriétaires de ces denrées & un pareil nombre de celles qui les travailloient ou qui les vendoient en détail, trouvoient moyen de subsister. On peut donc assurer, sans exagération, que le commerce de la Barbade a fait subsister durant long-temps 60,000 personnes dans la Grande-Bretagne. Il faut ajoûter à ce nombre 50 autres mille personnes qui vivoient à la Barbade même. Ainsi cette Isle soutenoit plus de 100,000 Sujets de la Couronne d'Angleterre, (en ne comptant que les blancs). Ce nombre étoit alors la soixantiéme partie des habitans répandus dans les Isles Britanniques, & en calculant la quantité d'acres de terres labourables dans la Barbade, le total n'en monte pas

à la milliéme partie de l'étendue des trois Royaumes.

L'avantage que les Anglois ont retiré de la Barbade, ne ſe borne pas à cela. On doit encore compter le bénéfice qu'ont produit les réexportations des marchandiſes qu'elle fournit. Par les ſupputations qui ont été faites pour connoître ce bénéfice, il réſulte que cette colonie a valu à l'Angleterre au moins deux millions ſterlings, de 1636 à 1656; & quatre millions ſterlings de 1656 à 1676. Comme diverſes circonſtances, & ſinguliérement les progrès des Colonies Françoiſes dans les Iſles Antilles, ont fait tomber ſon commerce par degrés, on ſuppoſe que de 1676 à 1736, elle n'a fait entrer dans la grande-Bretagne qu'environ ſix millions ſterlings. Ces trois ſommes réunies forment celle de douze millions ſterlings, que la

Barbade a ajoûté dans l'eſpace de cent ans, à la maſſe des richeſſes de la nation Angloiſe.

L'Angleterre eſt ſuppoſée, gagner à préſent avec la Barbade 95,000 livres ſterlings, par an indépendamment de l'avantage qu'elle en retire, par l'emploi que cette petite Iſle procure à un grand nombre de marchands, d'ouvriers, & de vaiſſeaux.

Détails généraux concernant la Barbade.

Le Gouvernement de la Barbade qui eſt, comme on l'a déja dit, composé du Gouverneur, d'un Conſeil & de l'Aſſemblée général des Députés de la Colonie, eſt modelé ſur le Gouvernement d'Angleterre, de même que celui des autres Iſles, & en général des Colonies qui dépendent immédiatement du Roi. Le Gouverneur repréſente le Roi; le Conſeil tient en quelque ſorte lieu de la Chambre des Pairs; L'Aſſem-

blée générale, eſt la Chambre baſſe.

L'Aſſemblée dreſſe les Loix & les propoſe, établit les impôts, régle la maniere de les percevoir, & a droit d'appeller devant elle tous les Officiers de la Colonie, pour y rendre compte de leur adminiſtration. Le Gouverneur eſt chargé de tenir la main à l'exécution des Réglemens & Arrêtés de l'Aſſemblée. Dans les affaires majeures inopinées, & ſur leſquelles l'Aſſemblée n'a rien ſtatué, il ordonne proviſoirement; mais il eſt obligé de conſulter le Conſeil, & de ſe conformer à l'avis de la pluralité. Rien ne gêne ſon autorité dans le reſte. Le Conſeil qui n'a été admis à partager l'adminiſtration, que pour empêcher l'arbitraire, ne forme pas même de grands obſtacles à ſes volontés. Comme le Gouverneur nomme les Membres

de cette Compagnie, & qu'il lui eſt facile de les faire deſtituer, il dirige leur voix ſuivant ſon propre ſentiment. Il a de plus la diſpoſition d'un grand nombre d'emplois & la nomination des Officiers des Troupes. Ce pouvoir lui donne une influence très-grande dans l'Aſſemblée, dont les Membres s'empreſſent de lui complaire, par l'eſpérance d'obtenir ces emplois pour leurs parens & leurs créatures; ou de ſe voir eux-mêmes placés à la tête des troupes, qui, quoique diſtribuées en différens Régimens, ne ſont autre choſe que les Milices de l'Iſle.

Ce qu'on dit ici des troupes de la Barbade, doit s'entendre de même des troupes des autres Iſles Angloiſes. Mais on doit excepter Antigoa où il y a un Régiment de troupes réglées. Antigoa, dont il ſera parlé dans le Chapitre ſuivant,

est une des quatre Isles qui forment le Gouvernement que les Anglois appellent des Isles sous le vent *Leewards-islands*, & est la résidence ordinaire du Gouverneur-général. Les Anglois nomment ces Isles *Isles sous le vent*, relativement à la Barbade qui est en effet, après Tabago, la plus au vent de toutes les Antilles. Il est à propos d'avertir qu'on les a considerées dans cet ouvrage sous un autre rapport. Comme on a écrit en François & pour des François, on a cru convenable de suivre l'usage reçu en France, d'appeller d'une maniere absolue *Isles du vent*, toutes celles qui sont au vent de Saint-Domingue. On excepte cependant ici la Barbade de cette dénomination, 1°. parce que la Barbade est éloignée, & comme détachée du reste des Isles comprises vulgairement sous le nom

d'*Isles du vent* ; 2°. parce que les Anglois qui veulent faire regarder Sainte-Lucie, la Dominique Saint-Vincent comme des dépendances de la Barbade en forment un Gouvernement général, auquel ils ont donné particulierement le nom de Gouvernement des Isles Caraïbes.

Le Conseil de la Barbade composé de dix Conseillers dans les commencemens de son établissement, l'est aujourd'hui de douze. Le nombre des Représentans qui forment l'Assemblée générale est de 22. Chacune des onze Paroisses qui partagent l'Isle en élit deux.

En l'absence du Gouverneur & de son Député, le commandement dans l'Isle appartient au Président du Conseil. On appelle au Conseil des Cours de judicature pour les affaires qui sont au-dessus de 10 l. st. & du Conseil de l'Isle à celui

du Roi en Angleterre, pour celles qui paſſent la ſomme de 500 l. ſt.

La Barbade a deux Agens à Londres auxquels elle donne des honoraires très-conſidérables pour ſuivre auprès de la Cour & du Parlement les affaires de la Colonie. Ces Agens ſe ſont très-ſouvent acquittés de leurs Charges aſſez négligemment ; mais auſſi quelquefois ils ſe ſont fait un parti ſi puiſſant parmi les Négocians & les Membres de la Chambre des Communes, qu'il ont ſçu forcer le Gouvernement à donner aux Colonies l'attention qu'elles méritent & à redreſſer leurs plaintes. On en a vû des effets en 1721 & dans les années ſuivantes à l'occaſion du commerce du ſucre que l'on laiſſoit en Angleterre dépérir entiérement. Ils éveillerent les Légiſlateurs de leur Nation, les inſtruiſirent & vainquirent le préju-

jugé qui faiſoit dédaigner de veiller au ſoutien de ce commerce quand on connut ſa décadence, dans la ſuppoſition que les terres des Iſles étant laſſes de produire & ne pouvant plus porter, tous les ſoins étoient inutiles.

Cette opinion que les terres des Iſles ſont uſées eſt déja bien ancienne, & dès-là, ce ſemble, doit en être moins accréditée. Ceux qui s'en ſont laiſſé prévenir ignorent peut-être que dès l'année 1667, le P. du Tertre tenoit le même langage. Il prétendoit que les terres de l'Iſle de S. Chriſtophle étoient *comme uſées*. Si ces terres qui n'avoient commencé d'être cultivées qu'en 1625 & certainement en petite quantité dans cette année & dans les premieres qui la ſuivirent, puiſqu'il y avoit peu de Colons dans l'Iſle, étoient déja comme uſées en 1667, ne ſeroient-

elles pas depuis long-tems réduites à la ſtérilité parfaite ? Ce ſentiment dont on a touché quelque choſe plus haut page 16, ſera diſcuté plus au long ci-deſſous en traitant du commerce du ſucre qui fait la matiere du VIII Chapitre.

On a vû par la maniere dont il eſt parlé ci-deſſus, de l'époque du premier établiſſement de la Barbade, que l'on n'eſt pas en état de la fixer. Les hiſtoires n'offrent rien de plus précis ni de mieux fondé, que l'opinion qu'on a ſuivie. Mais les Anglois ſe prévalant de l'obſcurité qui régne ſur ce point, prétendent faire remonter l'établiſſement de cette Iſle à l'année 1625. Ils s'appuyent ſur un paſſage de Ligon, & ſur un acte de l'Aſſemblée générale de la Barbade, paſſé en 1666.

Ligon dit ſans ſpécifier de dat-

te « qu'en l'an . . . . . un vaiſſeau » qui appartenoit au Chevalier » William Curteen, revenant de » Fernambouc, fut forcé par le » mauvais temps, de relâcher à la » Barbade ; que, ſur le rapport des » gens de ce vaiſſeau à leur retour » en Angleterre, pluſieurs per- » ſonnes s'étoient aſſociées pour » tenter un établiſſement dans » cette Iſle ; que le comte de Pem- » broke étoit à la tête de cette » entrepriſe, & qu'il la dirigea » juſqu'à ce que *le Comte de Car-* » *liſle eût demandé au Roi Jac-* » *ques* la conceſſion de la Bar- » bade. »

L'acte de la Barbade qu'ils citent, a pour titre, *Acte pour conſtater les loix de cette Iſle.* Il y eſt arrêté « que les actes confirmés » par quelques Gouverneur, Con- » ſeillers, Préſident & Conſeil que » ce ſoient, établis par commiſ-

» ſion du Roi, Jacques ou Char-
» les I &c. » C'eſt ſur ces deux pièces que les Anglois concluent que la Barbade étoit habituée dès 1625, puiſqu'elles ſuppoſent qu'ils occupoient déja cette Iſle ſous Jacques I. qui régnoit encore en 1625.

Mais Ligon qui parle de ce Prince, & l'acte qui en fait également mention, ne forment qu'une ſeule autorité. Ces deux témoignages portent uniquement ſur une tradition auſſi fauſſe que confuſe des temps du premier établiſſement de la Barbade. On ignoroit déja l'époque de ſon origine en 1647. Les habitans n'avoient conſervé là-deſſus que des idées incertaines. Ligon qui arriva dans cette Iſle à la fin de ladite année, & qui écrivit ſon livre en 1650, n'a pû dire en quel temps le vaiſſeau du chevalier Curteen, dont

il parle, y avoit relâché. Il prétend que la Barbade étoit déja établie, lorſque le comte de Carliſle obtint de Jacques I. la conceſſion de la Barbade. Or 1° il eſt prouvé par un auteur Anglois même, que le vaiſſeau de Curteen n'a pû mettre à la voile pour le Breſil qu'au commencement de 1524. 2° une année aumoins s'eſt écoulée avant le retour de ce vaiſſeau en Angleterre. 3o Jacques I. mourut au commencement de 1625. On ne voit donc pas comment la Barbade auroit pû être établie du temps de Jacques I. En effet Purchas qui a donné ſa collection de voyages en 1625, & qui parle de la Barbade, ne dit rien de Curteen ni de l'établiſſement de l'Iſle. A ces raiſons qui prouvent la mépriſe de Ligon, il s'en joint une autre auſſi forte. La conceſſion de la Barbade au comte de

Carliſle ne lui a pas été faite par Jacques I, mais par Charles I, le deux Juin mil ſix cens vingt-ſept.

L'acte de l'aſſemblée generale, loin de confirmer le paſſage de Ligon, marque au contraire l'incertitude de la tradition des habitans, ſur l'époque de leur établiſſement. Pour le ſentir, il faut ſçavoir que les archives de la colonie & les principaux regîtres ayant été brulés dans un incendie, qui conſuma en 1666 la ville de Bridgetoun, l'Aſſemblée voulant remédier aux inconvéniens qui pouvoient naître de la deſtruction des originaux des loix, donna une déclaration concernant tous les actes paſſés précédemment. Dans le deſſein de les embraſſer tous, ſans excepter aucun de ceux qui avoient eu lieu dès le commencement de la Co-

lonie, & ne ſçachant à quelle datte fixer les premiers temps de ſa fondation, elle fit mention de Jacques I, en cas qu'il y eût eu quelque Gouverneur de l'Iſle nommé par ce Prince. C'eſt le ſens naturel de cette façon de s'énoncer : *Par quelques Gouverneurs & Conſeillers, Préſidens & Conſeil que ce ſoient, établis par commiſſion du Roi Jacques I,* OU *Charles I.* La particule *ou*, eſt ici une marque de doute bien caractériſée. Les erreurs que l'on a démontrées dans le paſſage de Ligon doivent bannir les ſcrupules que l'on pourroit avoir d'admettre une pareille ignorance dans une Colonie, ſur l'époque de ſon établiſſement. On ne craint point que le ſiſtême, qu'on s'eſt fait ſur ce point, ſoit renverſé par aucun acte authentique, ni par aucun témoignage valide.

CHAPITRE II.

I. *D'Antigoa.* II. *de Monserrat.* III. *de Nevis.* IV. *de S. Christophle.* V. *de la Barboude.* VI. *d'Anguilla.* VII. *des Vierges, où l'on traite en peu de mots de l'établissement des productions naturelles, de l'état & du commerce de ces Isles.*

I. ANtigoa est située sous le seizième degré onze minutes latitude nord. Elle a environ vingt milles de longueur & autant de largeur. Les écueils qui l'environnent en rendent l'approche dangereuse. La rareté ou plutôt le défaut d'eau de source dans cette Isle, fit penser pendant longtemps qu'elle étoit inhabitable. *D'Antigoa.*

Cette idée subsista jusqu'en 1666, que Lord François Willoughby y envoya une colonie trois ans après en avoir obtenu la propriété de Charles II. On dit pourtant qu'environ trente ans auparavant, plusieurs familles Angloises avoient entrepris de s'y établir, & qu'on y en voyoit encore quelques-unes lorsque la peuplade, qui vint dans cette Isle aux dépens du Lord Willoughby, y arriva.

Les Anglois ont divisé Antigoa en cinq paroisses, dont quatre ont chacune une ville. S. Johnstown, la capitale de l'Isle, contient environ deux cent maisons. Antigoa est défendue par plusieurs forts, entretenus en très-bon état. Il y a sept petites Isles qui dépendent d'elle. On compte dans cette colonie près de 8,000 blancs & de 23,000 noirs. Pour suppléer au

défaut d'eau de ſource, les habitans ont pratiqué des citernes où l'eau des pluies eſt reçue.

Les chaleurs ſont exceſſives dans cette Iſle & plus inſupportables qu'à la Barbade. Quoique celle-ci s'approche davantage de l'équateur, la qualité du ſol qui dans Antigoa participe beaucoup de la nature du ſable, & la quantité de bois qui y ſubſiſte encore, occaſionnent peut-être cette intemperie.

Cette colonie ne commença à faire quelque figure parmi les Iſles du vent, que vers l'an 1680. Elle doit l'état floriſſant dont elle jouit, aux ſoins du Colonel Chriſtophle Codrington, qui y porta de la Barbade dont il avoit été député Gouverneur, la ſcience de la culture des cannamelles, & celle de la préparation du ſuc de ces cannes. La Couronne eſt rentrée dans les droits qu'elle avoit cédés au Lord

Willoughby ſur l'Iſle d'Antigoa.

Autrefois on a tiré de cette colonie, de l'indigo & du gingembre. La culture en eſt aujourd'hui preſque entiérement abandonnée. On s'y borne préſentement au ſucre & au tabac : les premieres récoltes que les colons firent de ces dernieres denrées, ne rencontrérent pas un débit favorable. Leur ſucre avoit un œil brun & étoit ſi groſſier qu'on déſeſpéroit de le rendre jamais plus beau. Mais les planteurs ont apporté tant de ſoin à cette manufacture, qu'on fait chez eux de la moſcovade auſſi bonne qu'en aucun autre endroit des Antilles. Le tabac n'y eſt pas non plus auſſi mauvais que ci-devant ; néanmoins cette marchandiſe ne forme pas un gros objet dans la balance du commerce de l'Iſle.

Antigoa contient environ 70, 000 acres de terre labourable, &

produit 16,000 bariques de ſucre, en comptant une année dans l'autre. On ſuppoſe qu'en encourageant cette colonie, elle pourroit rapporter beaucoup plus.

Les Anglois d'Antigoa ont montré en plus d'une rencontre, qu'ils ſçavoient défendre leurs priviléges, & rendre ſans effet les meſures que prenoit le gouvernement d'Angleterre, lorſqu'ils les croyoient contraires à leurs intérêts. Le Colonel Park un de leurs Gouverneurs, qui ne voulut s'aſſujettir à aucune regle, fut la victime de ſes procédés deſpotiques. Il crut pouvoir violer impunément les formes & les uſages de l'aſſemblée. Mais les membres qui la compoſoient ayant informé leurs Electeurs, c'eſt-à-dire, les habitans de la colonie, des excès que l'on commettoit contre eux; & les ayant ſommés de venir protéger leurs repréſentans, les colons

prirent les armes & vinrent au Palais du Gouverneur pour ſe rendre maîtres de ſa perſonne. Le Gouverneur entreprit vainement de ſe défendre. Ses gardes furent forcées ; & il reçut dans l'attaque une bleſſure dont il mourut.

De Montſerrat. II. Ce ſont les Eſpagnols qui ont donné à l'Iſle de Montſerrat le nom qu'elle porte, à cauſe de ſa reſſemblance avec une montagne de Catalogne près de Barcelone, fameuſe par une Chapelle dédiée à la Vierge, la plus révérée parmi les Catholiques après celle de Lorette. Elle eſt ſituée ſous le dix-ſeptiéme dégré de latitude nord, & a environ trois lieues de largeur ſur neuf de circonférence.

Quoique les Européens l'euſſent découverte en même-tems que l'Iſle Saint Chriſtophle, ils négligérent de s'y établir juſqu'en 1632, que Sir Thomas Warnec, premier Gouverneur de S. Chriſtophle

tophle

tophle y envoya une petite Colonie. On croit communément que ceux qui la composoient étoient Irlandois. Il y a dans cette Isle diverses batteries qui défendent la côte dans les endroits où il seroit facile de faire une descente.

Monserrat produit les mêmes choses que les autres Antilles, comme le sucre, l'indigo, le gingembre, le coton. L'indigo est le principal objet de son commerce. On en a apporté beaucoup de-là en Angleterre; mais actuellement cette production n'est plus aussi abondante. L'Isle contient environ 4 à 5,000 blancs tant Anglois, Ecossois, qu'Irlandois & 7,000 noirs. Elle est divisée en deux Paroisses & fait partie du Gouvernement de S. Christophle. Sous le regne de Charles II. & sous celui de Jacques II. les Irlandois Catholiques faisoient presque eux seuls le commerce de Montserrat.

En 1733, il y arriva un terrible ouragan, qui causa aux habitans une perte de plus de 50,000 livres sterlings. On peut prendre par-là quelqu'idée de leurs richesses.

Cette Isle est très-bien cultivée, & il y aborde un grand nombre de vaisseaux tous les ans, quoiqu'il n'y ait pas un seul havre ni même une rade un peu sûre; ensorte que quand on craint un ouragan, les vaisseaux qui sont à la côte se hâtent de prendre le large & de cingler vers S. Christophle ou vers Antigoa.

Nevis, en François *Nieves*.

III. L'Isle de Nevis, une des plus petites des Antilles, a été une des plus florissantes Colonies Angloises dans cette partie de l'Amérique. Elle n'a pas plus de six lieues de circonférence, & n'est éloignée que d'une lieue de Saint Christophle.

Ce n'est à proprement parler qu'une montagne très-haute, &

dont le sommet est couvert d'arbres. Les plantations régnent tout autour en commençant au bord de la mer, & continuant jusqu'au sommet ; la pente est très-douce.

Il y a plusieurs sources d'eau vive, dont quelques-unes sont assez fortes pour pousser leurs eaux jusqu'à la mer, & qui méritent le nom de rivieres. On y voit aussi une source d'eaux minérales chaudes. On alloit y prendre les bains autrefois pour les mêmes maladies pour lesquelles on va à Bath en Angleterre, & a Bourbon en France.

Le Chevalier Thomas Warner qui fit le premier établissement des Anglois à S. Christophle, forma aussi en 1628, le premier qu'ils ayent eu à Nevis. Cet établissement profita très-promptement. Vingt ans après on y comptoit 3 à 4,000 hommes que le commerce y faisoit subsister. C'est durant cet

eſpace de temps que l'on y bâtit Charles-Town, & quelques forts, dont une partie eſt aujourd'hui très-mal entretenue.

La ſituation de cette Iſle qui eſt au dix-ſeptiéme dégré dix-neuf minutes latitude nord, y rend le climat très-chaud. On dit même qu'on y ſupporte les ardeurs de l'été moins aiſément qu'à la Barbade. Le ſol y eſt trés-fertile, ſurtout dans les vallées. La fécondité de la terre diminue à meſure qu'on approche du ſommet. Il y tombe des pluyes en très-grande abondance, & les ouragans s'y font ſentir avec la derniere violence.

Nevis, quant à ſes productions naturelles, & à ſon commerce, reſſemble aux autres Antilles. Ce qui a été dit de la Barbade à ce ſujet, & d'Antigoa peut ſervir ici. Le ſucre eſt la principale denrée à Nevis, comme dans les deux autres Iſles. Il y ſert de gage d'é-

change dans toutes les affaires de commerce. Les écritures mercantilles s'y tiennent par livres de sucre au lieu de livres ſterlings. Les habitans ne ſont pas plus embaraſſés pour conclure un marché de cette maniere, que ſi ils traitoient avec de l'argent comptant.

Leur ſucre, c'eſt-à-dire, leur moſcovade, eſt d'un grain preſque auſſi beau que celui de la Barbade; les habitans ont tourné toute leur attention du côté de cette marchandiſe, & ils en ont chargé juſqu'à cinquante & ſoixante vaiſſeaux par an pour Europe. Perſonne ne cultive plus dans cette Iſle, ni le gingembre, ni le tabac, qui avoient occupé les premiers colons.

Avant 1689, il y avoit dans cette petite Iſle, dix mille blancs & vingt mille noirs. Il paroît à peine croyable qu'une étendue de ſix lieues de circonférence, ait

pû fournir la ſubſiſtance d'un pareil nombre d'hommes. Nevis étoit pour lors la plus floriſſante des Caraïbes ; les maladies qui y regnèrent durant l'année 1689, & les guerres que l'Angleterre eut à ſoutenir avec la France à la fin du dernier ſiécle, affoiblirent tellement cette colonie, que Guillaume III. ne la croyant plus en état de ſe ſoutenir par ſes ſeules forces, y envoya un Régiment d'infanterie pour la défendre.

En 1705, les habitans de Nevis & d'Antigoa, armérent en courſe pluſieurs vaiſſeaux qui croiſerent dans les parages voiſins, & qui en aſſurant leur commerce troublerent infiniment celui des François. Ils firent d'aſſez bonnes priſes; mais ils payerent cher dans la ſuite leurs premiers ſuccès. Les François firent une deſcente dans leur Iſle, brûlérent leurs maiſons, détruiſirent leurs ſucreries, & emmenerent

avec eux 3 à 4, 000 Negres.

Les Agens de Nevis & de Saint Christophle, solliciterent les Commissaires du commerce & des plantations, pour obtenir quelques dédommagemens des pertes qu'ils avoient souffertes. On fut à Londres quelques années sans pouvoir avoir égard à leur demande; mais en 1711, le Parlement leur accorda une somme de cent trois mille liv. sterlings, à être reparties parmi ceux d'entre eux, & ceux des habitans de S. Christophle, dont les habitations avoient été détruites par les François dans l'année 1705, & qui s'étoient mis en devoir de les relever. Cet acte fut confirmé par le statut 5. Gev. 2.

On croit qu'actuellement Nevis contient 3,000 blancs & 12,000 Négres, dont les 2 tiers au moins sont occupés dans les sucreries.

VI. Colomb découvrit l'Isle St. Christophle dans son premier *L'Isle Christoph.*

voyage en Amérique : il lui donna le nom qu'elle porte à cause de la figure de ses montagnes, parmi lesquelles il y en a une fort grande sur laquelle une autre plus petite est assise d'une maniere assez semblable à celle dont on représente S. Christophle portant l'Enfant Jesus sur ses épaules. D'autres ont prétendu que Colomb l'appella ainsi de son nom de baptême. Cette Isle est par le dix-septiéme dégré vingt-cinq minutes latitude nord. Elle a environ soixante-quinze milles de circuit.

Nouveaux voyages aux Isles Françoises de l'Amérique.

Les Caraïbes l'habitoient lorsque les François & les Anglois y aborderent en 1625 ; les uns & les autres le même jour : les premiers sous la conduite de M. d'Enambuc & les derniers sous celle du Chevalier Thomas Warner. Ces deux Officiers considérant que la possession de cette Isle, mettroit ceux de leur nation à portée d'incom-

Histoire générale des Antilles habitées par les François par le P. du Tertre.

moder beaucoup les Eſpagnols, contre leſquels les Anglois & les François faiſoient dés courſes, réſolurent d'y former des établiſſemens; & ſans diſputer lequel des deux étoit arrivé le premier, ils convinrent de la partager entre eux. Après avoir chaſſé de l'Iſle les ſauvages qui voulurent les attaquer en trahiſon, ils laiſſerent de part & d'autre quelques-uns de leurs gens ſur la côte, & retournerent dans leur patrie chercher des recrues. Pluſieurs François déſerteurs, ou naufragés, qui étoient depuis pluſieurs années dans cette Iſle, vinrent ſe joindre à ceux que M. d'Enambuc y laiſſa.

Les Cours de France & d'Angleterre approuverent ce que ces deux Capitaines avoient fait; ils furent renvoyés quelque temps après, avec des proviſions & un nombre d'hommes ſuffiſant pour jetter les fondemens d'une colonie durable.

Sir Thomas Warner ſe trouva

en état de partir pour ce ſecond voyage, avant M. d'Enambuc. Celui-ci n'arriva que le 8 du mois de Mai 1627; ayant eu une traverſée très-fâcheuſe. Il avoit avec lui environ 300 François, & Sir Thomas, autant d'Anglois. Ce dernier avoit déja bien avancé l'éxécution de ſon entrepriſe, lorſque M. d'Enambuc arriva. Auſſi-tôt qu'il fut débarqué dans la vue de prévenir des démêlés qui n'auroient pas manqué de nuire aux progrès des deux colonies, ils fixerent des limites reſpectives, & les décrirent dans un acte qu'ils ſignerent le 13 Mai 1627. La pêche, la chaſſe, les marais ſalés, le bois des forêts, les mines, les havres reſterent en commun.

Les Anglois reçurent continuellement de Londres de nouvelles recrues, & de nouvelles proviſions. A l'aide de ces ſecours leur colonie ſe fortifia beaucoup plus que celle des François, & non-ſeulement ſe ſentit en état de ſe ſoutenir;

mais même d'entreprendre un établiſſement dans l'Iſle Nevis, dont Sir Thomas prit poſſeſſion en 1628. Ces progrès furent arrêtés par l'arrivée de Dom Fréderic de Tolede, que la Cour d'Eſpagne envoyoit au Breſil, avec une flotte composée de trente-cinq gros gallions, & de quatorze vaiſſeaux marchands armés en guerre; il avoit ordre de dépoſſéder en paſſant les Anglois & les François, qui, ſuivant les prétentions de ſa nation, avoient uſurpé l'Iſle Saint Chriſtophle. Le voiſinage de ces deux nations qui tentoient tous les jours de s'établir dans les Antilles, cauſoit avec fondement des allarmes aux Eſpagnols; ils ſentoient bien que leurs propres colonies perdroient de leurs avantages, s'ils laiſſoient d'autres peuples qu'eux prendre pied dans cette partie de l'Amérique.

Hiſt. des Av... turiers buſtiers.

Les forces conſidérables de

Dom Fréderic n'éprouvérent aucune résistance. Les François & les Anglois désespérant de repousser un ennemi aussi puissant, ne songérent qu'à s'embarquer pour éviter de tomber entre ses mains. Ceux qui ne se déterminérent pas de bonne grace, se virent réduits à la merci de l'Amiral, qui ne leur offrit que deux partis, celui d'être passés au fil de l'épée ou de quitter l'Isle incontinent ; les colons ne balancerent point à prendre la derniere ; mais à peine Dom Frederic avoit-il levé l'ancre qu'ils se hâterent de rentrer dans leurs habitations.

Histoire généraledes Antilles habitées par les François.

L'Espagne ne les troubla plus dans leurs possessions ; ils n'y vécurent cependant pas parfaitement tranquilles. Quoique la France & l'Angleterre fussent en bonne intelligence, les Anglois & les François de Saint Christophle ne laisserent pas d'en venir aux mains en

différentes rencontres. Au milieu de ces escarmouches, aucune des deux nations n'eut le dessein de chasser l'autre.

Mais lorsque la guerre fut déclarée en 1666, entre la France & l'Angleterre. Les Anglois, au préjudice des concordats particuliers, renouvellés en différents temps, entre les deux nations dans l'Isle, tenterent de surprendre les François, & de se rendre maîtres de leurs habitations. Ceux-ci après cinq combats sanglans, où les Gouverneurs des deux colonies perdirent la vie, & où un très-grand nombre de soldats des deux côtés resterent sur la place, obligerent leurs ennemis de capituler, & de se soumettre à la domination Françoise, ou d'abandonner l'Isle.

Le traité de Breda qui mit fin à cette guerre en 1667, rétablit les Anglois dans leurs anciennes

possessions à S. Christophle. Ils en jouirent tranquilement jusqu'à la guerre qui suivit la révolution arrivée en Angleterre en 1888.

Ce furent les François qui attaquerent les premiers les Anglois, ils les chasserent entiérement de l'Isle. Les Anglois prirent bientôt leur revanche. En 1690 ils rentrerent dans S. Christophle avec des forces considérables, & s'en emparerent. A la paix de Riswik, l'Angleterre restitua à la France ce qu'elle lui avoit enlevé.

La succession d'Espagne ayant rallumé la guerre en Europe; les Anglois en 1702 s'emparerent de nouveau de S. Christophle. Depuis cette derniere conquête l'Isle est restée entre leurs mains; en vertu de la cession qui leur en a été faite par la France dans le traité d'Utrecht conclu en 1713.

Leur colonie s'étoit peuplée plus promptement, & beaucoup plus que la Françoise. En 1637. elle étoit déja composée de 12 à 13,000 ames; quoiqu'elle eût fait divers détachemens pour former des établissemens aux Isles de Nevis, de la Barbade, de Monserrat de la Barboude & d'Antigoa.

Les premiers Colons s'appliquerent d'abord à la culture du tabac. Cette plante leur a fourni longtemps la matiére d'un commerce suffisant pour les entretenir. Mais la quantité qu'ils en recueillirent, en ayant fait baisser le prix, ils se mirent à planter des cannes à sucre, du gingembre, de l'indigo & du coton. Les richesses que ces productions firent entrer dans la colonie, la rendirent en peu de temps très-florissante.

Le séjour de l'Isle de S. Christophle est extrémement agréable.

Quoique les ouragans s'y faſſent ſentir ſouvent, l'air n'y perd rien de ſa pureté. La quantité de ſucre & des autres denrées que produit cette Iſle prouve l'extrême fertilité de ſon ſol. Le ſucre que l'on en tire eſt d'un grain plus beau que celui de la Barbade. Il y a une ſouffriere à S. Chriſtophle, & un marais ſalé qui a quatre-vingt acres d'étendue.

Cette Iſle eſt la réſidence du Lieutenant au Gouvernement général des Iſles Angloiſes du vent. La Barboude, l'Anguille, les Vierges, ſont des dépendances de ce Gouvernement, ou pour mieux dire, ſont ſous ſa ſauvegarde. Car, de ces Iſles, il y en a dont les habitans vivent dans une ſorte d'anarchie, & d'autres qui appartiennent à des Seigneurs propriétaires qui en nomment le Gouverneur.

L'agrément que les Anglois éta-

blis dans cette colonie, semblables en cela à ceux de la Virginie & du Mariland, trouvent à vivre au milieu de leurs plantations, les détourne de se rassembler dans des Villes; leurs maisons sont répandues dans la campagne; elles forment avec les bosquets & les avenues qui les environnent, un très-joli aspect. Il y a environ 17,000 Négres, & on y compte 1,200 blancs en état de porter les armes. En tablant sur cette base, la colonie doit être forte d'un peu plus de 7,000 blancs, tant hommes que femmes & enfans.

On sait que par le douziéme article du traité de paix signé à Utrecht, la France a cédé à l'Angleterre la partie de cette Isle qui lui appartenoit. Dans le temps que les François la partageoient avec les Anglois, ils y bâtirent une belle Ville sous le canon de la citadelle de Basse-terre; c'est la seule place

un peu considérable qu'on y voie: au lieu de Villes, les Anglois y ont construit plusieurs Forts bien munis, & différentes batteries de canon dressées aux endroits de la côte par où l'on peut aborder.

Les Européens ont expulsé entiérement les Caraïbes de Saint Christophle. On remarque que les sauvages de cette nation portent une haine mortelle aux Anglois & aux Espagnols. Ils disent que ces deux peuples n'ont aucun mérite; que les Hollandois valent comme depuis la main jusqu'au coude, & les François comme depuis une main jusqu'à l'autre; ce qu'ils expriment en étendant les bras pour marquer la grande estime qu'il font de ces derniers.

Quoique Saint Christophle soit une des plus grandes Isles du vent, comme le milieu est occupé par de hautes montagnes; on croit qu'elle ne contient pas plus de

24,000 acres de terre propre à la culture du ſucre ; & on ſuppoſe que communément on en tire 10,000 bariques. Les colons font une barique de rum ſur trois bariques de ſucre ; mais ſi la demande de cette liqueur augmentoit, on penſe qu'ils pourroient aiſément en extraire une bien plus grande quantité. C'eſt du moins ce que dit un des premiers planteurs de cette Iſle, dans une déclaration qu'il préſenta aux Commiſſaires du commerce & des colonies. Il aſſure que lui, qui ne faiſoit que 2,000 gallons (a) de rum annuellement, en feroit 20,000 s'il en voyoit le débouché.

Quelques politiques Anglois prétendent que la France en abandonnant à l'Angleterre la partie de l'Iſle Saint Chriſtophle qui lui

(a) Le gallon contient deux Pottles ; le Pottle 2 quartes, la quarte 2 pintes. La pinte 28 pouces $\frac{7}{8}$.

appartenoit, avoit trouvé dans cette cession plus d'avantages que la Grande-Bretagne ; & qu'elle avoit cherché l'occasion de la faire ; ils supposent que le ministere François avoit pour sistême, de retirer ses colonies des petites Isles, & de s'attacher à peupler la Martinique, la Guadelouppe & Saint Domingue ; & que sans le traité d'Utrecht il leur eût été difficile d'attirer hors de Saint Christophle les colons qui y étoient établis. Ces conjectures ont leur source dans un ancien projet formé par M. de Poinci, un des premiers Gouverneurs de Saint Christophle, lequel ne fut pas écouté. Le mécontentement que produisit le traité d'Utrecht parmi les Anglois les leur fit adopter. Elles paroissent très-peu fondées ; comment croire que pour accélérer la population de quelques Isles, la Cour de France ait voulu sacrifier une

Histoire [gén]érale [des] Antilles [hab]itées par [les] Fran[çois]

Colonie, dont ſes ſujets retiroient tous les ans ſept millions de livres de ſucre; & qui en tombant entiérement dans les mains des Anglois, devoit contribuer à ſoutenir le grand commerce qu'ils faiſoient de cette denrée.

On porte à Saint Chriſtophle des vins, de l'eau-de-vie, de la bierre, des étoffes légéres de ſoye & de laine propres au païs; des toiles, des chapeaux, des bas, des ſouliers, des chairs ſalées d'Irlande, des épiceries; enfin toutes les marchandiſes & les rafraîchiſſemens qui ne ſe trouvent pas dans l'Iſle. Preſque tout s'y paye en ſucre; c'eſt, pour ainſi dire, la monnoie courante de cette Iſle.

Les colons qui habitent la partie de Saint Chriſtophle cédée par les François, occupent plus de trente vaiſſeaux, ſans compter les chaloupes & les autres bâtimens, à leur apporter les manufactures.

& les productions naturelles des Isles Britanniques, & des colonies Angloises du continent de l'Amérique Septentrionale.

La Reine Anne ayant jugé à propos en 1704, de fixer par une proclamation, la valeur des piéces de monnoye étrangeres, qui circuloient dans les païs de sa domination en Amérique, la plûpart des colonies refuserent d'y obéir. Quoique le Parlement ait confirmé cette proclamation quatre ans après, elles n'ont pas montré depuis plus de déférence.

Antigoa & Saint Christophle se sont distinguées par l'opposition la plus formelle. A Saint Christophle, le gouvernement, sans même s'appuyer du concours de l'assemblée générale, fit en 1715, afficher de sa propre autorité, dans les Places principales, que les écus de France, qui par le réglement de la Reine étoient fixés à quatre

shellings b. d. auroient cours pour ſept shellings.

Dans un temps poſtérieur, les habitans d'Antigoa ont pris plus de meſures ; mais ils n'en ont montré que plus évidemment la ferme diſpoſition où ils étoient de ne pas ſe conformer à la proclamation. Sous William Machews nommé en 1733 au gouvernement des Iſles du vent, après la mort du Lord Londonderry qui en étoit pourvû, l'aſſemblée générale de la colonie d'Antigoa, déclara par un acte particulier, qu'on ne pouvoit ſe conformer au ſtatut du Parlement qui fixoit la valeur des eſpéces étrangéres en Amérique, & elle les établit ſur un pied plus haut.

Un pareil acte ne pouvant être confirmé en Angleterre, les membres de l'aſſemblée, pour éviter qu'il ne fût rejetté, imaginerent de

verneur a les mêmes prérogatives que ceux des autres Lords propriétaires dans l'étendue de l'Empire Britannique en Amérique.

D'Anguilla.

VI. Anguilla, ainsi nommée de sa figure qui a quelque rapport avec celle d'un serpent, gît par le 18me. dégré 21 minutes de latitude nord. Le pays en est plat & couvert de bois. Dans l'endroit où cette isle est le plus large, on trouve un marais aux environs duquel quelques familles Angloises s'établirent en 1650. Elles s'adonnerent comme les habitans de la Barboude, à la culture des terres & à élever du bétail. Mais la paresse extrême des Anglois d'Anguilla les fait vivre dans l'indigence, au lieu que ceux de la Barboude ont en abondance tout ce qui peut satisfaire les besoins essentiels de la vie.

Cette Colonie subsiste sans Ministre, sans Gouverneur, sans Magistrats. Un Auteur François a dit que

que *cette isle n'est pas estimée valoir la peine qu'on la garde ni qu'on la cultive.* Cependant le sol en est très-bon & des colons industrieux en tireroient parti.

On croiroit qu'un peuple aussi pauvre seroit à l'abri de toute invasion. Cependant les Irlandois durant la guerre qui suivit la révolution, vinrent piller les habitans d'Anguilla; & en 1689 les François firent une descente dans leur isle & enleverent tout ce qu'ils y trouverent.

Le Chevalier Timothée Thornhill qui étoit pour lors à Antigoa, envoya le capitaine Edouard Thorn avec 80 hommes pour offrir aux Anglois de cette isle d'en sortir afin d'éviter de nouvelles insultes. Il est incertain qu'ils ayent accepté ces offres. Mais on sçait qu'il y a environ 150 familles à présent dans cette colonie qui y vivent très-pauvrement, & l'on pourroit

dire misérablement si elles ne paroissoient pas contentes de leur sort.

Des Vierges.

VII. Spanistown est la plus grosse des isles que l'on nomme les Vierges. Le Pere Labat trompé par la prononciation des Anglois, l'appelle *Peniston* dans ses *nouveaux voyages aux isles Françoises*. On la nomme aussi la *grosse Vierge*. Cette isle est très-peu considérable. A peine daigne-t-on la compter au nombre des établissemens des Anglois.

Outre Spanistown les Anglois possedent encore parmi ces isles, Tortola, Wandykes, Peters, Cooper & Anegada. Les Danois & les Hollandois profitent plus que la grande Bretagne du peu d'avantage qu'il est possible de tirer des petites colonies qu'elle a dans les Vierges, par la contrebande qu'elles les mettent à portée de faire. On estime que dans Anguilla, Spanis-

town & Tortola, il y a environ 5000 Negres.

CHAPITRE III.

De la Jamaïque. Etat de cette isle. Ses productions naturelles. Commerce de la Jamaïque. Détail sur le commerce de contrebande des Jamaïquains avec les Espagnols. Commerce du bois de Campêche.

LES Espagnols possédoient la Jamaïque depuis l'an 1494 que Christophle Colomb l'avoit découverte, lorsqu'en 1655 le Général Venables & l'Amiral Pin, firent une descente dans cette isle & s'en rendirent maîtres. Cromwell les avoit envoyés pour s'emparer de S. Domingue : ayant échoué dans la tentative qu'ils fi- *De la Jamaïque.*

rent ſur cette iſle, ils ſe dédommagerent de leurs mauvais ſuccès ſur la Jamaïque.

Hiſtoire de la Jamaïque.

Avant Cromwell les Anglois n'avoieut pas ſongé à s'emparer de cette iſle, quoiqu'ils y euſſent fait deux deſcentes : l'une en 1596 ſous les ordres de Sir Anthony Shirley, qui prit la Ville de S. Jago & la pilla. L'autre en 1625 conduits par le Colonel Jeukſon qui prit auſſi cette Ville, & qui l'auroit miſe au pillage & ſaccagée, ſi pour la racheter on ne lui eût pas offert une ſomme conſidérable. Le protecteur qui ſentit l'importance de ſa conquête, ſe hâta d'y envoyer aſſez d'Anglois pour ôter aux Eſpagnols l'eſpérance d'y rentrer.

Hiſtoire navale d'Angleterre.

En effet la ſituation de la Jamaïque favoriſe les entrepriſes de contrebande ſur les côtes de terre ferme, de l'Iſthme, de Panama & du Méxique, & met ſes poſſeſſeurs en état de troubler beaucoup

le commerce des Eſpagnols dans les Indes Occidentales. L'Angleterre en a éprouvé tout l'avantage durant la derniere guerre. Cette iſle gît par les 17me. & 18me. dégrés de latitude Nord à 20 lieues de diſtance de Cuba, & à une égale diſtance de S. Domingue.

Les Eſpagnols qui s'étoient retirés dans les bois à l'approche du Colonel Venables, ne laiſſerent pas les Anglois jouir tranquillement de leur conquête. Mais ces derniers, malgré la mortalité qui dans les premieres années ſe mit parmi eux, vinrent enfin à bout de chaſſer de l'iſle leurs ennemis.

Lorſqu'ils s'en virent paiſibles poſſeſſeurs, ils ſe livrerent à la culture des terres. Des eſclaves tant noirs que ſauvages, qui s'étoient ſauvés avec leurs maîtres dans des lieux innacceſſibles, voyant que les Epagnols avoient abandonné la place, vinrent ſe joindre aux An-

glois ſur la promeſſe qui leur fut faite, par une proclamation, de les traiter avec bonté. Comme il avoit fallu envoyer à la Jamaïque beaucoup de Troupes pour faire tête aux Eſpagnols, les premiers Anglois qui s'y fixerent étoient ſoldats pour la plûpart. Ceux qui ne voulurent point quitter la vie militaire, s'addonnerent à aller ſur mer en courſe contre les Eſpagnols. Ils y firent des priſes très-riches. L'attrait du butin les attacha tellement à ce genre de vie, que même après la concluſion de la paix entre l'Angleterre & l'Eſpagne, ils ne diſcontinuerent point leurs courſes. C'eſt d'eux qu'eſt ſortie la plus grande partie de ces Flibuſtiers qui ſe rendirent ſi fameux ſous le regne de Charles II.

Hiſtoire des avanturiers Flibuſtiers.

Etat de la Jamaïque.

Les richeſſes que la culture des terres & le butin des armateurs produiſirent aux Jamaïquains, attirerent dans leur iſle du monde de

toutes parts. Huit ans après qu'elle eut été réduite sous la puissance de l'Angleterre, on y comptoit 17 à 18 mille habitans. Vers l'an 1670 la Jamaïque reçut un renfort. On y transporta environ 1200 personnes qui composoient la colonie que les Anglois avoient à Surinam. Ils avoient par le traité de Breda conclu en 1667. cedé ce Pays aux Etats généraux qui s'en étoient emparés durant le cours de la guerre déclarée entre l'Angleterre & la Hollande en 1665.

Cette Isle a 172 milles de long de l'est à l'ouest dans sa plus grande longueur, & 58 milles de large dans sa plus grande largeur. On trouve sur ses côtes une infinité de Bayes & de Ports excellens.

Tout le pays est actuellement divisé en 19 Paroisses, qui contiennent en tout suivant les uns 4,000,000 acres; & suivant les

autres, 7,450, 000. Quoiqu'il en soit, dans toute l'Isle il n'y a pas 200, 000 acres de défrichés.

La capitale de l'Isle est de S. Jago de la Vega, que l'on nomme aussi Spanistown. Elle contient 7 à 800 maisons très-bien bâties. Ce fut Diego fils de Christophle Colomb, qui la fonda. Le Gouverneur y fait sa résidence. L'assemblée générale & les Cours souveraines de judicature y tiennent leurs séances. Elle est à quelques milles de la mer. Une petite ville que l'on nomme *Passage-fort*, lui sert d'embarcadere. Les principaux colons y vivent d'une maniere très-splendide. Il y a à S. Jago une salle de spectacle public, & une troupe de Comediens.

Cette Ville, qui sous les Espagnols n'étoit pas moins florissante, avoit beaucoup perdu de son opu-

lence depuis que les Anglois après s'être emparés de la Jamaïque, avoient bâti Port-royal, & en avoient fait la capitale de l'isle. Mais Port-royal ayant été détruit en 1692 par un tremblement de terre, & après sa réconstruction par un incendie en 1702, & l'assemblée générale ayant arrêté qu'on ne le rebâtiroit pas, S. Jago s'est relevé.

Quoique Port-royal ne subsiste plus dans son ancien état, il forme encore une petite Ville assez jolie, défendue par un Château des plus forts (a) qui soient dans les Indes Occidentales; son Port est excellent; il peut contenir une flotte nombreuse & composée des plus grands bâtimens.

L'assemblée générale en arrêtant que Port-royal ne seroit point rebâti, ordonna aux habitans de cette place de se retirer à six milles de là, où on éleva une nouvelle Ville

(a) Le Fort Charles.

qu'on appelle Kingſton. Cette place eſt devenue conſidérable, on y compte 11 à 1200 maiſons.

Les autres Villes qui ſe trouvent dans l'iſle, méritent peu d'attention. Les colons en général ſe plaiſent à vivre ſéparément dans leurs habitations-

A la Jamaïque comme dans les autres Antilles, on diviſe les habitans en trois claſſes; ſçavoir, en maîtres, en valets & en eſclaves. On pourroit y en faire une quatriéme des matelots & armateurs qui entrent dans ſes ports ou qui en ſortent après y avoir fait quelque ſéjour. Suivant l'opinion commune, quand le commerce eſt dans ſa force, cette iſle ne ſe trouve jamais ſans trois mille matelots au moins. A conſidérer les avantages qu'ils procurent à la colonie, cette eſpece d'habitans ne contribue pas le moins à ſa force & à ſon opulence.

On compte à la Jamaïque plus de 20,000 blancs Anglois d'extraction & 110,000 négres. Un grand nombre de ceux-ci devenus marrons en différens temps, se retirent dans les mornes au Nord-est de l'isle. Ces négres descendent de leur retraite à l'improviste, & fondent sur les habitations où ils esperent faire le plus de butin, & trouver le moins de résistance. On les a plusieurs fois taillés en pieces, mais sans pouvoir les détruire entiérement. Après s'être tenu cachés quelquefois durant des années, ils reparoissent de nouveau plus redoutables qu'auparavant, leur nombre étant grossi par les négres qui desertent pour se joindre à eux. En 1738, le Gouverneur las de les poursuivre & desespérant de les réduire par la force, prit le parti de composer avec eux : on leur promit de les laisser libres, & on leur accorda le droit d'avoir un chef de leur

nation. Il eſt vrai que ce chef ne devoit rien faire ſans le conſentement du Gouverneur.

Productions naturelles. Les productions naturelles de la Jamaïque ont beaucoup de rapport avec celles de la Barbade. Mais le ſucre qu'on fait dans la premiere de ces deux iſles, s'y fabrique plus vîte & plus aiſément. Il eſt plus brillant, d'un plus beau grain que celui qui ſe fait dans la derniere. Il ſe vend en Angleterre cinq & ſix ſhellings pour cent de plus. Un acre de terre planté de cannamelles à la Jamaïque, rapporte communement 2000 livres peſant de ſucre & quelquefois 4000 livres. La ſupériorité du ſucre du crû de cette iſle, influe ſur la qualité du Rum qu'on y diſtille. Il l'emporte ſur celui qui ſe fait dans le reſte des Antilles. En 1670 on comptoit à la Jamaïque ſoixante & dix moulins à ſucre. Aujourd'hui le nombre en eſt augmenté du décuple.

Après le ſucre, la graine de bois d'Inde ou de quatre épices, comme on l'appelle en françois, (*a*) tient le premier rang parmi les marchandiſes que les Jamaïquains envoyent en Europe. Le goût de cette épicerie participe du géroffle, de la muſcade, de la canelle & du poivre. Auſſi l'appelle-t-on en Anglois toutes-épices *All-ſpice.* Cette graine eſt le fruit de l'arbre qui fournit le bois d'Inde dont on fait un grand commerce. Cet arbre s'éleve à la hauteur de 30 pieds. Comme il a une écorce fort lice, il eſt difficile, vue ſa hauteur, de cueillir ſon fruit. Les Jamaïquains

(*a*) *All-ſpice*, la graine des quatre épices ou graine de bois d'Inde, c'eſt le fruit d'un grand arbre, &c.

On en fait dans les iſles une liqueur diſtillée fort agréable, qu'on nomme liqueur de bois d'Inde; on en met auſſi dans les ragoûts dont on veut relever le goût. Il paroît que ſon nom de *graine de quatre épices* lui vient de ce qu'elle ſemble participer de l'odeur & du goût de la canelle, cloux de gérofle, muſcade, &c.

ont pris le parti de n'en ramasser qu'après qu'ils ont abbattu l'arbre.

Le cacao a occupé une place très-considérable parmi les matieres qui font l'objet de leur commerce. Le bénéfice qu'offroit cette production, est une des causes auxquelles on doit attribuer l'affluence des Anglois qui se sont transportés d'abord dans cette isle. Cette branche de leur négoce existe à peine aujourd'hui.

Il en est de même de l'indigo, dont autrefois la colonie a fourni de grandes quantités. Aujourd'hui les François sont en possession d'une grande partie de ce commerce; l'indigo que les Anglois achetent sous le nom d'indigo de la Jamaïque, est presque tout fabriqué dans les Antilles Françoises, ou dans les Colonies Espagnoles.

Le coton & le gingembre forment une autre partie considérable des exportations de la Jamaïque.

On en exporte auſſi beaucoup de cuirs verds & de cuirs tannés. Les Jamaïquains ont pour les préparer trois ſortes de tan faites avec l'écorce d'autant d'arbres différens. Leur préparation l'emporte ſur celle des Tanneurs de l'Angleterre. Au bout de ſix ſemaines leur cuir eſt en état d'être employé. L'article de leurs exportations de cuirs, tant verds que tannés, ne peut manquer de monter haut. On rencontre dans les bois de l'iſle des hardes ſans nombre de bêtes fauves, de chevaux, d'ânes, &c. qui ſe préſentent pour ainſi dire, ſous le fuſil du chaſſeur. Ils ont eu autrefois une grande quantité de bœufs & de vaches ſauvages : mais ayant négligé d'en apprivoiſer pour former des troupeaux, ils ſont préſentement obligés de faire venir des chairs ſalées des colonies ſeptentrionales.

On cultive dans l'iſle quelque tabac ; mais il eſt de médiocre qua-

lités, & ne sert que pour les Négres, qui ne sçauroient se passer de fumer.

Les forêts de la Jamaïque fournissent une très-grande quantité de bois propres pour la teinture & pour la marqueterie. On croit que ses montagnes renferment des mines de cuivre. On dit même que les cloches de la principale Eglise de S. Jago étoient du métal qu'on en avoit tiré· On trouve aussi quelquefois de l'ambre gris sur ses côtes. Mais ni le cuivre ni l'ambre gris n'ont point encore grossi les cargaisons des vaisseaux qui commercent dans ses Ports.

Trois grands marais salés qui mettent les Jamaïquains à portée de fabriquer une grande quantité de sel, leur sont d'un avantage plus réel. On a fait dans ces marais jusqu'à 100, 000 boisseaux de sel dans une année; & on pourroit y en faire cinq fois davantage. On

tire auſſi de la Jamaïque du ſalpêtre & du poivre long, qui ſe débite très-bien dans les Indes Occidentales.

On tire de la Jamaïque quantité de plantes médecinales, comme le gayac, la ſalſe pareille; des drogues, telle que le caffé, le tamarin, la vanille, & beaucoup d'autres, ſur leſquelles nous renvoyons le lecteur à l'hiſtoire qu'en a écrit le Chevalier Sloane.

Les rivieres & les côtes de l'iſle abondent en poiſſon de différens genres. De tous ceux qu'on y pêche, la tortuë eſt celui qui mérite le plus d'attention, tant par le carret qu'elle fournit, que par la délicateſſe & l'excellence de ſa chair. Les Jamaïquains en envoyent en préſent en Europe. Les François s'adonnoient autrefois à cette pêche avec beaucoup de ſuccès & de profit. Les chairs fraîches & ſalées de tortuë, qu'ils vendoient dans

leurs isles, y tenoient lieu du bœuf salé d'Irlande qu'on y consomme à présent.

Le gingembre, le cotton, l'indigo, ainsi que le sucre qui viennent de la Jamaïque, sont beaucoup meilleurs que les mêmes denrées du crû des petites Antilles. A l'énumération que nous venons de faire des productions naturelles qui se tirent de cette colonie, il faut ajoûter le caffé. Celui qu'on y recueille depuis quelques années commence à devenir la matiere d'un négoce considérable : tous les ans on en embarque dans ses Ports une grande quantité pour l'Angleterre. Il y a lieu de croire qu'on en rapportera bientôt de là assez pour suffire à la consommation des isles Britanniques.

Commerce de la Jamaïque. Les marchandises dont on acheve les cargaisons des navires qui partent pour l'Europe, viennent du trafic que la situation de la Jamaï-

que & la grande quantité de bâtimens que les Jamaïquains construisent, leur falicitent avec les Espagnols & les Indiens du continent de l'Amérique. Le premier de ces deux commerces fournit à ces insulaires les Piastres qu'ils envoyent en Angleterre. De l'or, des perles, des émeraudes, du cacao & d'autres marchandises précieuses, sont ordinairement les retours des bâtimens qu'ils employent au second.

La masse des exportations de cette isle ne chargeoit autrefois que deux cens vaisseaux. Un Auteur moderne, Anglois, prétend qu'elle en employe à présent 500. Mais ses compatriotes mêmes n'admettent pas sa supputation, qui paroît en effet être portée beaucoup trop haut. Selon les Commissaires *pour le commerce & les plantations*, dans les remontrances qu'ils présenterent en 1734 à la Chambre Hist. de la Jamaïque.

des Pairs, la valeur totale des importations de la Jamaïque en Angleterre, montoit à 539, 499 livres sterlings 18 shellings 3 d. $\frac{1}{4}$ Celles qui se font d'Angleterre à la Jamaïque, occupent environ deux cens bâtimens.

Les marchandises que l'on porte d'Europe dans cette colonie, sont des toiles de différentes sortes, des dentelles, des baptistes, des chapeaux, des souliers, des bas, des draps, des étoffes de soye, des platilles; (*a*) toutes sortes de quincaillerie, du savon, de la chandelle, du beurre, du fromage, des chairs salées, des harengs, de la merluche, du biscuit, de la biere, de l'aîle, du cidre, &c.

Des colonies spetentrionales on porte à la Jamaïque des provisions de bouche. La nouvelle Angleterre

(*a*) Les Platilles sont des toiles de Silesie, dont la qualité approche de celle des toiles de Bretagne. Elles sont pliées différemment.

y envoye beaucoup de maquereaux ſalés, que l'on donne aux valets & aux eſclaves.

Le commerce de cette iſle avec les Eſpagnols conſiſte principalement en négres, en étoffes de différens genres, & autres marchandiſes ſorties des manufactures d'Angleterre. Il ſe fait en contrebande au péril de la liberté & ſouvent de la vie.

De quelques richeſſes dont la Barbade ſoit la ſource pour l'Angleterre, la Jamaïque lui eſt encore plus avantageuſe par la quantité d'argent qu'elle verſe directement dans ce Royaume. Il y a eu des années où cette derniere colonie a envoyé dans la Grande-Bretagne 300,000 pieces de huit. D'ailleurs, ſa ſituation dans le centre des poſſeſſions Eſpagnoles en Amérique, la rend infiniment précieuſe aux Anglois. Les gallions & la flotte qui ſe raſſemblent à la Havane dans l'iſle de

Cuba, ſont obligés de paſſer à ſa vûe, & ſes Ports offrent une retraite commode aux armateurs, qui en temps de guerre avec l'Eſpagne, veulent croiſer à la hauteur des côtes de la Province de Terreferme.

Les difficultés que l'on éprouve dans la navigation de la Jamaïque, alterent un peu l'utilité que les Anglois trouvent à la poſſéder. Les vaiſſeaux deſtinés pour cette iſle, & qui partent de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, ou des colonies Angloiſes établies ſur le continent en Amérique, ne tentent point le paſſage à travers le canal de Bahama qui ſe préſente ſur leur route. Il faudroit y combattre des courans très-forts. Ils n'embouquent point non plus le détroit que l'on nomme le paſſage ſous le vent, (en Anglois thewindward paſſage) & qui eſt formé par S. Domingue & Cuba, quoique la Jamaïque ſoit

située, pour ainsi dire, au débouquement de ce détroit. Il y auroit dans ce court trajet beaucoup d'obstacles à surmonter & de dangers à éviter. On est contraint d'aller chercher fort loin de-là quelque isle parmi les Caraïbes à la hauteur de la Jamaïque; communement c'est Antigoa que l'on choisit. De-là on prend les vents alisés, & en portant à l'oüest, on arrive à la Jamaïque: les vaisseaux qui vont d'Afrique à la même isle, suivent aussi cette route.

Il est à remarquer qu'on ne peut aborder à Port-royal que de jour, & qu'on ne peut sortir de son Port quand le Soleil est levé, parce que les vents de terre s'élevent la nuit, & qu'au contraire durant le jour il regne continuellement des brises qui souflent de la mer contre les côtes.

Pour revenir de la Jamaïque en Europe, ou dans quelque Port des

colonies établies ſur le continent de l'Amérique, on a deux navigations à choiſir, mais toutes deux dangereuſes. L'une eſt en prenant par le détroit de Bahama, l'autre en prenant par le paſſage ſous le vent.

Les courans du canal de Bahama qui s'oppoſent aux vaiſſeaux qui viennent d'Europe ou des colonies ſeptentrionales à la Jamaïque, les favoriſent dans leur retour. Outre cet avantage, il y en a un autre à prendre ſa route par-là. Un bâtiment qui ſort de Port-royal pour aller chercher le canal de Bahama, a le vent de commerce favorable juſqu'au cap S. Antoine, extrémité occidentale de l'iſle de Cuba; ce qui fait une traverſée de 200 lieues. Mais auſſi quand il vient á doubler ce cap pour cingler vers le golphe de Floride, il ſe trouve qu'il a à l'avant le même vent qu'il avoit à l'arriere. Alors on perd plus de temps

temps par les ſinuoſités qu'on eſt obligé de faire, qu'on n'en avoit gagné par la rapidité avec laquelle on étoit venu juſques-là de la Jamaïque. Tandis qu'on lutte contre les vents, on court riſque d'être enlevé par les Gardes-côtes de la Havane. Supposé qu'on leur échape; tous les périls ne ſont pas encore paſſés. On peut ſe perdre ſur les écuëils qui bordent les côtes de la Floride, & ſur leſquels les courans portent avec violence.

Le paſſage ſous le vent n'a pas moins d'inconvénient; il ſe termine à une iſle que les Anglois appellent Crooked-iſland. De Port-royal à cette iſle il y a un trajet de 180 lieues; il faut paſſer par un détroit que forment, comme je l'ai déja dit, S. Domingue & Cuba. Ces iſles ſont à l'eſt de la Jamaïque. Le vent de *commerce* ſouffle de l'eſt à l'oueſt, non pas à la vérité toujours directement, il varie du Nord-eſt

au Sud-eſt. Mais ces variations n'empêchent pas qu'il n'arrive fréquemment que, pour aller de Port-royal au cap Morant, qui eſt à l'Eſt de cette place, & qu'il faut doubler avant d'embouquer le détroit, les vaiſſeaux ſoient quelquefois un mois & même ſix ſemaines ; encore y en a-t-il eu qui après avoir combattu tout ce temps, & avoir été maltraités, ont été contraints de revenir à Port-royal.

La vraie ſaiſon pour entreprendre ce paſſage, eſt entre le mois de Décembre & celui de Mai. Le vent de *commerce* & les courans s'affoibliſſent quelquefois alors vers le ſoir d'une maniere très-ſenſible, & les vents qui s'élevent de terre en même temps, ſont extrêmement forts. Quand on ſçait profiter de ces circonſtances, on peut doubler le Cap-Morant en une nuit. Mais ces facilités n'ont point lieu du mois de Mai au mois de Décem-

bre. Les Brises qui soufflent de la mer, sont si fortes en Juillet, Août & Septembre, qu'elles ne permettent pas de s'éloigner des côtes.

Après avoir doublé le Cap-Morant, il faut éviter les Gardes-côtes, tant Espagnols que François. La chose n'est pas aisée, car on est obligé de ranger S. Domingue de fort près, de peur d'être poussé par le vent sur les basses qui se trouvent entre la Jamaïque & Cuba. Arrivé a Crooked-island, un bâtiment n'est pas hors de danger; car les Espagnols, quand ils sont les plus forts, visitent aussi rigoureusement un vaisseau qu'ils rencontrent à cette hauteur, que si il étoit à une portée de mousquet des côtes de Cuba & de S. Domingue.

Détai[l] le comm[erce] de con[tre]bande de [Ja]maïquai[s] avec les [Es]pagnols.

Le Commerce de contrebande des Anglois avec les colonies dépendantes de la Couronne d'Espagne en Amérique, eut son origine sur la fin du dernier sié-

cle. Les Eſpagno's reçurent alors des Anglois par le canal d'une compagnie Portugaiſe, fermiére de l'Aſſiente, une partie des Négres dont ils avoient beſoin, au lieu qu'auparavant ils n'en achetoient point. Guillaume III, avoit procuré à ſes Sujets cette branche de négoce, en permettant à cette compagnie de traiter avec eux & d'avoir un Agent à la Jamaïque pour l'achat des noirs.

Les Anglois regardent ce traité comme la cauſe du commerce qu'ils ont fait depuis avec les Eſpagnols en Amérique. Avant la révolution, ces deux Nations n'exerçoient enſemble aucun trafic dans ces quartiers. La fréquentation inévitable qu'occaſionna entr'elles la fourniture des Négres, diminua l'éloignement réciproque qu'elles avoient l'une pour l'autre. La Jamaïque devint le magaſin de la nouvelle Eſpagne, & de la Pro-

vince de terre ferme : ces deux vastes contrées envoyoient une partie de leurs richesses dans cette Isle. On dit que les Jamaïquains faisoient avec elles un commerce de plus de 250, 000 livres sterlings par an. Ce commerce légitime, pour ce qui concernoit les négres, étoit de contrebande pour le reste ; il s'exerçoit de la part des Anglois, sous la protection de leurs vaisseaux de guerre. Il continua sur ce pied jusqu'en 1702, qu'il vint d'Angleterre des ordres au Gouverneur de la Jamaïque de ne le plus favoriser, à cause d'un traité passé en Europe entre l'Angleterre & la Hollande.

Malgré les traités & malgré les défenses des Cours d'Espagne & & d'Angleterre, ce commerce clandestin n'a point encore pû être arrêté. Les Colons Espagnols, en sont aussi curieux que les Anglois. Ceux-ci l'exercent les armes à la

Essai sur les intérêts du commerce maritime.

main. Les capitaines de leurs vaisseaux de guerre, ne se font pas un scrupule de les protéger; & ils s'y portent d'autant plus volontiers, que les capitaines marchands leur payent cinq pour cent de leur vente pour ce service.

L'auteur du livre intitulé : *The importance of the Britcit, plantations in America, &c.* place l'époque du commerce des Anglois avec les Espagnols en Amérique, à l'année 1670, dans laquelle Charles II. conclut avec l'Espagne un traité de paix, qui fut signé à Madrid par le chevalier Guillaume Godolphin, & par le comte de Peguaranda plénipotentiaires des deux couronnes. Le sentiment que j'ai adopté, est le plus suivi.

On ne sera peut-être pas fâché de voir ici de quelle maniere les Anglois se conduisent dans ce commerce. Le marchand ou le maître du vaisseau qui fait ce tra-

fic, vient premiérement à la côte proche Porto-Bello en temps de paix. Car, en temps de guerre, il se tient dans un Havre éloigné de quatre milles de la ville. Delà, il envoye quelqu'un de son équipage qui parle Espagnol, avertir les marchands de son arrivée. Ceux-ci assignent le jour & le lieu où l'on doit leur envoyer la chaloupe. Ils viennent ponctuellement au jour & lieu assignés; & étant convenus de prix, soit pour les négres ou toute autre marchandise, ils retournent à la ville chercher leur argent. Ils reviennent payer, & emportent alors leurs emplettes. Un vaisseau interlope, est quelquefois cinq à six semaines sur la côte, sans cesser de commercer avec les Espagnols. Car, aussi-tôt que la premiere nouvelle de son arrivée est sçue, elle se répand de tous côtés parmi les marchands, & il en vient même de

Panama déguisés en paysans, montés sur des mules, qui portent leur argent dans des jarres remplies de farine, qu'ils feignent de conduire à Porto-Bello. Malgré ce déguisement, la crainte d'être découverts les oblige à marcher par des chemins détournés. Après avoir payé les marchandises qu'ils ont prises, ils les partagent en petits paquets, tels qu'un homme les puisse porter. Ils en chargent les négres qu'ils viennent d'acheter, se munissent de provisions, & regagnent leur demeure en évitant les grandes routes.

On disoit en 1739, que le commerce indirect de l'Angleterre avec les Indes Espagnoles par la Jamaïque, lui avoit valu plus de quinze cens millions tournois; & cela n'est pas étonnant, si l'on en juge par ce que la France en a tiré elle-même pendant le peu de temps qu'il lui a été permis

d'y commercer en droiture.

Les Anglois possédent des habitations en quelques endroits des côtes qui bordent la baye de Campêche & celle des Honduras. Ce sont les Jamaïquains qui les ont formées. Ceux qui les occupent, s'employent à la coupe du bois d'Inde, qui a pris le nom de Campêche, de la partie du Yucatan; d'où on a commencé à en apporter en Europe. Comm du boi Campê

Les Espagnols ont long-temps été les seuls maîtres de ce négoce; & les Anglois ne le partagent avec eux, qu'en s'y soutenant à force ouverte. Autrefois, lorsque l'Espagne & l'Angleterre étoient en guerre, ils alloient enlever sur le bord de la mer, aux environs de la ville de Campêche, le bois d'Inde qui y étoit tout coupé & prêt à être embarqué. Mais les Espagnols ayant fait fortifier les lieux où ils l'amassoient, & d'ailleurs la paix Dicti naire c comme

étant rétablie entre les couronnes, les Anglois n'oserent plus s'en procurer par des violences aussi déclarées.

Fondés sur ce que les Indiens qui habitent les forêts qui bornent la Baye, sont du nombre de ces *Indios-Bravos*, qui ont toujours maintenu leur liberté, ils prirent le parti d'y aller couper eux-mêmes ce bois si estimé. L'entreprise rencontra des obstacles de la part des Espagnols qui vinrent troubler les Anglois dans leurs travaux. Ceux-ci qui étoient *des déterminés*, accoutumés la plûpart à la piraterie, les reçurent si vigoureusement, que l'ardeur de leurs ennemis se rallentit.

Ils s'établirent dans ces cantons à 15 lieues de la ville de Campêche, autour de deux criques éloignées de la rade de près de huit lieues. Ils y bâtirent des huttes pour se loger, & une es-

péce de fort ou retranchement, pour garder leurs provisions. Sur la fin du dernier siécle, ils étoient environ deux cens dans ce poste, qui s'occupoient à couper du bois. Ils en donnoient une tonne pour trois livres sterlings, qu'ils recevoient en denrées de diverses sortes. Ce même bois porté à Port-Royal, y étoit vendu le double.

Le commerce de bois de Campêche que faisoient les Anglois, étoit devenu par-là si considérable, que suivant un rapport du committé de commerce fait en 1717, il entra en 1715 à Londres 5,863 tonnes de ce bois. En comptant selon la supposition ordinaire, que Londres fait le tiers du négoce de la Nation, il résulte qu'il étoit entré cette année dans la Grande-Bretagne, 17, 589 tonnes de bois de Campêche.

Les difficultés & les dangers qui accompagnent la coupe du bois

d'Inde dans le voisinage de la baye de Campêche, ont porté les Anglois à tenter de s'en pourvoir dans les forêts qui s'étendent autour de la baye des Honduras. L'entrée de cette baye est très-difficile; il faut passer sur une barre large de deux ou trois milles, sur laquelle on ne trouve que onze pieds d'eau.

Quand un vaisseau vient y trafiquer, aussi-tôt qu'il a passé la barre, il tire un coup de canon afin de faire connoître son arrivée. Les coupeurs de bois se présentent pour troquer leurs buches contre des liqueurs fortes, du vin de Madere, des toiles, des chapeaux, des souliers. Avec la valeur de 40 Shellings de ces marchandises estimées sur le pied qu'elles coutent en Europe, on a une barique de bois. Les colonies Angloises du nord de l'Amérique, leur vendent des provisions de bouche.

Les matelots se détachent quelquefois, & vont chercher eux-mêmes les buches dans des esquifs, en remontant l'espace de trente milles, une riviere qui se décharge dans la baye.

Lorsque les coupeurs de bois veulent se mettre à l'ouvrage, ils commencent par choisir un terrein bien fourni d'arbres. Ils y bâtissent ensuite des huttes, y dressent des tentes, & y demeurent jusqu'à ce qu'ils aient abattu tous les arbres des environs, & qu'ils les aient mis en état d'être embarqués : ce qui consiste à en enlever l'écorce & à les tailler en buches. Ils ont trouvé moyen d'engager les Indiens à les aider.

Les gardes-côtes Espagnoles viennent souvent pour troubler les vaisseaux qui trafiquent dans la baye des Honduras & dans celle de Campêche. Mais la plûpart du temps il s'y en rencontre assez à

la fois pour n'avoir rien à craindre. Quelquefois aussi les Espagnols en prennent quelques-uns malgré ce danger ; le commerce qui se fait dans ces deux bayes, est très-avantageux. Le bois qu'on en rapporte, est beaucoup plus recherché que celui qui vient de la Jamaïque ou des autres Antilles.

Autrefois, le bois de Campêche valoit 30 & 40 livres sterlings la tonne. On l'achetoit alors des Espagnols. Aujourd'hui il ne coûte en Angleterre que 8 livres sterlings. On doit cette réduction aux *nouveaux Anglois*, qui ont tenté les premiers d'aller couper eux-mêmes le bois dans les forêts voisines de Campêche.

CHAPITRE IV.

I. Des isles Lucayes ou de Bahama. II. Des isles Bermudes ou isles de l'Eté, où l'on traite en peu de mots de l'établissement, des productions naturelles, de l'état & du commerce de ces isles.

I. LEs isles Lucayes ou de Bahama, sont au nombre de 4 à 500. La plus grande partie ne sont, à proprement parler, que de petits rochers à fleur d'eau, qui rendent la navigation de ces isles extrêmement dangereuse, dans le mauvais temps. Bahama qui leur donne son nom, ainsi qu'au détroit par lequel débouquent les flottes Espagnoles qui reviennent de l'Amérique, fut découverte en

Des Lucaye. de Bahama.

1512 par Jean Ponce-de-Léon. Elle a 13 lieues de long & 8 de large. Sa ſituation eſt au vingt-ſixiéme dégré, 45 minutes latitude nord.

Les Anglois n'ont connu ces iſles que vers l'an 1667. Une tempête fit découvrir à William Sagle, comme il alloit à la Caroline, celle de la Providence, qui eſt la principale d'entre elles. De-là vient qu'elle fut appellée d'abord de ſon nom. Mais dans un ſecond voyage, il lui donna celui qu'elle porte aujourd'hui. Sagle étoit employé par les propriétaires de la Caroline. Le détail qu'il leur fit de ſa découverte, porta quelques-uns d'entre eux à en demander la conceſſion. Elle leur fut accordée pour tous les pays & iſles qui pouvoient ſe trouver dans ces parages entre le vingt-deuxiéme & le vingt-ſeptiéme dégré de latitude ſeptentrionale.

L'isle de la Providence est située sous le vingt-cinquiéme dégré de latitude nord. Sa longueur n'excéde pas 28 milles; & sa plus grande largeur 11 milles. Les nouveaux propriétaires la choisirent pour y former un établissement. Ils le commencerent en 1672. Les Espagnols ne le laisserent pas long-temps subsister. Ils firent 7 ou 8 ans après, un descente dans cette isle, & y détruisirent tout ce qu'ils en purent emporter.

En 1690, les Anglois essayerent de nouveau d'y jetter les fondemens d'une colonie; ils réussirent si bien cette seconde fois, que trois ans après, le principal des établissemens qu'ils y avoient faits, parut digne de porter le nom de ville. On l'appelle Nassau. On y comptoit, dès ce temps-là, 160 maisons. La colonie continua de prospérer en peu de temps; on y vit quatre cens négres employés par

leurs maîtres à la culture des terres, & particuliérement à celle des cannes à ſucre, pour la préparation deſquelles quelques colons conſtruiſirent des moulins.

Quoique les vexations d'Elias Haſchett, nommé vers l'an 1700 gouverneur de cette colonie, en euſſent arrêté les progrès, ces commencemens promettoient des ſuites heureuſes, lorſqu'en 1703 les Eſpagnols & les François vinrent de nouveau ſaccager cette colonie. Ils en firent le gouverneur priſonnier, pillerent la ville de Naſſau & la brûlerent; ils emmenerent auſſi les négres avec eux. Les colons qu'ils laiſſerent dans l'iſle, découragés par la perte totale de leurs biens, ſe retirerent les uns à la Caroline, les autres à la Virginie & à la nouvelle Angleterre.

Les Lucayes demeurerent abandonnées par les Européens, juſ-

qu'à ce que les Pirates, qui infectoient la mer du nord, choisirent la Providence pour le lieu de leur retraite. De-là ils faisoient des courses qui gênoient infiniment le commerce. Le dommage qu'ils causoient à la nation Angloise, & l'intérêt qu'elle prenoit à la possession de ces isles, engagea le parlement d'Angleterre, qui ne voyoit pas dans les ministres assez de zéle pour les intérêts du royaume, à demander dans plusieurs adresses, à la reine Anne & à George I, la destruction des forbans qui écumoient les mers de l'Amérique, & le recouvrement de la Providence qu'ils occupoient.

George I. déféra à leurs remontrances. Il envoya le capitaine Wooder-Rogers, avec deux vaisseaux de guerre pour chasser les corsaires de leur retraite, & se remettre en possession des isles de Bahama. En même-temps, afin de

Hist. des pir. Anglois par Jo son.

faciliter l'expédition, ce monarque publia une proclamation par laquelle il accordoit une amnistie aux pirates qui se rendroient dans un certain espace de temps qu'il limita. On envoya cette proclamation à la Providence, avant l'arrivée du capitaine Rogers. Elle produisit l'effet qu'on en espéroit. Le plus grand nombre de ces malheureux accepta le pardon qui leur étoit offert, & se joignit à la colonie que ce capitaine amenoit avec lui d'Europe.

Sous l'administration de Rogers, cette colonie se fortifia promptement. Peu d'années après son rétablissement, on comptoit 300 maisons dans la ville de Nassau, & plus de 1, 500 Anglois répandus dans les isles Lucayes. La plus grande partie résidoit à la Providence, à Bahama, à Eleuthere, à Harbons-Island, à Green-Turtle. Dans les autres isles, il n'y

avoit que quelques familles en très-petit nombre. Les choses sont à présent à-peu-près sur le même pied. Il est vraisemblable qu'elles y resteront jusqu'à ce que les habitans sçachent mieux mettre en valeur le sol qu'ils cultivent. Celui de Bahama est très-riche.

On a tiré, autrefois de cette isle, du *guiacum*, du sassafras, de la salsepareille, & du bois rouge. Elle ne donne aujourd'hui que du maïs & un peu de gibier. Celle de la Providence n'a fourni jusqu'à présent, que du bois de brésillet & du sel. Il est vrai que cette derniere marchandise qui se fait à Auma, trouve un très-bon débit dans les colonies du continent & dans les Antilles. Mais sans diminuer ces productions, on pourroit y en ajoûter d'autres qui délivreroient les Anglois de cette colonie, de la dépendance où ils sont de la Caro-

line pour les provisions de bouche les plus nécessaires.

Cet article doit les intéresser, d'autant plus que leur négoce principal consiste dans la vente qu'ils font de ces mêmes provisions aux vaisseaux que les tempêtes poussent vers leurs isles, ou qui manquent de rafraîchissemens. En effet, excepté le bénéfice que ce négoce leur offre, ils n'ont pas d'autres ressources pour se procurer les besoins de la vie, que le pillage des vaisseaux échoués sur leurs côtes, & le commerce qu'ils entretiennent avec les pirates.

La situation des Lucayes dans le voisinage de S. Domingue & de la Havanne, où les gallions & la flotte se rassemblent pour faire voile de conserve en Europe, favorise le commerce clandestin qui se fait avec ces deux isles. D'ailleurs, la possession des Lucayes n'est pas aussi avantageuse aux An-

glois que l'on le croit communément parmi eux. C'eſt ſans fondement que l'on a penſé chez cette nation que l'on pouvoit établir des croiſiéres dans le détroit que ces Iſles bordent, & arrêter de-là facilement le cours du commerce des Eſpagnols. Aux raiſons qui ſe tirent de la force des courans qui régnent dans ces parages, & du grand nombre d'écueils dont le détroit eſt parſemé, il faut ajouter que les Iſles de Bahama ne peuvent admettre dans leurs ports que des vaiſſeaux de 40 piéces de canon; peu capables, par conſéquent, à en juger par le cours ordinaire des choſes, d'attaquer des navires armés, comme ſeroient armés les gallions, ſi le paſſage étoit dangereux.

On ne doit pas omettre que S. Salvador une des Lucayes, eſt eſt la premiere terre que Chriſto-

phle Colomb ait vûe en Amérique ; les Anglois appellent cette Isle Cat-Island ; les Sauvages la nommoient Guanahami.

II. Les Isles Bermudes prirent leur nom de Jean Bermudés, qui les découvrit le premier en 1527, en allant aux Indes Occidentales. En 1572, Philippe II. en fit une concession à un Portugais nommé Ferdinand Camelo, qui ne s'en mit pas en possession.

Des Isles Bermudes ou Isles de l'Eté.

Les Anglois les ont connues par le moyen d'un Marin de leur Nation, appellé *Henry May*, qu'une tempête y jetta, en 1593, étant comme passager sur un vaisseau François commandé par le capitaine de la Barbotiere, qui revenoit de Saint-Domingue en France. Henri May de retour en Angleterre donna une relation de ces Isles

qu'on

qu'on oublia bien-tôt. Le chevalier George Sommers, & le chevalier Thomas Gated, ayant échoué au milieu d'elles dans l'année 1609, cet accident en fit parler un peu plus que la premiere fois : personne ne pensa cependant alors qu'elles méritassent qu'on s'y établît, & l'idée n'en vint que quelque-temps après, lorsque Sir Georges y eut fait un voyage exprès.

Les Bermudes ont reçu de cet Anglois, le nom de *Sommers-Islands* [isles de Sommers] que les matelots de sa nation prononcent par corruption, *Summers-Islands* : ce qui, dans leur lange, signifie *isles de l'Eté*. On a d'autant plus volontiers adopté leur méprise, que ces isles sont dignes d'un pareil nom par la douceur du climat sous lequel elles sont situées.

Les Bermudes se trouvoient dans l'étendue de la concession

faite à la compagnie de la Virginie; plusieurs des intéressés, jugerent qu'il seroit de son avantage d'établir une correspondance entre elle & l'Angleterre. Mais le plus grand nombre des associés ne voulant point entrer dans la dépense qu'entraîne un nouvel établissement, la compagnie vendit ses droits sur ces isles, à 120 de ses membres qui obtinrent une chartre particuliére de Jacques I, & devinrent par-là, les seuls propriétaires des Bermudes.

La nouvelle compagnie envoya en 1612, environ soixante personnes dans sa concession pour y former un établissement sous les ordres de Richard Moor. Cette colonie se fixa sur l'isle la plus grande. Elle y jetta les fondemens d'une ville à qui elle donna le nom de S. George; d'où l'isle même prit le sien. Cette ville est aujourd'hui une des plus fortes, & des

mieux bâties qui se voyent dans les colonies Angloises en Amérique.

Aux soixante personnes envoyées par la compagnie en 1612, il s'en joignit bien-tôt un plus grand nombre, attiré moins par l'appas d'un commerce lucratif, que par l'avantage de jouir de l'air pur qu'on respire aux Bermudes. La plûpart des familles qui demeurent dans ces isles, s'y sont retirées avec des biens considérables; invitées uniquement par la douceur du climat ou par l'espérance d'y trouver la liberté de conscience. Le nombre des habitans monte environ à 15, 000 ames.

Ces colons contens des productions naturelles que leur offrent leurs plantations, s'adonnent peu au négoce. Il est vrai qu'elles leur laissent peu de choses à desirer; soit pour la satisfaction des be-

soins essentiels, soit pour les douceurs de la vie. Ils envoyent cependant quelques rafraîchissemens dans les autres colonies Angloises en Amérique avec des bois de construction ; & ils exportent en Angleterre un peu de tabac, de limons, des oranges d'une grosseur prodigieuse & d'un goût délicieux.

Nouveaux voyages aux isles Françoises de l'Amérique.

Autrefois, ils y joignoient des chapeaux de paille faits très-proprement. Les dames Angloises d'Europe les recherchoient alors. Mais leur goût à changé. Depuis quelques années, on n'apporte pas non plus en Europe de leurs oranges. Les brigantins, les chaloupes & d'autres sortes de bâtimens de mer qu'ils construisent, ont formé pendant long-temps la partie la plus considérable de leur commerce : cette branche commence aussi à s'affoiblir, à cause que les cédres dont ils les fabri-

quoient, deviennent rares dans leurs forêt. Du temps de la reine Anne, ils possédoient plus de cent voiles; aujourd'hui, ils n'en ont pas la moitié. L'arbre du bois duquel ils construisent leurs bâtimens de mer, & que nous avons appellé ici *cédre* pour nous conformer à l'usage des Anglois, est connu plus généralement sous le nom d'*acajou* parmi les François.

Les Bermudes gissent à plusieurs centaines de lieues de la terre ferme. De ces isles, au Cap Hattoras dans la Caroline, il y a 300 lieues; des mêmes à S. Domingue 400; & à la Grande-Bretagne 1, 600. Leur situation est entre le trente-deux & le trente-troisiéme dégré. On en compte environ 400. Elles sont renfermées dans une étendue de six ou sept lieues. Il n'y en a pas la moitié d'habitée. Et (hormis l'isle S. George, la plus considérable de toutes,) les autres n'ont

qu'un petit nombre d'habitations éparſes de côté & d'autre.

Dans les premieres années de la fondation de cette colonie, l'air y étoit ſi ſain, que les malades des Antilles alloient s'y rétablir; comme les Anglois d'Europe viennent à Montpellier, lorſqu'ils ſont attaqués de la conſomption. Depuis quatre-vingt ans, les ouragans inconnus auparavant aux Bermudes, y ont changé la diſpoſition de l'air. Il y régne aujourd'hui autant de maladies qu'ailleurs.

Le célébre Edmond Waller, un des plus aimables hommes & des plus beaux eſprits qui ayent orné la cour de Charles I. & celle de Charles II, celui à qui Dryden confeſſoit devoir l'harmonie de ſes vers, s'eſt donné la peine de célébrer les Bermudes dans un poëme intitulé : *The Battle of the Summers-Iſlands.* Ayant été ban-

mi pour avoir conſpiré contre le long-parlement, dont il étoit membre; il ſe retira dans ces iſles & y paſſa quelque-temps. Il en étoit co-propriétaire.

La diſette d'eau de ſource eſt le ſeul déſagrément dont les habitans des Bermudes ayent à ſe plaindre. Ils y ſuppléent par celle qu'ils tirent des citernes, où l'eau des pluies ſe raſſemble, & des puits qu'ils ont creuſés. Cette derniere à un goût un peu ſomache. Les marchandiſes d'Europe qui leur conviennent, ſont particuliérement des vins, des eaux-de-vie, des farines, des chairs ſalées d'Irlande, des étoffes, des toiles, de la quincaillerie & de la menue mercerie.

Ces iſles ſont très-commodes pour le commerce des colonies Angloiſes du nord de l'Amérique, avec celles des Antilles. Les vaiſſeaux qui font cette navigation,

les trouvent, pour ainsi dire, sur leur route ; ou du moins, ne sont pas obligés de s'en éloigner beaucoup pour y aller prendre des rafraîchissemens lorsqu'ils en ont besoin. C'est-là la principale utilité que les Anglois en retirent. Car, les productions des Bermudes, ne forment pas un grand poids dans la balance de leur commerce. Ils espèrent y récolter de la soye & de la cochenille. C'est dans cette vûe qu'un marchand de Londres s'est donné la peine de rassembler & de faire imprimer à ses propres dépens, tout ce qui a été dit ou écrit sur ces deux objets ; & l'a fait distribuer *gratis* à la Caroline, il y a quelques années, & aux Bermudes, afin d'instruire les colons dans la maniere de se procurer d'amples recoltes de ces matiéres : action digne de servir d'exemple & de passer à la postérité, comme un monument de l'esprit de pa-

triotisme, & d'autant plus recommandable qu'elle est simple en elle-même; fournissant peu à l'ostentation & à la vaine gloire, elle est la preuve d'un vrai zéle pour le bien public.

Le gouvernement des Bermudes, ressemble beaucoup à celui de la Virginie. Le roi nomme le gouverneur & le conseil. Le peuple choisit ses représentans qui composent une assemblée générale.

L'isle S. George est défendue naturellement par les bois très-hauts & très-escarpés qui l'entourent. Aux fortifications naturelles, l'art a ajoûté de très-bons châteaux & des batteries de canon bien entretenues qui commandent tous les chenaux & toutes les avenues par où l'on peut approcher.

F v

CHAPITRE V.

Réglemens & ſtatuts concernans les colonies Angloiſes. I. *Articles de l'acte de navigation relatifs à ces colonies.* II. *Ce que l'on appelle*, l'acte de commerce. III. *Autres actes.* IV. *Altérations de l'acte de navigation relativement aux colonies : droits appellés*, plantations-duties. V. *Retabliſſement de l'acte de navigation dans ſa premiere force à l'égard des colonies.* VI. *Inſtitutions du committé pour le commerce & les plantations.*

Réglemens & ſtatuts. AVant l'acte de navigation dreſſé par Cromwel en 1651, les colonies Angloiſes avoient la liberté d'exporter les denrées de leur crû, aux marchés

de l'Europe qu'elles jugeoient à propos de choisir ; & leurs vaisseaux ne touchoient en Angleterre, qu'autant qu'ils y trouvoient de l'avantage. Leurs ports étoient de même ouverts à tous les vaisseaux de l'Europe ; & les Anglois qui y chargeoient des marchandises pour l'Espagne, l'Italie, &c. n'étoient pas dans la nécessité de revenir mouiller en Angleterre avec leur cargaison avant de la débarquer à sa destination. Cette liberté favorable à l'établissement des colonies Angloises, y produisoit un courant de commerce qui les enrichissoit, mais qui détruisoit l'utilité dont les colonies doivent être à l'état qui les a fondées. En effet, la Hollande profitoit plus de leurs progrès, que l'Angleterre même. Il étoit ordinaire de voir à la Barbade, dix vaisseaux appartenans aux sujets de cette République, pour un navire Anglois.

Il y a lieu de penſer que cet effet d'un commerce illimité dans les établiſſemens Anglois, a principalement donné lieu à l'acte de navigation. L'examen des moyens convenables pour aſſurer à l'Angleterre les fruits qu'elle devoit retirer de ſes colonies, conduiſoit naturellement à un ſiſtême général de reſtrictions pour tous les ports ſitués dans l'étendue des domaines de la couronne Britannique.

…ticles de …te de navigation re…fs aux …nies.

I. L'acte que ce ſyſtême a produit, commence, comme naturellement il devoit commencer, par ce qui concerne les colonies Angloiſes. C'eſt par ce rapport ſeul, qu'il en eſt ici queſtion. Cet acte embraſſe celles qui ſont ſituées en Aſie, en Afrique & en Amérique. Il établit qu'il n'y ſera importé & qu'il n'en ſera exporté aucune marchandiſe, que ſur des vaiſſeaux appartenans à des ha-

bitans d'Angleterre, d'Irlande, de la principauté de Galles ou de la ville de Berwick, où bien construits dans les colonies mêmes, & appartenans aux colons qui y sont domiciliés. Outre cette condition, qui regarde la qualité du bâtiment, on exigeoit encore autrefois, que le maître & les trois quarts de l'équipage fussent Anglois, c'est-à-dire, sujets du roi d'Angleterre. Dans la treiziéme année du régne de George II, cette clause fut altérée; il suffit présentement que le quart de l'équipage soit nationnal. Si un vaisseau qui entreprend de charger quelques denrées dans les colonies Angloises, ou d'y en importer, manque de quelques-unes de ces circonstances, il est saisi & confisqué avec tous ses agrês & les marchandises qui se trouvent dessus. Un tiers de la confiscation appartient au roi, un tiers au gou-

verneur de la colonie, où la saisie est faite, & un tiers au dénonciateur.

La seconde section de cet acte, porte qu'aucun étranger qui ne sera point naturalisé ou denisé (a) ne pourra faire aucun commerce dans les colonies Angloises, ni y exercer l'emploi de facteur, sous peine de confiscation de tous ses biens. Les gouverneurs sont obligés de prêter serment à leur installation, qu'ils tiendront exactement la main à l'exécution de cette loi, sous peine d'être rappellés & de payer une amende de 1, 000 livres sterlings.

Pour laisser moins lieu de contrevenir au premier article de l'ac-

(a) Il y a deux façons en Angleterre d'acquérir le droit de *naturalité*; sçavoir, par l'autorité du parlement, ou par celle du roi. On appelle *naturaliser*, c'est-à-dire, naturalisé, celui qui a acquis ce droit par l'autorité du parlement; & *deniser* ou denisé, celui qui n'en jouit que par l'autorité du roi.

te de navigation, la ſection troiſiéme déclare, qu'aucunes productions d'Afrique, d'Aſie ou d'Amérique, ne pourront être importées dans les ports d'Angleterre ou d'Irlande, que ſur des vaiſſeaux de la qualité & équipés de la maniere qu'il preſcrit. A l'égard de la maniere dont les équipages doivent être compoſés, nous venons de dire qu'elle a été changée par des réglemens modernes.

Ces diſpoſitions, en ne permettant aux étrangers d'exercer aucun négoce dans les colonies mêmes, y donnoient néceſſairement beaucoup plus de part aux Anglois. Mais elles ne ſuffiſoient pas pour faire aboutir en Angleterre, comme à un centre commun, toutes les richeſſes qui naiſſoient de ce négoce. On y pourvût en partie par les Sections dix-huitiéme & dix-neuviéme.

La dix-huitiéme, défend d'ex- *L'é-ration*

porter le ſucre, le tabac, le coton, l'indigo, le gingembre, les bois de teinture du crû des colonies, à aucune place, que d'une de ces colonies à une autre dépendante auſſi d'Angleterre, ou à quelques autres ports, ſoit de l'Angleterre même ou de l'Irlande, ſous peine de confiſcation de ces marchandiſes & du vaiſſeau avec ſes agrêts, applicable, moitié au roi, & l'autre à celui qui ſera la ſaiſie ou qui la pourſuivra. Cet article de l'acte de navigation, eſt, ce que l'on appelle *l'énumération*. Aux marchandiſes qu'il ſpécifioit, on en a joint d'autres ſous différens régnes, telles que le ris, la mélaſſe, le caſtor, les fourrures, le cuivre, la poix, le goudron, la térébenthine, les mâtures, les vergues.

La dix-neuviéme Section ordonne, que les propriétaires d'un vaiſſeau qui ſort des ports de l'An-

gleterre ou de l'Irlande, pour aller à une colonie Angloiſe en Amérique, en Aſie ou en Afrique, donnent aux principaux officiers de la Doüane, érigée dans le port d'où le vaiſſeau met à la voile, une caution de 1, 000 livres ſterlings, ſi ce bâtiment eſt au-deſſous de 100 tonneaux; & de 2, 000 livres ſterlings s'il eſt au-deſſus. Par cette caution, ils doivent garantir que leur navire reviendra directement en Angleterre ou en Irlande, s'il charge dans les colonies, où il doit toucher, quelques-unes des marchandiſes ſpécifiées dans l'*énumération*. Les Anglois déſignent ces marchandiſes par un mot général: *Enumératid commodities*, marchandiſes dénombrées. Ils les nomment ainſi, à cauſe que le dénombrement en eſt fait dans ce que l'on appele *l'énumération*.

A l'égard des vaiſſeaux Anglois venant de quelque port étranger

dans les colonies Angloiſes, il eſt enjoint aux gouverneurs d'exiger les mêmes garanties du maître de chaque bâtiment qui y trafique, avant que de permettre qu'il embarque aucune des marchandiſes dénombrées.

Les colonies s'éleverent contre cette nouvelle police, dès qu'elle fut établie ; & elles n'ont jamais ceſſé de ſe plaindre du préjudice qu'elle leur a apporté. Il eſt très-certain en effet, que le cours de leur proſpérité a été altéré par-là. Le gouvernement & la légiſlature d'Angleterre, s'attendoient à cet effet ; mais le miniſtére de même que le parlement, conſidérant que tout l'Empire Britannique ne formoit qu'un ſeul arbre à divers rameaux, crurent devoir faire refluer vers le tronc des ſucs qui ſe portoient avec trop d'abondance dans quelques branches. Telle fut leur idée : & ils l'ont

suivie aussi long-temps, que la diminution de l'opulence dans leurs colonies, n'a pas affecté le corps général de la nation Angloise. Lorsque les restrictions imposées sur leur commerce ont paru en trop affoiblir le cours, la même autorité qui les avoit établies, les a abolies ou modifiées. On doit pourtant convenir, que, comme il faut que les inconvéniens soient bien sensibles avant que la législature se détermine à altérer ses statuts, les remédes ne viennent pas toujours assez tôt. C'est ainsi que les limites dans lesquelles l'acte de navigation à resserré trop long-temps le commerce du sucre, à contribué à l'accroissement des sucreries dans les Antilles Françoises. En renchérissant le fret, elles ont diminué les facilités dont les Anglois avoient besoin pour nuire au débit que leurs rivaux faisoient de cette denrée : l'Angleterre a tenté

à la fin, diverses mesures pour regagner un commerce de la perte duquel elle s'est apperçue trop tard. Nous rendrons compte plus bas, des voies qu'elle a prises dans cette intention.

[...]tes de [...]merce. II. Les dispositions de l'acte de navigation que nous avons rapportées, n'avoient pas pourvû à tous les cas dans lesquels on pouvoit frustrer la nation de l'objet qu'elle s'étoit proposé en les dressant; c'est-à-dire, dans lesquels on pouvoit éluder le dessein où elle étoit de s'approprier entiérement le commerce de ses colonies. Trois ans après la passation de cet acte fameux, le parlement ajoûta dans le même esprit, de nouvelles restrictions à celles qu'il contenoit déja. Il ordonna qu'aucune marchandise du crû de l'Europe, ne pourroit être importée dans aucune place appartenante à la couronne Britannique, en Asie, en Afrique

ou en Amérique, si elle n'avoit pas été embarquée en Angleterre sur des vaisseaux de qualité & d'équipage, prescrits par le statut douziéme, car. 2. On excepta de cet assujettissement, le sel destiné pour la pêche de la nonvelle Angleterre, & pour celle de Terre-neuve, les vins de Madere, ceux des Açores; les chevaux d'Irlande & d'Ecosse, & les provisions de bouche du crû de ces deux royaumes. Ce réglement est nommé vulgairement : *The act of trade*, l'acte de commerce. George I. a fait, en faveur de la Pensilvanie; & George II. en faveur de la nouvelle York au sujet du sel, la même exception que Charles II. avoit faite pour la nouvelle Angleterre & pour Terre-neuve.

III. On voit par les statuts précédens, que les vaisseaux appartenans aux sujets de la couronne Britannique qui revenoient de l'A- *Autres loix.*

mérique, pouvoient débarquer dans les ports de l'Angleterre ou de l'Irlande indifféremment. Le parlement du premier de ces deux royaumes, attentif à faire ſervir au bonheur particulier de la nation qu'il repréſente, les peuples & les pays qui en dépendent, ne tarda pas à ſupprimer cette liberté. Dans les vingt-deuxiéme & vingt-troiſiéme année du régne de Char- II. il aſſérvit tous les vaiſſeaux revenans de l'Amérique, à ne rapporter leur cargaiſon que dans les ports de l'Angleterre.

Guillaume III. & ſes ſucceſſeurs juſqu'à George II. ſuivirent le même ſyſtême. Ce dernier s'en écarta, & permit en 1733, d'importer en Irlande des colonies établies en Amérique, toutes les marchandiſes de leur crû, (excepté les ſucres, le tabac, le coton, l'indigo, le gingembre, le bois d'Inde, & les autres bois de

teinture ; le ris, la mélasse, le castor, les fourures, le cuivre, la poix, le goudron, la térébenthine, les mâtures, les vergues :) comme une semblable permission paroissoit déroger à l'acte 9. ann. cap. 12. & au statut 2. de la premiere année du régne de George I. cap. 1. qui prohibent l'importation en Irlande du houblon qui n'est pas du crû de la Grande-Bretagne, ce prince déclara l'année suivante, que ces deux actes continueroient d'être en vigueur.

Chan mens fa à l'acte navigati

IV. Nous avons insinué plus haut, que l'acte de navigation, n'étoit plus suivi selon sa premiere teneur. Les Anglois ont remédié successivement, tantôt par des dérogations précises, tantôt par de simples modifications, à une partie des inconvéniens qui naissoient de ses dispositions. La premiere altération qu'il souffrit, fut en 1673. L'article dix-huitiéme de

cet acte, ordonnoit aux vaisseaux qui chargent dans les colonies quelques-unes des denrées dénombrées, d'apporter ces denrées en droiture en Angleterre, sous peine de confiscation en cas de contravention. Sans annuller positivement cet article, Charles II. l'abrogea dans le fait, en imposant par un statut de la vingt-cinquiéme année de son régne, des droits sur les mêmes marchandises qui seroient embarquées dans les colonies, sans donner caution de les débarquer en Angleterre, ou dans quelque place de la dépendance de l'Angleterre en Amérique. En effet, rien n'obligoit plus d'observer à cet égard l'acte de navigation, si on se conformoit au nouveau réglement.

Droits appellés plantations-duties. Les droits établis par ce statut, sont connus sous le nom de *plantations-duties*. Si le maître du vaisseaux qui les doit, n'a point d'argent

gent comptant, les officiers de la Doüane peuvent recevoir de lui en payement, une partie des marchandises qu'il se propose de charger proportionnellement à la valeur à laquelle se montent les droits.

Rétablissement de l'acte de navigation dans sa premiere force.

V. Cette nouvelle police ne subsista pas long-temps dans son entier. Par un statut passé dans les septiéme & huitiéme années de Guillaume III. & qui, rappellant les réglemens antérieurs concernant les colonies, peut être regardé comme un réglement général à leur sujet; le parlement rétablit l'acte de navigation dans toute sa premiere force: il conserva seulement, du statut passé dans la vingt-cinquiéme de Charles II. la levée des droits qu'il imposoit sur les denrées comprises dans l'énumération: droits que par-là, l'on étoit obligé de payer sans être dispensé de donner caution de

débarquer dans les ports fixés par les loix.

Cet acte ne permet d'admettre dans les colonies aux places de confiance, ſoit de légiſlature, ſoit de judicature, ſoit de finance, que des perſonnes nées dans l'étendue des domaines du roi d'Angleterre. On a blâmé cette loi, comme capable de dégoûter les étrangers de venir s'établir dans l'Amérique Angloiſe. Cependant, il y en eſt paſſé un grand nombre.

C'eſt dans le même eſprit, que par une autre ſection, il eſt défendu aux ſeigneurs propriétaires de quelques conceſſions que ce ſoit dans les iſles Angloiſes de l'Amérique, ou ſur le continent de cette partie du monde, de céder leurs droits à des étrangers. Ils ne peuvent non plus les tranſporter à des ſujets naturels de la couronne d'Angleterre, ſans la permiſſion du roi. Pour reſſerrer

leur autorité, on oblige les gouverneurs qu'ils nomment, à obtenir l'agrément de la cour avant d'entrer en exercice; & à prêter le même serment qu'on exige des gouverneurs nommés par le roi.

Ce statut de Guillaume III. déclare aussi que les colonies ne pourront passer aucun réglement, ni introduire chez elles aucun usage, aucune coutume contraire aux loix d'Angleterre; & que s'il s'y en établissoit, on n'y auroit aucun égard.

L'attention du parlement d'Angleterre à exiger que les gouverneurs envoyés en Amérique, prêtent serment de faire observer ses loix, a pour cause, une prérogative dont jouissent les colonies. Chacune d'elles, dans son assemblée générale, fixe les appointemens de son gouverneur. L'assemblée se rend plus ou moins difficile sur la somme des appointemens, selon

que le gouverneur se montre plus ou moins disposé à négliger l'exécution des actes passés en Angleterre qui gênent les colons, ou qui menacent leur liberté.

La dépendance où les assemblées générales, tiennent les gouverneurs à cet égard, est un frein qui contribue à prévenir bien des vexations. Cette considération entre sans doute, dans les motifs qui engagent le parlement à respecter cette prérogative. Protecteur de la liberté légitime des membres de la nation qu'il représente, en quelque lieu de sa dépendance qu'ils résident, il a toujours évité de suivre les représentations des lords commissaires de commerce, qui ont souvent attaqué un droit si avantageux; & même, comme il sait qu'il n'est que trop ordinaire de voir la cupidité & le fol amour de dominer arbitrairement, porter un homme injuste qui a le pouvoir

en main, à franchir toute ſorte de bornes, il a décerné contre les gouverneurs des colonies qui y enfreindroient les loix générales de l'Angleterre, ou les loix particuliéres des lieux où ils commanderoient, les mêmes peines qui ſont infligées pour des prévarications ſemblables, commiſes en Angleterre.

Inſtitution du committé du commerce, & des plantations.

VI. Les lords commiſſaires du commerce dont nous venons de parler, forment un committé qui a inſpection ſur les différentes branches du commerce de la nation en général, & ſinguliérement ſur les *plantations*, c'eſt-à-dire, ſur les colonies. Guillaume III. l'inſtitua en 1692. Il eſt composé de quelques ſeigneurs, & de perſonnes recommandables par leur capacité. Des fonctions attribuées à ce committé, ſes membres ont pris le nom de *lords commiſſaires du commerce & des plantations*,

en Anglois, *the lords commissionners of trade and plantations.* On les connoît vulgairement sous celui de lords du commerce, *the lords of trade.* Entre ces commissaires, il y en a huit qui ont des appointemens; les autres sont honoraires, ou plutôt, sont membres du committé par leur place.



CHAPITRE VI.

Suite du précédent. I. *Restrictions mises sur le commerce du ris.* II. *Primes accordées pour les munitions navales tirées des colonies Angloises : suppression de ces primes : établissement de nouvelles primes pour le même objet.* III. *Encouragement donnés à l'importation des bois de charpente, &c. coupés dans les colonies.* IV. *Précautions prises pour prévenir la destruction des forêts dans les établissemens Anglois en Amérique.*

I. JUsqu'en 1705, le ris & la mélasse du crû des colonies Angloises, n'avoient point été compris dans le nombre des marchandises spécifiées par l'énumération. Le parlement jugea à pro- *Restri. mises. comm. du ris.*

pos de les y ajoûter par une clause insérée dans le statut 3 & 4 ann. Le ris de la Caroline, trouvoit dès-lors un débit considérable dans le Portugal, où il étoit transporté en droiture. Dès qu'il y avoit paru, il avoit été préféré à celui de Verone & d'Egypte.

Les intrigues d'un capitaine de vaisseau, nommé Cole, qui négocioit en Caroline pour le compte d'une compagnie, firent donner le réglement qui assujettit le transport de cette denrée aux restrictions portées par l'acte de navigation. Ce capitaine s'étant laissé prévenir dans un de ses voyages par d'autres navires, ne put faire en Caroline sa charge de ris pour le Portugal, comme il en avoit le dessein. De retour en Angleterre, il préoccupa un membre du parlement; (M. Loundes qui étoit très-souvent chargé de dresser les bills) de l'idée que l'ex-

portation directe du ris en Portugal, préjudicioit au commerce de l'Angleterre. M. Loundes, envisageant les choses de la maniere dont elles lui étoient présentées; & les présentant à son tour sous les mêmes faces à la la chambre des communes, engagea la chambre à limiter ce commerce.

Cole s'assura ainsi une cargaison pour les années suivantes. Mais ce réglement causa un très-grand tort à la nation. Par la différence du prix du fret & des autres frais de transport qu'il occasionnoit, & par l'obstacle qu'il apportoit à l'arrivée du ris dans la saison propre à la vente. L'augmentation des frais de fret & de transport, suffisoit seule pour affoiblir le cours de ce commerce. Elle étoit de 50. pour cent; aussi les marchands qui l'exerçoient, le virent-ils bien-tôt se rallentir

d'une maniere très-sensible.

Leurs exportations déchûrent en peu de temps de plus de trois quarts ; ou plûtôt, ils ne vendoient plus, pour ainsi dire, leur ris que quand les récoltes manquoient dans le Milanés & dans l'Egypte. Cette denrée restoit dans leurs magasins. Et comme on a beaucoup de peine à la garder d'une année à l'autre, à cause que la vermine s'y met aisément, & que pour peu qu'elle soit gâtée, elle ne convient plus qu'au bétail ; ils se passoit peu d'années sans qu'ils souffrissent des pertes considérables.

Ils s'empresserent de présenter des plaintes au parlement sur la décadence de leurs affaires, & de demander que l'on y apportât remède. Les mouvemens qu'ils se donnerent à ce sujet, demeurerent long-temps infructueux. Ce ne fut que sous George II. que

l'on eut quelque égard à leurs remontrances ; & même le parlement se contenta de modifier le réglement dont ils demandoient l'abolition. Il passa un acte en 1730, en vertu duquel, les vaisseaux Anglois peuvent aller en droiture dans tel port de l'Europe que ce soit, au Sud du cap de Finisterre, débarquer le ris qu'ils ont chargé en Caroline, sans être obligés d'aborder en Angleterre auparavant. Mais il leur est ordonné d'y mouiller après avoir vendu leur cargaison avant de retourner en Amérique. Pour jouir de l'avantage qu'offre ce statut, il faut que les intéressés sur un vaisseau qui va à la Caroline, donnent caution qu'il n'enlévera dans cette colonie, aucune autre marchandise dénombrée au-delà des besoins de l'équipage durant la traversée. On appelle ce statut : *The Carolina act*.

Si la police qu'il établiſſoit ne donna pas aux marchands de ris toute la ſatisfaction qu'ils auroient déſirée, elle diminua du moins aſſez les frais qu'exige le tranſport de cette denrée, pour les mettre en état de ne pas craindre la concurrence dans les marchés étrangers ; & en les obligeant de rapporter leurs retours dans la Grande-Bretagne, elle aſſura à la nation Angloiſe, autant que l'avoit fait le ſtatut 3 & 4 ann. le bénéfice qu'elle pouvoit retirer de ce commerce. Des clauſes particuliéres, pourvurent à ce que la liberté de l'exportation directe ne nuisît pas au recouvrement des droits auxquels le ris eſt ſoumis en Angleterre.

La Caroline doit à ce réglement les progrès qu'elle a faits depuis. L'exemple du bien qu'il a produit, a déterminé à l'étendre en 1736 à la nouvelle Georgie, dont

le terrain à peu près semblable à celui de la Caroline, est favorable à la culture du ris.

Prîme accordées pour les munitions navales tiré des coloni Angloises

II. En même-temps que sous la reine Anne, le parlement comprit dans l'énumération, le ris & la mélasse du crû des colonies, il songea à conserver à l'Angleterre, l'argent qu'elle envoyoit tous les ans en Russie, en Norvége & en Suéde pour l'achat des munitions navales. Ce furent de nouveaux réglemens établis en Suéde sur le commerce du goudron, qui le forcerent de prendre des mesures à ce sujet. En 1703, le roi de Suéde ne voulut plus laisser les Anglois enlever du bray dans ses états, & ne permit de leur en vendre, qu'autant qu'ils le feroient venir chez eux sur les vaisseaux d'une compagnie à qui il avoit attribué ce négoce. D'un autre côté, la Moscovie prétendit renchérir ses chanvres.

Il étoit de l'honneur des Ministres & des Législateurs de la nation Angloise, de la soustraire aux vexations que l'on exerçoit sur elle. On essaya dans cette vûe de tirer les munitions navales des établissemens dépendans de la Grande-Bretagne dans le nouveau monde. Pour encourager les habitans fixés dans ces établissemens à seconder un projet aussi utile, le Parlement accorda des primes forts considérables à l'importation en Angleterre de toutes les matieres convenables pour le service de la marine qui proviendroient de l'Amérique Angloise.

Quelques fortes que fussent ces primes, comme durant la guerre où l'Angleterre fut engagée au commencement de ce siécle, elle ne put donner beaucoup d'attention à l'objet qu'elles regardoient; elles ne produisirent pas un grand effet. Le Czar & le Roi de Suede

& de Dannemarck, persuadés par l'inutilité de cette tentative que l'Angleterre étoit absolument dans leur dépendance pour les munitions navales, persisterent dans le dessein de les lui survendre, & de l'assujettir aux restrictions qu'ils jugeroient à propos. En cela, contre leur intention, ils servirent les Anglois très-utilement.

Dès que la paix conclue à Utrecht eut dégagé ceux-ci des embarras de la guerre, impatiens de l'espece de joug que l'on vouloit leur imposer, ils penserent sérieusement aux ressources que leur offroient leurs colonies. Le ministere s'empressa de consulter les personnes les plus habiles de la nation sur les moyens de tirer de l'Amérique septentrionale les marchandises que l'on alloit chercher en Norvége, à Petersbourg & dans le golphe Bothnique. Il rassembla des gens expérimentés dans la pré-

paration & le travail de ces matieres, & les envoya dans la nouvelle Angleterre, dans la Caroline & dans les autres gouvernemens situés sur la même côte, afin d'instruire les habitans. Quand ces guides eurent enseigné comment il falloit s'y prendre, le défaut d'occupation parmi les colons, & l'influence de quelques-uns des principaux d'entre eux que l'on avoit engagés à donner l'exemple, en déterminerent un grand nombre à s'adonner à ces nouvelles manufactures.

Le succès répondit aux soins que l'on avoit pris, du moins à l'égard des principales marchandises que l'on désiroit. La poix, le goudron, la térébenthine, les mâtures, les vergues vinrent en Angleterre en assez grande quantité pour fournir aux besoins du Royaume : il resta même de quoi en réexporter. La poix & le goudron devinrent si

abondans dans la Grande-Bretagne, qu'en peu de temps leur prix baissa de 50 sterlings à 10 sterlings le baril. Diminution d'autant plus étonnante que le projet de se fournir de munitions navales dans les colonies avoit été traité de chimérique.

Lorsque l'on vit ce commerce bien établi, on crut pouvoir supprimer la prime dont on l'avoit favorisé. On se trompa. Les marchandises convenables pour le service de la marine s'achetoient à la vérité à meilleur marché dans les établissemens Britanniques que dans la Baltique ou en Norvége. Cette différence paroissoit devoir suffire pour mettre les Anglois à portée de supplanter les Danois & les Suédois; mais la modicité du prix du fret des munitions navales tirées du nord, contrebalançoit l'inégalité de prix du premier achat; & même malgré cette inégalité, *Suppression des Primes*

faiſoit donner la préférence aux Danois & aux Suédois.

Les Danois, les Suédois & les Moſcovites chargent leurs denrées ſur des vaiſſeaux d'un port énorme, & qu'ils montent d'un équipage très-peu nombreux. Il ſuit de là que, quoique la navigation de Charles-Town & de Baſton à la Grande-Bretagne ne ſoit pas plus longue & ſoit moins dangereuſe que celle du golfe Bothnique & de Petersbourg à la même iſle, les Anglois dépenſent néanmoins pour le tranſport beaucoup plus que leurs concurrens. L'épargne que font ceux-ci ſur les frais de fret eſt un objet ſi conſidérable par la peſanteur des marchandiſes, que, malgré l'infériorité du prix des goudrons, des poix, des mâtures, &c. en Amérique, ils ſe trouvent en état de donner en Angleterre les mêmes denrées à 3 & 4 shellings (environ 3 l. 9 ſ. & 4 l. 12 ſ. (tour.)

de moins par baril que ne le peuvent faire les marchands Anglois qui en rapportent des colonies, lorſque le gouvernement ne leur alloue aucune gratification. Il arriva par conſéquent, que dès que la *bount* y eut été ſupprimée, l'on recommença de nouveau à faire venir de la Baltique les bois de conſtruction marine, *les térébenthines*, le bray, &c. Les marchands cherchent toujours ce qni leur coûte le moins. Ils ne regardent point la différence qu'il y a pour leur nation entre acheter des denrées dans un pays dépendant de l'Etat dont ils ſont membres, & aller les querir chez l'étranger.

Le Parlement laiſſa ſubſiſter quelque temps cette branche de commerce ſur ce pied, afin de voir ſi la balance n'en reviendroit pas en faveur des Anglois. Reconnoiſſant qu'elle tournoit de plus en plus contre eux, il établit en

Etai… ment nouve… prime…

1729 de nouvelles *bounties* moins fortes que celles qui avoient été accordées par le ſtatut 3 & 4 ann. mais ſuffiſantes pour faire préférer les munitions navales du crû des colonies Angloiſes. Les nouvelles *bounties* furent fixées au taux ſuivant.

Pour les mâtures, les vergues, &c. par tonneau une livre ſterlings.

Pour le goudron bien conditionné ſans eau ni écume & propre pour les cordages, par tonneau contenant 8 barils, & le baril 31 gallons & demi, bien cerclé & plein, deux livres quatre shellings ſterlings.

Pour la poix également bien conditionnée, par tonneau peſant vingt cent livres, le cent de 120 liv. diſtribué en 8 barils de continence égale, une livre ſterling.

Pour la térébenthine, ſans eau ni écume, par tonneau peſant vingt

cent livres, le cent de 120 livres, distribué en 8 barils de continence égale, une livre dix shellings sterlings (environ 11 livres 10 sols tournois.

On alloua une prime particuliere pour le goudron tiré d'arbres, en Etam conformément à la maniere prescrite par un réglement de George I. Cette allouance est de 4 livres sterlings par tonneau, distribué en 8 barils de la continence de 31 gallons & demi chaque. Le reglement de George I, qui est rappellé ici, ordonne que *le goudron soit tiré d'arbres en Etam, qui après avoir été dépouillés de leur écorce depuis la racine jusqu'à la hauteur de huit pieds, à la réserve d'une bande large de 4 pouces, qui doit y être conservée, ont subsisté en cet état l'espace d'une année au moins.*

Ces mêmes gratifications ont été continuées par un acte passé en

1751. Elles ſont repriſes à la réexportation des marchandiſes auxquelles l'Etat les attribue. Ces marchandiſes ont été ſoumiſes à la même navigation que celles qui ſont ſpécifiées dans l'énumération. De plus on ne peut les expoſer publiquement en vente en Angleterre, qu'après en avoir offert l'achat aux Commiſſaires de la Marine.

Pour pouvoir exiger les gratifications promiſes, il faut montrer un certificat du Gouverneur ou du Lieutenant - Gouverneur & du collecteur des Douanes dans les colonies, qui atteſte que la perſonne qui a embarqué les marchandiſes pour leſquelles on demande ces gratifications, a juré en leur préſence que ces marchandiſes étoient du crû des colonies Angloiſes. Outre cela il faut que le maître du vaiſſeau qui les apporte en Angleterre, faſſe ſerment qu'elles ont été chargées en Amérique

dans les établissemens dépendans de la Grande-Bretagne, & qu'il sait ou croit qu'elles en sont des productions naturelles.

Les Officiers de la Douane, dans les colonies, avant que de donner un certificat, doivent éxaminer la poix qu'on leur présente. Ils ont le droit d'ouvrir les barils, de les scier par le milieu, de casser les masses de poix, ou de prendre telle autre mesure qu'ils jugent convenable pour s'assurer que la poix est commer[illegible]le. Ils doivent examiner le gaudron avec le même soin.

Encouragemens donnés à l'importation des bois de charpente &c. coupés dans les colonies.

III. Les colonies font en Espagne & en Portugal un commerce très-avantageux à la nation Angloise, en bois de charpente & autres sortes. Les bois sont peut-être, à cause de leur masse, la marchandise dont l'exportation est la plus profitable. Il n'y en a point qui, en employant pour le premier coût

un auſſi petit fonds, occupe autant de voiles & de mariniers. Le négoce de bois fait la principale force du Roi de Dannemark par les matelots qu'il lui éleve ; il le met en état d'entretenir une marine ; & c'eſt à ce même négoce que les Norvégiens ſes ſujets, doivent la quantité de grands vaiſſeaux qu'ils poſſédent, & qui ſont la ſource de leurs richeſſes.

L'Angleterre, qui tire de Suede & de Dannemark la plus grande partie de ſes bois, a cherché à leur ſubſtituer ceux de ſes colonies. Elle affranchit en 1722 cette marchandiſe des droits d'entrée. Depuis ce temps-là il lui en vient une certaine quantité. Elle eſt à portée par les vaiſſeaux Anglois d'Europe qui trafiqnent en Amérique. Ils en achevent leur charge lorſqu'ils ne peuvent raſſembler aſſez promptement des denrées de meilleur débit autant qu'ils en vou-

droient. Ainſi l'affranchiſſement des droits d'entrée pour les bois du crû des colonies, procure aux Anglois un double avantage : celui de diminuer les importations du bois de Norvége & de Suéde, & celui de fournir aux navires Marchands les moyens d'abréger la durée de leurs voyages. Avant 1722 les vaiſſeaux ſéjournoient quelquefois dans les colonies ſix, huit & dix mois avant que de pouvoir completer une cargaiſon pour leur retour. Pendant ce temps-là les vers les détruiſoient & les frais du voyage augmentoient.

Mais des importations auſſi accidentelles ne ſçauroient former en total un objet fort conſidérable pour en faire un commerce réglé : quelques politiques ont cru qu'il ſeroit néceſſaire de doubler les droits impoſés ſur les bois de Norvége. En effet, comme les marchands des ports du golfe *Bothni-*

que sont de longue main en possession de ce commerce, ils comptent toujours sur une forte demande; & en conséquence ils ont soin de tenir leurs chantiers remplis de planches, de poutres, de mairrain, &c. de sorte qu'on peut leur envoyer un vaisseau de cinq ou six cens tonneaux pour enlever des bois sans avoir à craindre aucuns frais de demeurage. Ils lui font sa charge en moins de dix ou douze jours. On préférera donc en Angleterre d'aller acheter des bois en Norvége ou dans la Baltique, à cause de l'avantage qui résulte de la célérité du chargement, tant que les droits auxquels cette marchandise y est assujettie, subsisteront sur le pied actuel.

Il ne suffiroit même pas de renchérir, par l'augmentation des droits, ce qui vient de Norvége & que l'Amérique peut donner; il faudroit encore préparer des chan-

tiers dans la nouvelle Angleterre, dans la nouvelle York &c. & les bien fournir. Il faudroit aussi avoir des bâtimens de mer capables d'un grand tonnage, semblables à ceux dont se servent les Norvégiens; & en encourager la construction tant en Angleterre que dans les colonies. Toutes ces choses se favorisent mutuellement & deviennent l'une par l'autre faciles à exécuter.

C'est un usage dans les colonies de mettre au printemps le feu aux feuilles qui sont tombées durant l'automne. Cette coutume apporte un grand préjudice : on détruit par-là les jeunes arbres dont le germe commence à se développer, & il arrive que les colons n'en ayant que de surannés à abattre, le bois qu'ils envoyent en Europe est dépourvû de cette force, de cette consistence qu'on reconnoît dans le bois des arbres qui ont été cou-

pes moins vieux. En rendant ces matériaux meilleurs, on en assure le débit, & l'on ne doit pas dédaigner ce débit. On a comparé le produit de mille acres de terre couverts de bois en Amérique avec celui d'une pareille étendue de terre à grains dans la Grande-Bretagne. Le résultat a montré que la nation Angloise bénéficioit beaucoup plus par les mille acres couverts de bois que par les terres à grains.

Outre cet avantage direct, le commerce de bois qu'exercent les colonies Angloises en Espagne, en Portugal, &c. en fournit encore à la Grande-Bretagne un autre qui n'est pas moins considérable ; par le grand nombre de vaisseaux que ce commerce fait construire, & qu'il entretient, les Anglois sont devenus en quelque sorte les voituriers communs de l'Europe dans la Méditerrannée. Comme ils ap-

portent dans les ports du Portugal & au-delà du détroit, des marchandises qui tiennent plus de place que celles qu'ils remportent, ils font très-bon marché du fret à leur retour. Les Hambourgeois, les Hollandois eux-mêmes, se servent de leur canal pour faire venir à Amsterdam & à Hambourg les denrées qu'ils tirent de ces pays. On attribue en partie à cette circonstance l'augmentation de la marine Angloise & la diminution de celle des Hollandois.

Précautions prises pour prévenir la destruction des forêts.

IV. Dans la crainte que les arbres qui fournissent la poix, le goudron, la résine ne devinssent rares par la mauvaise œconomie des colons, la Reine Anne défendit (st. 3 & 4. ann.) sous peine d'une amende de 5 livres sterlings, d'abattre dans la colonie du nouvel Hampshire, de la Baye des Massachusetts, dans la Province de Main, dans les plantations de Rhode-Island & de

la Providence, dans le pays des Narrangausetts & dans la Connecticute (districts qui forment ce que l'on appelle la nouvelle Angleterre) dans la nouvelle York & dans la nouvelle Jersey, aucuns des arbres de ce genre croissant hors des villes ou des limites de leur territoire, qui ne seroient point plantés dans l'étendue de la propriété d'aucun habitant, & qui auroient douze pouces de diametre à trois pieds de terre.

La même crainte au sujet des pins blancs & des autres pins convenables pour les mâtures, engagea pareillement la Reine, quelques années après, à défendre dans les mêmes lieux la coupe de ceux qui auroient 24 pouces de diametre à un pied de terre, sous peine d'une amende de 100 livres sterlings. (2, 300 livres tournois.)

George I. ajoûta la nouvelle Ecosse aux Provinces nommées

dans l'acte passé dans la neuviéme année du régne de la Reine Anne, & modera l'amende qu'il prononçoit; mais il étendit la défense aux pins blancs de toute grosseur. George II la rendit encore plus générale, car il y comprit les pins blancs croissans dans l'étendue du territoire des villes, & n'excepta aucune contrée de l'Amérique appartenant à la Couronne Britannique.



CHAPITRE VII.

Suite du précédent. I. *Primes accordées pour le chanvre des colonies Angloiſes en Amérique importé dans la Grande-Bretagne.* II. *Exploitation des mines de fer dans les mêmes colonies encouragées.* III. *Récoltes des ſoyes encouragées.* IV. *Faveurs accordées à la culture du caffé. Bounty pour l'indigo. Bill. ſur les potashes.* V. *Droits ſur le tabac.*

Primes accordées à importation du chanvre.

I. QUelle que ſoit l'utilité du chanvre & du lin pour la navigation & le commerce maritime, juſqu'au temps de la révolution, les Anglois n'entreprirent point d'en cultiver dans les terres de leur Domaine. Lorſque la guer-

re, qui fut terminée par la paix de Riswick, les força de rompre avec la France, ils se contenterent d'élever chez eux des manufactures de toilerie. Ils les soutenoient avec les filasses qu'ils alloient chercher en Moscovie. Peut-être s'en fussent-ils tenu là, si le gouvernement Russien n'avoit voulu se prévaloir du besoin qu'ils avoient de filasses. Mais le Czar ayant prétendu les assujettir à certaines restrictions, ils songerent à former des chenevotieres dans leurs colonies, en même temps qu'ils conçûrent le dessein d'en tirer les autres munitions navales qu'ils achetoient dans le nord de l'Europe.

Le statut 3 & 4 ann. qui établit des primes pour encourager l'importation en Angleterre de ces dernieres munitions du crû des colonies Angloises, accorde aussi une gratification de six livres sterlings (environ 138 liv. tourn.) par

tonneau, pour le chanvre provenu des mêmes lieux, qui ſeroit importé dans la Grande-Bretagne. Cet acte, qui devoit durer neuf ans, fut renouvellé à ſon expiration pour onze ans. George I. le continua pour ſeize en tant qu'il regardoit le chanvre.

Comme on ne prit pas ſoin d'engager de riches particuliers à entreprendre la culture de cette plante, ainſi que l'on avoit fait à l'égard de la fabrique du goudron, les primes ne tenterent perſonne, ou du moins preſque perſonne. Les chanvres qu'on a recueillis dans la Penſilvanie ou dans les autres colonies, & qui ont été apportés en Angleterre, n'ont pas encore fourni un objet digne d'attention.

Il ſeroit cependant d'un avantage infini pour l'Angleterre de multiplier les cultures du chanvre & du lin dans ſes colonies. La nature de leurs terres ne s'y oppoſe pas,

& le lin de même que le chanvre paroiſſent s'accommoder de tous les climats. Il en croît en Ecoſſe, en Irlande, en Ruſſie. Dans ce dernier empire, on en tire tant des provinces méridionales que des ſeptentrionales. La Marche d'Ancône & le Bolonois en Italie, ont du fil excellent de leur crû. C'eſt l'Egypte qui fournit de toiles Conſtantinople, Smyrne, les côtes de l'Aſie Mineure, de la Syrie, &c. On ne voit donc pas quel obſtacle phiſique empêcheroit que dans un eſpace de quatorze cent milles de côtes qu'occupent les poſſeſſions des Anglois en Amérique, on ne s'addonnât avec fruit à la culture du chanvre & du lin. Il ſemble que le gouvernement d'Angleterre n'a qu'à vouloir bien ſérieuſement le ſuccès de cette entrepriſe pour qu'elle réuſſiſſe, & pour avoir de ce côté-là une grande abondance de filaſſes. Mais tant qu'il ſe con-

tentera de propoſer des primes, le colon accoutumé à un certain train d'affaires, ne quittera pas ſes travaux ordinaires pour en ſuivre d'autres d'un nouveau genre, auxquels il n'eſt point dreſſé, & du produit deſquels il peut craindre de ne ſe pas défaire aiſément dans les premieres années.

Si les Anglois donnent enfin à cet objet l'attention qu'exige l'importance dont il eſt pour eux; s'ils parviennent, comme il eſt poſſible, à ſe fournir dans leurs colonies de toute la filaſſe dont ils ont beſoin, tant pour leurs cordages & leurs voiles, que pour leur commerce de toiles, on ne peut s'empêcher d'annoncer qu'il en réſultera un effet très-fâcheux pour la France, l'Allemagne, les Pays-Bas & les états ſeptentrionaux de l'Europe. On eſtime qu'il entre annuellement en Angleterre pour plus de deux millions ſterlings,

tant de toiles que de filasses étrangeres. Quel prodigieux avantage une pareille somme conservée chaque année dans un petit pays tel que l'Angleterre, ne devra-t-elle pas y produire. Combien de milliers de familles le travail des fabriques qu'elle soutiendra, ne tirera-t-il pas de la misere. Il en enrichira même beaucoup, ou du moins il en mettra un très-grand nombre dans l'aisance. Peut-on calculer l'étendue de l'influence favorable que cette source pourra avoir sur toutes les autres manufactures, sur la population & sur la circulation générale. Plus les pauvres sont employés, mieux ils se logent, mieux ils se vétissent; mieux ils se nourrissent. Les consommations de tous genres augmentent. Les propriétaires des terres sont payés régulierement; tout est animé, tout vit dans l'abondance. Les pauvres des nations

étrangeres, quittent leur pays & accourent de toutes parts s'incorporer avec un peuple heureux.

Il pourroit même arriver que les Anglois se trouvassent en état de *sous-vendre* toutes les nations de l'Europe dans le commerce de toiles, sans en excepter la Russie; & par là, de dominer dans tous les marchés. Je dis sans excepter la Russie; car, quoique le revenu des terres dans ce dernier empire soit assez bas, le prix des filasses que l'étranger en tire, ne laisse pas d'être haut. Comme elles viennent des *provinces Méditerrannées*, & qu'elles sont quelquefois trois cens lieues avant d'arriver à Pétersbourg, les frais de voiture les renchérissent beaucoup. Or, dans les colonies Angloises sur le continent de l'Amérique, les terres sont encore à meilleur marché qu'en Russie; & la situation de ces établisse-

mens au long des côtes, la multitude des rivieres qui les traversent facilitant les transports, les frais n'en seront jamais considérables, si l'on y met ordre par une bonne police. De plus, le planteur étant à portée de changer chaque année de champ, épargne la dépense des engrais. Il peut d'ailleurs, employer des négres, ou d'autres esclaves au travail de ses plantages.

Qu'on ne traite pas de chimere les craintes qu'on vient de montrer. Pour y trouver du fondement, on n'a qu'à considérer les rapides progrès que la culture du chanvre en Ecosse, & celle du lin en Irlande, ont faits depuis peu d'années. Mais sans pénétrer si loin, il suffit que les Anglois puissent raisonnablement espérer de se fournir de filasse dans leurs colonies, pour que les autres états de l'Europe soient attentifs sur

leurs démarches à cet égard, & se mettent en devoir de croiser leurs tentatives. Le seul moyen d'y parvenir, est de réduire pour leurs manufactures, le lin & le chanvre à si bon marché, qu'elles puissent vendre leurs toiles à un prix assez bas, pour tenter l'avidité du contrebandier Anglois : il seroit même à propos d'en établir de grands magasins dans les colonies qui appartiennent aux Danois & aux Hollandois, où, si je ne me trompe, la navigation est libre; & où par conséquent, les Anglois pourroient en venir quérir eux-mêmes pour en distribuer à leurs isles & à leurs colonies du continent. On doit bien réfléchir que l'Angleterre ne sçauroit augmenter ses richesses ni sa puissance par ce canal, qu'elle ne diminue d'autant celles des nations de qui elle reçoit actuellement ses importations en toiles, en fils, en cordages.

Il n'est accordé aucune *draw-back* ou remises des droits d'entrée à la sortie, pour le chanvre qu'on exporte en nature aux colonies.

II. Depuis que le Czar a fait ouvrir en Sibérie des mines de fer, & que les Suédois forgent eux-mêmes leur fer en barres, au lieu d'en envoyer les geuses à Dantzick pour y être travaillées, comme ils avoient coutume de faire autrefois, les Anglois tirent beaucoup de ce métal tant de la Suéde, que de la Russie, à cause du bon marché qu'ils y trouvent. Les importations considérables qu'ils en font, ont diminué de près de moitié le nombre des fonderies en Angleterre; & par une suite nécessaire, y ont fait baisser dans la même proportion, le revenu des terres-à-bois. Les personnes de cette nation qui observent le cours des affaires,

Exploitations des mines de f[er] encourag[ées]

considérant ces circonstances ; ont craint qu'à la fin, toutes les fonderies Angloises ne se trouvassent sans occupation, faute de débouchés pour le fer qu'elles pourroient fondre.

Leurs appréhensions ont été d'autant plus vives, que la ruine des fourneaux auroit de grandes suites. Par leur destruction, les ouvriers employés dans les mines de la Grande-Bretagne, ne travailleroient plus. Les bois taillis y perdroient beaucoup de leur prix. Les propriétaires, n'en retirant plus un revenu suffisant, les feroient abbatre, & dénatureroient leurs terres, pour les ensemencer de grains ; il naîtroit de-là un autre inconvénient. Le tan manqueroit en Angleterre pour l'apprêt des cuirs. On s'y trouveroit forcé d'acheter de l'étranger des écorces d'arbre qui coûteroient cher, & cette cherté produisant

celle des cuirs tannés, le débit en diminueroit au-dehors.

Pour prévenir des effets aussi nuisibles, divers écrivains proposerent vers l'année 1730, d'encourager l'exploitation des mines de fer que renferment les montagnes des colonies Angloises sur le continent de l'Amérique. Cette idée avoit déja été présentée en 1716 au committé de commerce, avec celle de tirer des mêmes colonies les munitions navales. Le gouvernement promit alors de favoriser ceux qui y éleveroient des fourneaux. Comme les importations des Anglois en fer, n'étoient pas dans ce temps-là, aussi considérables qu'elles le sont devenues, on négligea de leur tenir parole.

Vers l'an 1730, la nation donna plus d'attention à cet objet, & parut s'y intéresser plus universellement; il y eut des disputes

fort vives durant plusieurs années, pour sçavoir si l'on encourageroit le travail des mines de fer dans l'Amérique Angloise. Les uns prétendoient que l'exécution de ce projet porteroit le dernier coup aux fourneaux qui subsistoient encore en Angleterre. D'autres approuvoient qu'on fondît les geuses dans les colonies, & ne vouloient pas qu'on laissât aux colons la liberté de les réduire en barres. Les propriétaires des terres-à-bois, ceux des fonderies, ceux des forges unis aux marchands, faisant le négoce de Suéde & de Russie, tâchoient d'embrouiller la question; ils y parvinrent si bien, qu'ils empêcherent pour cette fois, le parlement de rien décider à cet égard.

Quand il auroit été vrai que l'encouragement des fourneaux dans les colonies Angloises eût avancé la ruine des fourneaux de

l'Angleterre, cette considération n'eût pas dû en faire rejetter le sistême. Les Anglois en tirant d'Amérique le fer qu'ils vont chercher dans la Baltique, à Archangel, & en Espagne, épargneroient environ trois cens mille livres sterlings (6, 900, 000 liv. tournois) qu'ils payent actuellement pour cette marchandise. Elle leur reviendroit à moins qu'ils ne l'achetent à présent; ils vendroient par conséquent, aux étrangers une plus grande quantité de quincaillerie, Ils pourroient fournir de fer en barres, l'Italie, la Turquie, les côtes de l'Afrique, le Portugal, & même les Indes Orientales. Le colon, qui, faute d'avoir aujourd'hui de quoi s'acquitter, ne se pourvoit pas selon ses besoins, des manufactures & des productions naturelles de l'Angleterre, ne manqueroit pas d'en tirer une plus

grande quantité, dès que par l'exploitation des mines de son pays, il se verroit en état de donner des retours. En examinant l'influence de ces différens produits sur la balance générale du commerce de l'Angleterre, ne trouveroit-on pas que par-là elle gagneroit assez pour ne pas craindre les inconvéniens qui semblent être attachés à la destruction de ses fonderies.

Si l'on approfondit davantage, une partie de ces inconvéniens disparoît. On vient de voir que ce sistême créeroit de nouvelles exportations, & qu'il en étendroit d'autres. La marine augmenteroit par conséquent, & avec elle, la consommation du fer ouvré nécessaire pour la construction des vaisseaux. Cet article seroit de plus grande importance qu'on ne le penseroit d'abord. Il s'éleveroit donc des forges en plus grand nombre qu'il n'y en a actuelle-

ment. Elles offriroient de l'emploi aux ouvriers que le défaut d'occupation mettroit dans le cas d'abandonner les mines & les fonderies.

Mais il paroît que cet abandon n'est pas une suite nécessaire de l'exportation des mines dans les établissemens Anglois en Amérique. En effet, on peut quoiqu'en la favorisant, prévenir la perte des fourneaux élevés dans la Grande-Bretagne. Dans la vue de faciliter le débit du fer fondu en Angleterre, on avoit proposé de doubler les droits d'entrée sur le fer de Suéde, de Russie & d'Espagne. Rien n'empêche qu'on ne fasse usage de la même police à l'égard de celui des colonies, lorsque les circonstances rendront ces mesures convenables. Tant que la quantité de ce métal qui en viendra, ne surpassera pas celle du fer que les Anglois tirent maintenant

du dehors, l'importation n'en préjudiciera en aucune maniere à la conservation des fourneaux de l'Angleterre. Elle diminuera seulement, l'importation du fer de production étrangere, lorsque les colonies viendront à en envoyer davantage. Alors par des *bounties*, des *drawbacks*, des droits, des restrictions, &c. la législature sera à portée de maintenir en Angleterre, sur les consommations intérieures, le prix du fer assez haut pour soutenir les fonderies du royaume, sans nuire aux exportations.

Ces raisons, qu'une cabale puissante réussit assez long-temps à obscurcir, ont enfin déterminé le parlement en 1750, à favoriser l'exploitation des mines dans les possessions de sa dépendance en Amérique : il passa un bill cette année, pour y encourager la fabrique des geuses & du fer en-barres. Mais en même

même temps, il défendit de faire de l'acier. Le titre même du bill l'indique : *A bill to encourage the importation, of pig and barron from the colonies of America and to prevent the making of steel here.* C'est-à-dire, bill pour encourager l'importation des geuses de fer en barre des colonies d'Amérique, & pour empêcher d'y fabriquer de l'acier.

Recol des so encoura gées.

III. Les Anglois ne bornent pas les améliorations dont-ils croyent leurs colonies susceptibles, aux différentes denrées dont nous venons de parler ; ils se flatent d'y rendre naturelles & communes, diverses autres productions, que jusqu'ici ils ont été obligés d'acheter de quelques nations d'Europe & d'Asie. Le rapport de climat entre les contrées du nouveau monde qu'ils possédent, & les pays de l'ancien où croissent ces productions, leur en ont suggéré l'idée.

Ils espérent sur-tout, que la Caroline & la nouvelle Georgie leur fourniront assez de soye pour pouvoir se passer de celle qu'ils vont chercher en Chine, en Bengale, aux échelles du levant & en Italie. Les essais d'éducation de vers-à-soye que l'on y a tenté, ont réussi, à ce que l'on dit, dans la Georgie; mais tant que les circonstances des lieux resteront les mêmes; c'est-à-dire, tant que le pays ne sera pas plus découvert qu'il ne l'est, que l'on ne l'aura pas, pour ainsi dire, formé en éclaircissant les bois, en desséchant les marais, en dirigeant le cours des eaux; l'humidité & les insectes dominant toujours, on ne peut espérer que les colons se livrent jamais bien ardemment à cette occupation. Elle seroit sans fruit pour la plûpart, malgré l'attention que l'on a eue d'envoyer quelques Vaudois dans ces Provin-

ces, pour en inſtruire le peuple dans le gouvernement des vers-à-ſoye.

Le Parlement d'Angleterre ne ſe rebute pas du peu de ſuccès de ſes ſoins. En 1740, au mois d'Avril, il paſſa un bill pour encourager les récoltes de ſoye dans la Caroline & dans la nouvelle Georgie. Cette conſtance, avec laquelle la nation Angloiſe à toujours ſuivi ſes vues, lorſqu'une fois elle a été convaincue de leur ſolidité, lui a fait ſurmonter de grands obſtacles.

IV. La maniere dont le caffé a réuſſi à la Jamaïque, donnant lieu de croire qu'on pourroit en faire de même pululler la plante dans les autres Antilles Angloiſes, le parlement en 1746, fit un acte pour y en augmenter la culture. Pluſieurs années auparavant (dans la cinquiéme année de George II.) il avoit impoſé dans le même deſſein

Fave accordée la cult du caffé.

un droit d'entrée de six sols sterlings (environ 7 livres tournois) sur le caffé étranger, au-dessus de celui auquel étoit assujetti le caffé du crû des colonies, appartenant à la couronne de la Grande-Bretagne.

onneti de indgo. Les Anglois qui se montrent depuis plusieurs années, si attentifs à multiplier la variété des productions naturelles qui peuvent être élevées dans leurs colonies, ont de longue main, laissé tomber les indigoteries dans les Antilles qui leur appartiennent.

Durant plus d'un demi-siécle, occupés avec ardeur des cannes à sucre dont la culture leur rapportoit des richesses immenses, ils négligerent une plante moins précieuse. Les François, en cela plus éclairés, ou favorisés par l'étendue de leurs isles, ont embrassé également les deux cultures.

La pésanteur de la taxe

imposée en Angleterre sur l'indigo, a aussi beaucoup contribué à décourager le planteur. Elle avoit été fixée à 3 shellings 6 den. (un peu plus de 4 livres tournois) par livre, dans un temps où la livre de cet ingrédient valoit 10 sheillings (environ 11 livres 10 s. tournois). Quoique le prix en fût tombé successivement à 4 shellings (4 livres 12 s. tournois,) on fit la faute de continuer l'imposition sur ce taux.

L'Angleterre n'a reconnu son tort, que lorsqu'elle s'est vûe tout-à-fait dénuée d'indigo de son crû. Non-seulement elle a supprimé ces droits, mais elle a été obligée, pour se procurer à un prix modéré, cette drogue indispensable dans plusieurs teintures, de déroger pour ce qui la concerne à l'acte de navigation. En 1734, George II. permit d'en importer dans la Grande-Bretagne sur des vaisseaux

étrangers de quelque lieu qu'ils vinssent. La dérogation devoit opérer une diminution de prix, en occasionnant parmi les vendeurs une plus grande concurrence.

Depuis, on a pensé en Angleterre à réparer la faute qui avoit été faite en laissant perdre une branche de commerce aussi utile. Pour engager les colons à entreprendre la culture de l'indigo, le parlement accorda par un acte du 28 Avril 1748, une bounti de 6 den. par livre de cet ingrédient, importé en Grande-Bretagne, qui proviendroit des colonies Angloises. L'allouance donne lieu à une fraude que commettent les marchands Anglois; ils achetent dans les isles Françoises, presque tout l'indigo qu'ils apportent à Londres, & le présentent comme étant du crû de leurs établissemens, afin de recevoir la gratification.

On compte, que soit de cette maniere ou de toute autre, ils prennent des François, pour 200,000 livres sterlings d'indigo.

Les potasses & les autres cendres dont on fait commerce, augmentent aujourd'hui le nombre des denrées que les Anglois apportent de leurs possessions en Amérique. C'est depuis peu que l'on y en a entrepris la fabrique. La nouvelle Angleterre en a donné le premier exemple. Ce genre d'importation à mérité l'attention du parlement. En 1751, la chambre des communes passa un bill particulier sur cet objet; il est intitulé : *The American pot-ash and peart-ashes-bill*. L'Angleterre tire de Russie, pour quatre millions tournois de potasses tous les ans.

Droits sur le tabac.

V. Les tabacs ne sçauroient être envoyés directement des colonies Angloises, dans le pays étranger.

Ils ſont compris dans l'énumération. Il faut que les navires qui en ſont chargés, arrivent dans un port de l'Angleterre. Il ne ſuffit pas qu'ils y touchent ſimplement, ils ſont obligés d'y décharger le tabac; & dût-on le réexporter le lendemain, les officiers de la douane en exigent les droits.

Ces droits montent à 7 den. un tiers par liv. Celui que l'on appelle le vieux ſubſide qui eſt de 1 den. (environ 2 ſ. tournois,) doit toujours être payé comptant: il ſe trouve réduit aux trois quarts par les 25 pour cent, que la loi remet, au lieu des anciennes allouances accordées, à cauſe du déchet que les accidens du voyage peuvent occaſionner ſur cette marchandiſe.

Pour acquitter les autres droits, en donnant une obligation cautionnée par deux perſonnes à la ſatisfaction de la douanne, on a

dix-huit mois, à commencer trente jours après l'enrégiſtrement.

Au bout de ce terme, on obtient ſeulement un diſcompte de 15 pour cent, au cas qu'avant l'échéance des dix-huit mois l'importeur acquitte ſes billets. Il lui eſt alloué un autre diſcompte de 7 pour cent à proportion du temps qui reſte à courir : s'il paye comptant, on lui fait la même grace ſur cette partie de l'impoſition, que ſur le vieux ſubſide; c'eſt-à-dire, qu'il jouit d'une diminution de 25 pour cent.

Lorſqu'une partie de tabac eſt gâtée, le marchand peut la ſéparer de ce qui ne l'eſt pas. Les officiers de la douane brûlent cette partie gâtée,& on n'en paye pas les droits d'entrée. Dans ce cas-là, le marchand reçoit une allouance de 1 den. par livre peſant, juſqu'à la concurrence de 30 shellings par boucaut, afin de le dédomma-

ger de la perte qu'il ſouffre.

Tous les droits perçus à l'importation, ſont remis à la ſortie; il faut obſerver à cette occaſion, que les obligations ſont alors immédiatement biffées; mais que ce qui a été payé comptant pour le vieux ſubſide, ne ſe rend que deux ou trois mois après, & quelquefois quatre mois après, par une vexation de la part des officiers de la douanne, dont les marchands n'oſent ſe plaindre, parce qu'il dépend de ces officiers de faire bien des difficultés ſur les cautions qu'on leur préſente & à la ſortie des tabacs.

La déclaration de la ſortie, eſt ſujette à des accidens. Car, ſi les navires ne ſe trouvent pas prêts à recevoir immédiatement leur cargaiſon, & ſi le tabac perdoit quelques livres de ſon poids, comme il arrive ordinairement, ou que même dans l'intervalle de la dé-

claration à l'embarquement on en volât, ensorte que d'une maniere ou d'une autre, le poids se trouvât moindre que celui qui est déclaré, toute la partie entiere est confiscable; & ce qu'il y a encore de plus sévére, c'est que l'on perd les droits qui sont plus que le double de la valeur du tabac. Les officiers de la douane, tirent même avantage d'une méprise de chiffre qu'on pourroit démontrer être une méprise. Ils n'ont pas honte de se vanter que les méprises des marchands sont leur jeu & leur proye. Aussi les marchands ont toujours quelque inquiétude, jusqu'à ce que leur tabac ait subi toutes les formalités de la loi; & ils donnent aux commis beaucoup plus qu'il ne leur est attribué, afin de se concilier leurs bonnes graces; & qu'ils ne fassent point usage d'une sévérité, qui, quoique légitime, en ce qu'elle est auto-

riſée par les actes du parlement, eſt en elle-même fort injuſte.

Les réglemens ordonnent d'apporter le tabac dans des tonnes qui contiennent au moins *deux cens livres peſant, le cent, de 112 livres* : & l'exporteur qui veut profiter du *draw-back*, c'eſt-à-dire, de la remiſe des droits accordés à l'exportation, doit faire ſortir ſon tabac dans des tonnes de 300 l. peſant, à moins qu'il ne ſoit coupé & roulé.

A la réexportation, quand le tabac auroit été peſé la veille devant les officiers de la douane, ils ont ſoin de faire peſer de nouveau, un boucaut ſur dix, pour juger par-là, ſi la déclaration que l'on a faite eſt exacte. Le tabac eſt alors envoyé à bord, où il eſt gardé par un commis qui ne le quitte point que le navire ne parte. Toute cette police ne ſçauroit s'exécuter ſans beaucoup de frais.

L'article en monte à la valeur du tabac, même l'excéde. C'est un détail sujet à mille discussions.

Ce fut Charles II. dans la douziéme année de son régne, qui mit les premiers droits sur le tabac. Cette dentée fut assujettie au vieux subside, que la chambre-basse lui accorda par l'acte de tonnage & de poundage. En conséquence, elle fut taxée dans *le livre des prix*, à 1 den. (environ 2 s. tournois) par livre. En vertu du même acte & dans le même livre, on la chargea d'un droit additionnel de 1 den. (environ 2 s. tournois).

Jacques II. dès qu'il fut monté sur le trône, établit un impôt de 3 d. ster. (environ 6 s. tournois) sur le tabac. Guillaume III. ni la reine Anne, ne l'excepterent point, le premier du nouveau subside, le second du tiers-subside que les communes leur accorderent.

Par là, cette denrée paya de plus 1 den. (environ 2 ſ. tournois) pour le nouveau-ſubſide, & $\frac{1}{3}$ den. pour le tiers-ſubſide, environ (8 den. tournois).

En 1747, George II. obtint du parlement un ſubſide général, dans lequel le tabac fut envéloppé ; & qui le charge d'un denier ſterling (environ 2 ſ. tournois) de ſurcroît. Tous ces droits, montent à 7 den. $\frac{1}{3}$ (environ 14 ſ. tournois) ainſi qu'on l'a dit au commencement de cet article.

Ces impoſitions qui ſurpaſſent infiniment la valeur de la marchandiſe, ſont une grande amorce pour en paſſer en contrebande. Les marchands des petits ports de l'Angleterre, ne s'enrichiſſent que par-là. Ils font pour leur propre compte, le commerce de la Virginie & du Maryland, au lieu d'être ſeulement les facteurs des planteurs de ces deux provinces,

comme le font les marchands de Londres ; & quoiqu'il leur arrive souvent d'acheter en Amérique le tabac plus cher qu'il ne vaut en Angleterre, ils ne laissent pas d'y gagner gros ; parce qu'après qu'il est arrivé en Angleterre, & qu'il y a été déchargé conformément à la loi, ils le rembarquent sous l'apparence de l'envoyer au-dehors. Par cette manœuvre, ils retirent leurs droits. Mais nonobstant qu'ils ayent à la sortie déclaré sous-serment, la destination de ce tabac pour un port étranger, ils le font néanmoins débarquer frauduleusement dans quelque endroit des côtes de la Grande-Bretagne ; & bénéficient par-là, de tout ce qu'ils dérobent à la douane.

L'excès de ces fraudes fut poussé si loin dans ces derniers temps, que le parlement crut devoir prendre des mesures pour les arrêter ;

il paſſa à cet effet, en 1751, un acte intitulé : *an act for the more effectualy ſevering the duties apon tobaur*, acte pour aſſurer plus efficacement les droits ſur le tabac. La police que cet acte établit, excita un mécontentement univerſel, & donna naiſſance à une foule d'écrits où l'on accuſoit ſans ménagement, le miniſtére & le parlement de corruption. Il eſt vrai que les gênes auxquelles ce réglement aſſervit le marchand de tabac, ſont extrêmes ; mais il ſe peut faire qu'il n'y ait que ce moyen de procurer le recouvrement des droits. Alors ces meſures ne ſeroient plus odieuſes, ſi le produit des droits étoit véritablement appliqué aux uſages de la nation.

CHAPITRE VIII.

[illegible]ite du précédent. I. Com[illegible] du sucre par les [illegible] Commerce du [illegible] glois. III. [illegible] blis en Angleterre [illegible] IV. *Commerce [illegible] François. V. [illegible] le commerce du [illegible]*

I. LE commerce [illegible] passé [illegible] differentes mains. [illegible] & les Anglois [illegible] temps, [illegible] uns après les [illegible] les François [illegible] tions qui [illegible] gers pour le [illegible] besoin, la [illegible] celui qu'elles [illegible]

Suivant [illegible]

tugais qui ont fait les premiers ce négoce avec une certaine étendue, ont apporté, dans le temps qu'ils en étoient en possession, tous les ans de l'Amérique en Europe, cent à cent vingt mille bariques de sucre, qu'ils vendoient alors 7 ou 8 livres sterlings. (161 & 184 liv. tournois) par quintal.

Commerce du sucre par les Anglois.

II. Les Anglois des Antilles étant enfin parvenus en 1650 à travailler le sucre de la même maniere qu'on le travailloit au Brésil, commencerent alors à prendre part à ce trafic : ils se porterent avec ardeur à multiplier leurs plantations de *cannameles*, & la quantité de sucre qu'ils fabriquerent, fut telle, qu'en très-peu de temps, cette denrée baissa de prix considérablement. Bientôt après, défrichant chaque jour de nouveaux terrains, ils se virent en état de supplanter les Portugais presque par-tout, par le bon

marché que l'abondance de leurs récoltes les mettoit à portée de faire.

Il a été très-heureux pour l'Angleterre, que les circonstances où elle se trouva, lorsque l'acte de navigation fut passé en 1651, ne lui ayent pas permis de le faire observer à la rigueur dès ce temps-là même. En effet, il est douteux que les planteurs Anglois eussent pû ruiner les Portugais, dans la concurrence, si dans les commencemens de leurs efforts on les eût assujettis à quelque gêne.

Lorsque sous Charles II. le parlement d'Angleterre en passant de nouveau cet acte après la restauration, ordonna de tenir la main à son exécution, les Anglois étoient déja tellement les maîtres du négoce du sucre, qu'ils ne craignoient plus de rivaux, du moins dans les ports de l'Europe, au sud du cap de Finisterre. Car les Portugais continuerent de débiter

leurs ſucres dans les échelles du levant, & dans les autres ports de la Méditerrannée ; les frais de la réexportation à ces ports, devenant trop conſidérables pour les Anglois, par la diſtance qui ſépare la Grande-Bretagne du détroit de Gibraltar.

Premiers droits établis ſur les ſucres.

III. Les planteurs étoient dédommagés par la quantité du ſucre qu'ils fabriquoient, du bas prix auquel ils le donnoient. Leurs bénéfices ſur la maſſe de leurs envois en Europe, étoient même aſſez forts pour qu'ils continuaſſent de s'enrichir, malgré l'établiſſement du droit d'entrée en Angleterre impoſé en 1661, par l'acte de tonnage & de poundage ſur toutes les marchandiſes tant ſéches que liquides : & malgré l'établiſſement d'un droit de ſortie impoſé à la Barbade en 1663, & quelque temps après, aux iſles du Vent, ſur toutes les productions de ces colonies. Le droit

accordé par l'acte de tonnage & de poundage, qui est ce que l'on appelle *le vieux-subside*; fut fixé à 18 den. (environ 35 s. tournois) pour les sucres, à raison de 5 pour 100. Celui qui fut établi aux Antilles, étoit de 4 $\frac{1}{2}$ pour cent. Tous les deux subsistent encore.

Le commerce du sucre soutenoit bien ces charges, puisque la Barbade seule fit entrer quatre millions sterlings en Angleterre dans l'espace de temps qui s'écoula entre 1656 & 1676. Mais il paroît que c'étoit aussi tout ce qu'il pouvoit supporter. Car Jacques II. ayant mis dans la premiere année de son régne, un droit d'entrée additionnel d'un farthing par livre sur le sucre brut, ce qui fait 2 shellings 4 den. (environ 2 livres 14 s. tournois) pour cent, la consommation intérieure en diminua tout-à-coup d'une maniere très-sensible. Ce prince sentant

lui-même, en établiſſant cette taxe, qu'elle nuiroit au débit extérieur des moſcovades, arrêta que le nouveau droit ſeroit rendu à leur ſortie. Par une inattention fatale à ſes ſujets, il omit de fixer une allouance proportionnée à cette remiſe pour les ſucres rafinés que l'on réexporteroit, quoiqu'il fût tout ſimple que ces ſucres étant fabriqués avec des moſcovades qui avoient payé à leur importation le nouvel impôt, participaſſent, comme les moſcovades, à l'affranchiſſement de ce même impôt, lorſqu'on les envoyoit au dehors. Il arriva de-là que l'Angleterre perdit l'exportation de ſes ſucres rafinés, qui étoit conſidérable alors. Les rafineurs Hollandois & Flamands qui achetoient à bon marché les moſcovades Angloiſes, ſur leſquelles l'exporteur avoit obtenu la remiſe du droit de 2 shellings 4 den. pour cent, &

celle de 9 den. pour cent payé à l'entrée, en vertu de l'acte de tonnage & de poundage, ſupplanterent les Anglois dans tous les marchés, en vendant leurs ſucres 12 pour 100 moins qu'eux.

Cet acte devoit ſubſiſter 8 ans. On ne jugea pas à propos de le continuer à ſon expiration. Pendant le peu d'années qu'il eut lieu, plus de quarante moulins à ſucre furent abandonnés dans la Barbade ; & vers la fin de cette courte période, les planteurs y étoient réduits à cette extrémité, que ſur vingt on n'en trouvoit pas un qui eût le moyen d'entretenir ſon habitation en bon état. La guerre qui étoit allumée dans ce même temps entre la France & l'Angleterre, contribua à rendre ce droit plus onéreux. Les armateurs François prirent ſur les Anglois un ſi grand nombre de vaiſſeaux chargés de ſucre, qu'em-

baraſſés de cette marchandiſe ; ils la donnerent à vil prix.

Par-là, les Anglois après s'être vûs enlever une grande partie du ſucre qu'ils deſtinoient à leurs correſpondans, ſe trouvoient encore fruſtrés des moyens de ſe défaire de celui qui leur reſtoit, autrement qu'en le vendant à perte.

Commerce du ſucre des François.

IV. Le retour de la paix, la ſuppreſſion de la taxe impoſée par Jacques II. un droit de 8 shellings pour cent (environ 9 livres 4 ſ. tournois) mis ſur les mélaſſes étrangeres, dès la deuxiéme année du régne de Guillaume & Marie, ne retinrent pas dans leurs mains le commerce de cette denrée qui commençoit à leur échapper. Les richeſſes que les habitans de la Barbade & des autres Antilles Angloiſes accumuloient en peu de temps, avoient ouvert les yeux aux François ſur les avantages de la culture des *cannameles*. Ces

Ces derniers, n'avoient donné pendant long-temps, qu'une légere attention à leurs isles. Abandonnées d'abord aux soins d'une compagnie exclusive, & ensuite aux soins de différens particuliers à qui cette compagnie avoit cédé ses droits, & qui étoient hors d'état de faire les dépenses nécessaires pour les mettre en valeur; les colons qui s'y étoient fixés en petit nombre, s'addonnoient presque uniquement aux plantations de gingembre, d'indigo, &c. à cause qu'elles demandent des fonds moins considérables. Le gouvernement de France, résolut enfin de mettre ses Antilles sur un meilleur pied, en y multipliant les sucreries. Ce fut à peu près dans cette concurrence, que Jacques II. établit inconsidérément l'imposition dont nous avons parlé de 2 shellings 4 deniers par quintal sur les sucres bruts impor-

tés de ces iſles en Angleterre ; & que ſurvint la guerre terminée par la paix de Ryſwick. Ces deux événemens, favoriſerent infiniment l'entrepriſe des François.

Cette nation put alors ſe fournir dans ſes colonies du ſucre dont-elle avoit beſoin pour ſa conſommation, au même prix que les Anglois ſe voyoient obligés de lui vendre les leurs, par les gros droits qu'ils payoient, & par la cherté où cette denrée étoit montée chez eux à cauſe de la rareté que les pertes faites ſur mer & le découragement des planteurs en occaſionnoit.

Le débit conſidérable que ce débouché offrit aux habitans des Antilles Françoiſes pour leurs ſucres, les remplit d'ardeur ; & les fit nager dans l'opulence. Bientôt leur nombre s'accrut. Le gouvernement de France, prit ſoin de ne les pas laiſſer manquer de

négres; & là guerre pour la ſucceſſion d'Eſpagne, qui vint à s'allumer dans les commencemens de leur proſpérité, acheva de l'aſſurer.

Depuis ce temps, le commerce de ſucre, que faiſoient les Anglois avec les étrangers, ſortit par dégrés de leurs mains, & paſſa entiérement dans celle des François. Ceux-ci avant la paix d'Utrecht, n'avoient point encore exporté de leurs ſucres à Hambourg. Mais dès 1716, c'eſt-à-dire, preſque auſſi-tôt que par la concluſion de cette paix, la navigation fut libre, ils y en vendirent des parties conſidérables; ils s'introduiſirent enſuite ſucceſſivement dans les différens marchés de l'Europe; & préſentement, ils dominent dans la plûpart.

En 1740, on eſtimoit que les importations de ſucre en Allemagne, en Hollande, dans la Balti-

que, en Eſpagne, en Italie & en Turquie montoient annuellement à 80, 000 bariques. On ne comprenoit pas dans cette quantité, celle que l'Eſpagne & la Hollande tirent de leurs propres colonies. Ces 80, 000 bariques étoient diſtribuées dans les proportions ci-deſſous.

Quantité du ſucre qu'on ſuppoſoit en 1740, ſe débiter annuellement en Allemagne, en Hollande, dans la Baltique, en Eſpagne, en Italie, en Turquie; déduction faite de la quantité que l'Eſpagne & la Hollande en tirent de leurs propres colonies.

A Hambourg, Breme & autres ports de l'Allemagne, trente mille bariques, 30,000. bar.

En Hollande, 30,000.

A Peterſbourg, Dantzick & autres ports de la Baltique, 3,000.

A Cadix & dans les autres ports

de l'Eſpagne,	5,000.
A Gennes, Livourne, Naples, Meſſine,	8,000.
A Veniſe & dans les autres Ports de la Méditerrannée,	4,000.
	80,000.

C'étoient les François qui importoient à Hambourg, à Breme & en Hollande, preſque toutes les 60,000 bariques de ſucre étranger qui y entroient; ils avoient auſſi une très-grande part au débit de cette denrée dans les autres places. Il eſt aiſé de ſe le perſuader, en jettant les yeux ſur l'état que nous offrons ici des exportations de ſucre que les Anglois ont faites annuellement depuis 1715, juſqu'en 1722.; & depuis 1729, juſqu'en 1737. Cet état eſt tiré des regiſtres de la douane. La barique y eſt comptée ſur le pied de 10 quintaux. Le quintal, ſur le pied de cent vingt livres.

Exportations du sucre brut faites annuellement par les Anglois depuis 1715, jusqu'en 1722 ; & depuis 1729, jusqu'en 1737 ; évaluées les unes dans les autres.

	De 1715. à 1719.	De 1719. à 1722.	De 1729. à 1733	De 1733. à 1736.	De 1736. à 1737.
	B.	B.	B	B.	Bar.
En Hollande.	5,961.	2,050.	2,178.	232.	4.
Allemagne.	6,994.	3,258.	3,978.	251.	70.
Flandres.	1,990.	1,528.	1,243.	192.	40.
Dans la Baltique.	559.	307.	917.	379.	57.
Total des export. dans les Pays septentrionaux	15,504.	7,143.	8,316.	1,054.	171.
Exportations dans la Méditerranée & autres Ports méridionaux:	1,080.	306.	568.	101.	87.
Total des exportations aux Marchés étrangers.	16,584.	7,449.	8,884.	1,155.	258.
En Irlande.	1,960.	1,596.	3,267.	4,602.	3,740.
Aux Colonies Angloises en Amérique, aux Isles d'Alderney, Guernsey, Gersey en Afrique & aux Indes orientales.	36.	19.	41.	25.	80.
Total général des exportations.	18,580.	9,064.	12,191.	5,782.	4,078.

Exportations de sucre rafiné faites annuellement par les Anglois depuis 1715, jusqu'en 1722; & depuis 1729 jusqu'en 1737.

	De 1715. à 1722.	De 1729. à 1736.	De 1736. à 1737.
En Hollande	27	328	62
En Allemagne	22	66	8
En Flandres	3	280	10
Dans la Baltique	12	42	5
Total des exportations aux Ports septentrionaux.	64	716	85
Dans la Méditerranée & aux Ports Méridionaux.	368	402	83
Total des exportations aux marchés étrangers,	432	1,118	168
En Irlande	118	381	581
Aux colonies Angloises en Amérique, aux isles d'Alderney, de Guernesey, Jersey, Afrique, & Indes orientales.	72	494	384
Total général des exportations.	622	1,993	1,133

N. B. De 1737. à 1740, à peine y eut-il quelques Bariques de sucre de réexportées.

On voit par cet état, la décadence successive du négoce du sucre que les Anglois ont fait avec les étrangers. A mesure qu'il a décliné, celui des François a augmenté dans la même proportion. On prétend que vers l'année 1740, il valoit annuellement à ces derniers plus d'un millon sterlings, (23, 000, 000 livres tournois) outre leur propre consommation. On compte à la vérité dans cette somme, tant le produit de la valeur intrinseque du sucre, que celui des frais de fret & de commission. Si, comme on le suppose, les importations de cette marchandise qui n'ont pas été faites par les Anglois dans les pays qui n'ont pas de Colonies pour s'y en approvisionner ou qui n'en tirent pas assez des Colonies qu'ils possédent, ont été faites par les François; la masse de ces importations devoit leur procurer alors l'avan-

tage d'employer une marine de 40, 000 tonneaux ? & d'occuper 4, 000 mariniers pour le transport ſeulement d'Amérique en Europe. Les meſures que le parlement d'Angleterre prit en 1740, & depuis cette année pour regagner une branche de commerce auſſi importante, ſemblerent d'abord en devoir rendre bien-tôt la balance moins favorable à la France ; mais la diminution que le négoce de ce dernier royaume a pû ſouffrir par-là, n'a pas été loin ; il eſt toujours de ce côté infiniment ſupérieur à celui de la Grande-Bretagne.

Tandis que le débit du ſucre Anglois s'anéantiſſoit au dehors de la Grande-Bretagne, il s'augmentoit au dedans. Sans la circonſtance de cet accroiſſement dans la conſommation intérieure, les Antilles dépendantes de la couronne Britannique, euſſent eu

vraiſemblablement beaucoup de peine à ſe ſoutenir. Mais à la faveur de l'étendue prodigieuſe que prit l'uſage du ſucre en Angleterre, en Ecoſſe & en Irlande, les colons furent long-temps ſans ſe reſſentir de la révolution arrivée dans le commerce intérieur de cette denrée.

Dans le temps que le négoce en floriſſoit le plus entre les mains des Anglois, ils ne retenoient pas pour leur uſage, dix à douze millions de livres de ſucre. Leurs colonies ne leur en fourniſſoient alors, qu'environ trente mille bariques de dix quintaux peſant. Cette conſommation s'étant augmentée par dégrès, les colonies augmenterent de même dans leurs plantations de *Cannamelles*. Au milieu de la guerre pour la ſucceſſion d'Eſpagne, elles ne laiſſerent pas d'envoyer en Angleterre preſque le double de la quantité

de ſucre qu'elles y envoyoient 15 ans auparavant. On eſtime que de 1708 à 1718, il entra dans la Grande-Bretagne chaque année l'une dans l'autre, 53, 439 bariques. Les dix années ſuivantes (de 1718 à 1728,) furent encore plus abondantes. Elles fournirent 68, 931 bariques par année. Les importations de 1727 à 1733, monterent encore plus haut. Durant chacunes de ces ſix années, elles allerent à 93, 889. De 1733 à 1737, elles diminuerent de quelque choſe. Mais quoique dans ce dernier eſpace de temps, les exportations fuſſent réduites preſqu'à rien, les importations de chaque année n'en allerent pas moins à 75, 695 bariques.

Suivant l'opinion commune en 1743, la conſommation annuelle de la Grande-Bretagne ſeule étoit de 70, 000 bariques, dont le tranſport d'Amérique en Europe,

occupoit environ trois cens voiles. On comptoit que les frais de fret pour cet embarquement, montoient environ à 170, 000 livres sterlings (3, 912, 000 liv. tournois;) & que les déboursés, tant pour les droits, que pour les frais de commission & autres, n'alloient pas à moins de 200, 000 livres sterlings.

Dans les quantités de bariques que je viens de poser, peut-être ne suis-je pas d'accord avec les calculs de quelques auteurs. La différence entre leurs supputations & la mienne, (s'il s'y en trouvoit,) pourroit naître de ce que la barique n'a point un poids déterminé. Quelques-uns la comptent sur le pied de 17 à 18, 000 livres pesant, tandis que d'autres ne la prennent que pour 1, 000 livres: beaucoup la fixent à 1, 200 liv. J'ai suivi ceux-ci.

Les écrivains Anglois, diffé-

rent encore sur ces quantités selon les sources où ils ont puisé, ou selon les méthodes qui les ont guidés dans leur évaluation. De-là vient, que des auteurs qui ont parlé dans le même temps des productions des Antilles Angloises, ne s'accordent pas dans l'estime qu'ils en font. On en trouve qui en portent le total pour ce qui est du sucre, à 100, 000 bariques. Il y en a qui le réduisent environ à 65. 000 auxquelles ils joignent 10, 000 autres bariques qui viennent par voie d'échange, des isles Hollandoises, Danoises & Françoises à la Jamaïque & aux isles du Vent.

Ces derniers, supposent que la consommation de ce produit se fait ainsi :

50, 000 livres dans la Grande-Bretagne.

10, 000 en Irlande.

5, 000 dans les colonies septentrionales.

Le reste, suivant les mêmes auteurs, est réexporté ou demeure dans les magasins.

Les sucriers Anglois, qui durant plus de vingt ans avoient vû accroître d'année en année les demandes qu'on leur faisoit, pousserent enfin leurs fabriques si loin en 1727, & dans les années suivantes, jusqu'en 1731 même jusqu'en 1733, qu'ils se trouverent un surplus considérable, au-delà de la quantité qu'exigeoit la consommation des domaines Britanniques. La même ardeur régnoit alors également dans les Antilles Françoises, & y produisit le même effet. Elles eurent beaucoup plus de sucre qu'elles ne purent en débiter. L'avilissement où cette marchandise tomba par-tout généralement par sa suradondance, rallentit l'activité des planteurs. Voilà pourquoi,

depuis 1733, jusqu'en 1737, les importations du sucre en Angleterre, furent plus foibles d'environ 15, 000 bariques que celles des six années précédentes.

Cette avidité des planteurs, causa la ruine d'un grand nombre d'entre-eux. Le défaut de débit ou la modicité des sommes qui rentrerent dans leurs mains, les contraignirent d'abandonner leurs habitations, ou les mirent hors d'état de les entretenir dans leur entiere valeur.

Ce fut alors pour la premiére fois qu'il s'éleva parmi les habitans des Antilles Angloises, un cri général sur la décadence du commerce du sucre; quoiqu'il fût déja détruit depuis plusieurs années pour leur nation. Ce fut alors aussi pour la premiere fois, que le parlement d'Angleterre se mit en devoir de favoriser ces colonies; quoique le cas particulier qui

occasionnoit leurs plaintes, fût peu intéressant pour l'état. En effet, après avoir souffert tranquillement que le commerce du sucre passât entierement entre les mains des étrangers, il ne devoit guéres importer à la Grande-Bretagne, que les colons de ses isles continuassent d'en fabriquer annuellement plus de 90, 000 bariques, comme ils avoient fait depuis environ six années, puisque cette quantité excèdoit sa consommation. Mais c'est que l'on ignoroit en Angleterre le véritable état de ce négoce.

Les clameurs des sucriers Anglois commencerent à s'élever en 1731. Elles eurent cela de bon, qu'elles tournerent l'attention du ministére, de la législature & de toute la nation sur cette branche de trafic. Avant cette époque, à peine y avoit-on pensé depuis le commencement du siécle, si ce

n'eſt pour l'aſſujettir à des impôts ; & comme on ne jugeoit de ſa ſituation que ſur l'opulence des colons, on étoit fort éloigné de croire qu'elle penchât vers ſa ruine. Joſuat Gée qui écrivit vers 1730, a parlé, pour ainſi dire, le premier avec un peu de force du danger où l'Angleterre étoit de perdre ce trafic ; & il étoit déja perdu pour elle.

On étoit alors en général ſi mal inſtruit ſur ce ſujet en Angleterre, que le même Gée, un des auteurs les plus exacts qui ayent écrit ſur le commerce de la Grande-Bretagne, ſemble avoir été imbu de l'idée, où eſt encore un grand nombre de perſonnes, que les terres des Antilles Angloiſes ſont uſées ; qu'elles ne peuvent produire aſſez pour fournir à des réexportations, & qu'il attribue principalement à cet circonſtance le déclin du débit du ſucre Anglois,

Cependant, loin que les terres des Antilles fussent *effrittées* dans ce temps-là, il est bien constant par le rapport de ceux qui connoissent les lieux, qu'elles pouvoient alors, & qu'elles peuvent encore rendre le triple de ce qu'elles rendoient.

Si l'on considére les importations de sucre en Angleterre depuis 1715 seulement, jusqu'en 1737, ne trouvera-t-on pas dans les dégrès de leur accroissement, des raisons de la derniere force, contre l'opinion de ceux qui soutiennent l'épuisement des terres dans les Antilles Angloises. Des moissons plus abondantes d'années en années, n'ont jamais été un signe d'affoiblissement dans les champs qui les portent. A la vérité de 1733 à 1737, les importations en sucre ont diminué de plus de 15, 000 bariques. Mais cette diminution, naquit du

découragement du planteur qui ceſſa de cultiver, & non pas d'aucune altération dans la fécondité des terres. Car elles ne refuſerent pas de rendre.

A la Barbade, aux iſles du Vent, comme par-tout ailleurs, les *Noales*, dix ans après avoir été défrichées, & même avant ce temps, ne rapportent plus comme dans les premieres années de leur culture. Les terres ne peuvent s'impregner des ſels & des autres principes qui les fertiliſent que juſqu'à un certain point. Suppoſez un terrein de bonne qualité qui ſoit demeuré de tout temps en friche : mettez-le en valeur. Malgré le repos éternel dont ce terrein aura joui, il ne s'en ſuivra pas moins qu'au bout d'un petit nombre d'années, il ſera réduit à un dégré réglé de fertilité, qui ne variera preſque jamais, ſi la culture & la température du climat

ſubſiſtent toujours les mêmes, ou ſi des événemens extraordinaires ne viennent pas changer les circonſtances des lieux. Il y auroit long-temps que les Antilles ne rapporteroient rien, ſi les moiſſons qu'elles fourniſſent encore, n'avoient pour cauſe ce principe conſtant de fécondité que la maladreſſe ou l'avidité du cultivateur, ne peut dégrader que pour un cours eſpace de temps.

Les campagnes de France, portent des bleds depuis bien des ſiécles; on ne s'aviſe point cependant de craindre qu'elles s'épuiſent: il eſt vrai qu'on les laiſſe repoſer d'année en année, & que l'on n'accorde pas le même relâche en apparence aux ſucreries. Mais les diſpoſitions dans le plantage, & la méthode de culture que l'on obſerve à l'égard des *cannamelles*, équivalent à un pareil repos. En diſpoſant & en culti-

vant les bleds de même, les laboureurs ne feroient pas dans la néceſſité d'avoir toujours une partie de leurs champs en jachere. On en a eu la preuve dans les expériences qui ont été faites à ce ſujet en diverſes provinces, d'après les principes de M. Tull, introduits en France, & rectifiés par M. Duhamel du Monceau.

Traité de la culture des terres ſuivant les principes de M. Tull.

Les ſoins que l'on prit en Angleterre pour s'informer au vrai de l'état du commerce du ſucre exercé par les ſujets de ce royaume, découvrirent bien-tôt que ce n'étoit pas à la ſtérilité des terres dans les Antilles dépendantes de la couronne Britannique, qu'il falloit attribuer ſon anéantiſſement au dehors. On vit au contraire, que quelques abondantes qu'y fuſſent déja les récoltes, elles étoient ſuſceptibles d'une grande augmentation; & qu'il ne manquoit aux planteurs pour les porter plus loin,

que d'avoir des débouchés pour leurs denrées. La *légiſlature* s'appliqua à leur en procurer. Je vais rendre compte des meſures qu'elle a priſes dans cette vue. Mais auparavant, je dois parler des réglemens relatifs au commerce du ſucre qui ont été faits depuis Jacques II. juſqu'en 1733.

Actes concernant le commerce du ſucre.

IV. Les dépenſes où la nation Angloiſe fut engagée durant la guerre qui finit à la paix de Ryſwick, ayant obligé le parlement d'augmenter les revenus de l'état, il établit dans les neuviéme & dixiéme années du régne de Guillaume III. ſur toutes les marchandiſes tant ſéches que liquides importées en Angleterre, un nouveau droit général connu ſous le nom de *nouveau-ſubſide*, & auſſi fort que l'ancien qui avoit été accordé à Charles II. par l'acte de tonnage & de poundage.

En vertu de l'acte qui créa ce droit, le ſucre, ſur lequel on ne

levoit auparavant que 18 deniers (environ 35 ſ. tournois) pour cent en paya 36. Mais pour ne pas tomber à l'égard du commerce extérieur dans l'inconvénient qu'avoit produit l'impoſition de 2 shellings 4 den. (environ 2 liv. 14 ſ. tournois) pour cent, mis ſur cette denrée par Jacques II. le parlement en arrêtant que le nouveau-ſubſide ſeroit rendu en entier à l'exportation, accorda en même temps une gratification (exigible un mois après l'avoir demandée) de 3 shellings (3 livres 9 ſ. tournois) pour cent, ſur les ſucres, du crû des colonies Angloiſes, rafinés en Angleterre qui ſeroient exportés. De cette maniere, l'augmentation du droit tomba ſeulement ſur la conſommation intérieure.

Peu d'années après ſous la reine Anne, les communes pour ſubvenir aux beſoins du gouvernement, ſe virent encore dans la néceſſité

d'avoir recours à une addition de droits généraux. Elles établirent un ſubſide que l'on appelle le *tiers-ſubſide*; il monte au tiers des droits impoſés par l'acte 9 & 10 de Guillaume III. dont je viens de parler, & s'étend ſur les mêmes marchandiſes. Le ſucre ſe trouva par conſéquent chargé de 6. den. (11 ſ. 6. den. tournois) pour cent, au-delà des 36 den. auxquels il étoit déja aſſujetti. Ce ſurcroit tomba encore uniquement ſur la conſommation intérieure, par l'attention qu'eut le parlement d'ordonner que ces derniers droits ſeroient remis à l'exportation, de même que le *nouveau-ſubſide*; & d'ajoûter 1 shelling à la gratification accordée par l'acte 9 & 10 de Guillaume III. à quiconque exporteroit des ſucres rafinés en Angleterre.

Les choſes ſubſiſterent paiſiblement ſur ce pied juſq'en 1731, ſans que

que les droits excessifs imposés sur les sucres eussent arrêté l'accroissement de la consommation de cette denrée dans la Grande-Bretagne ; parce qu'au lieu d'enfler tout d'un coup les droits, à l'exemple de Jacques II, on les avoit haussés par dégrès. Mais en 1731, les colons des Antilles Angloises, qui depuis 3 ou 4 ans, avoient tiré de leurs plantations des quantités de sucres immenses, commencerent, comme on l'a dit plus haut, à s'appercevoir qu'ils n'en trouvoient pas le débit. Portant à peine leur vue sur le commerce extérieur des Anglois d'Europe, auquel l'acte de navigation ne leur permettoit pas de prendre part, & dont par cette raison, ils s'embarrassoient peu ; ils se prirent, presque uniquement du déclin de leurs ventes, au trafic clandestin que les colonies Angloises du continent entrete-

noient avec les Antilles Françoises : il est vrai que ce trafic étoit considérable. L'on prétend qu'en 1733, il employoit jusqu'à 300 bâtimens & 3,000 mariniers ; & que dans l'année 1729, la nouvelle Angleterre seule tira de ces isles plus de 20, 000 bariques de melasses pour faire chez elle une espéce de rum, que l'on appelle *kill-devil*, c'est-à-dire, tue-diable.

Les réglemens qui prohibent l'entrée du rum ou eau-de-vie de cannes en France, & le grand accroissement des plantations dans les Antilles dépendantes de cette couronne, y faisoient donner à très-bon marché cette liqueur & la mélasse dont-elle est extraite. Les Anglois du continent de l'Amérique, ne pouvant s'en fournir au même prix dans les isles qui appartiennent à la Grande-Bretagne, prenoient chez les François, non-seulement le rum & les mé-

lasses, mais aussi le sucre dont elles avoient besoin : tantôt en échangeant ces denrées contre les mâtures, les chevaux, les bois de construction, les salines, & les autres choses qu'ils leur portoient ; & plus souvent en les payant avec l'argent qu'elles tiroient des Antilles Angloises pour les mêmes marchandises.

Les habitans de ces dernieres, ne s'en tinrent pas long-temps à de vains murmures ; ils s'empresserent de porter leurs plaintes en Angleterre devant le parlement. Ils demanderent instamment que l'entrée du sucre étranger fût prohibée dans les colonies Angloises, ainsi que celle du rum & de la mélasse de la même origine. Ils auroient aussi voulu que l'on eût diminué les droits qui se percevoient en Angleterre sur les sucres de production nationale, & que l'on retranchât cette denrée de l'é-

numération. Mais ils n'insistoient que foiblement sur ces deux chefs, n'osant se flatter de les obtenir. Jusques-là, ils n'avoient montré qu'une jalousie médiocre contre les isles occupées par les François dans l'archipel du Mexique.

La premiere de leurs demandes, & celle à laquelle ils s'attachoient principalement, rencontra beaucoup d'opposition de la part des colonies septentrionales. Celles-ci présenterent aussi des remontrances au parlement, pour lui prouver l'avantage qui revenoit en général à la nation Britannique du commerce qu'elles entretenoient avec les François des Antilles. Elles prétendoient que bien loin de leur porter de l'argent, elles recevroient d'eux une balance pour les différentes productions qu'elles leurs fournissoient; & que de plus le rum & la mélasse si nécessaires pour leurs pêches & pour

la traite des pelleteries avec les sauvages, étant trop chéres dans les Antilles Angloises, on ne pouvoit leur ôter la ressource de s'en fournir dans les isles Françoises, sans courir risque de voir diminuer ces deux branches de commerce.

Une foule d'écrits polémiques, parut à l'occasion de cette dispute. Le procès fut instruit en quelque sorte devant la nation. Le parlement balança quelque temps avant que de prononcer sur cette affaire qui intéressoit deux parties de l'Empire Britannique également importantes. En attendant qu'il se fût mis en état d'en juger, pour donner quelque secours aux colonies à sucre qui paroissoient en avoir besoin, il leur accorda la liberté d'importer directement en Irlande, le rum & toute autre marchandise de leur crû non spécifiée dans l'énumération. Enfin

en 1733, il décida non pas entiérement selon les vœux des colonies des isles, mais d'une maniere capable de remédier en partie au préjudice dont-elles se plaignoient.

Il laissa aux colonies septentrionales la liberté de commercer avec les Antilles Françoises, ne jugeant pas que ces dernieres (comme les colons des Antilles Angloises l'avoient avancé). fussent dans l'impossibilité de se soutenir sans les provisions qu'elles recevoient de la nouvelle Angleterre, de la nouvelle York, de la Pensilvanie, &c. & considérant qu'ôter aux colonies septentrionales la liberté de vendre leurs productions naturelles aux habitans des isles dépendantes de la couronne de France, c'étoit diminuer leurs moyens d'acheter des manufactures d'Angleterre. Mais comme il se proposoit d'encourager les plan-

teurs de la Barbade & des autres isles de la domination Britannique, il imposa des droits très-forts sur le rum, le sucre & la mélasse qui seroient importés des colonies étrangeres dans les établissemens Anglois.

Le parlement défendit dans le même temps, d'importer des sucres étrangers en Irlande, à moins qu'ils n'eussent été embarqués dans la Grande-Bretagne sur des vaisseaux de la qualité requise par les loix.

Il ordonna aussi que les droits d'entrée qui se levent en Grande-Bretagne sur le sucre national, seroient rendus entiérement à l'exportation. Ce fut dans le même esprit, que par l'acte qui établit ces divers réglemens, il porta à 6 shellings (environ 7 s. tournois) pour cent, la gratification qui se payoit en vertu des statuts 9 & 10 Will. 3 & 2 ann. à l'exportation

des ſucres rafinés dans la Grande-Bretagne ; cet acte eſt intitulé : *An act for the better ſevering and encouraging the trade of tis majeſtys ſugar colonies in America.*

Le frein que l'on s'étoit propoſé en Angleterre de mettre à la conſommation du rum & des mélaſſes étrangeres, dans les colonies Angloiſes du continent, n'y en arrêta guéres l'importation. Les colons trouverent aiſément moyen de frauder les droits auxquels ces denrées étoient aſſujetties. Les plaintes que les habitans de la Barbade, d'Antigoa, de Névis, de Montſerrat, &c. en porterent à la chambre baſſe en 1735, & les ſollicitations de leurs agens dans les années ſuivantes, l'ayant engagé à prendre connoiſſance de cet objet, elle arrêta en 1739, que l'on examineroit par quelles méthodes on pourroit prévenir cette contrebande. Mais elle ne dé-

cida rien à cet égard; ſoit que par les informations qu'elle ſe procura, elle reconnût que la choſe étoit en elle-même de peu de conſéquence; ſoit qu'elle ſentît que l'agriculture, l'induſtrie, & la navigation ſeroient trop découragées dans les colonies ſeptentrionales, ſi l'on mettoit plus d'obſtacles au débouché qu'elles trouvoient pour leurs productions naturelles dans les Antilles Françoiſes.

On vit donc en Angleterre, qu'il falloit avoir recours à d'autres meſures ſi l'on vouloit en effet regagner le commerce du ſucre. La nation s'étoit montrée très-éloignée de permettre l'exportation directe du ſucre des colonies à tous les ports de l'Europe, lorſque les habitans de la Barbade & des autres iſles en avoient d'abord haſardé la demande. Ce ne fut pas ſans peine que les auteurs preſque ſans nombre qui écrivirent ſur

cette matiere, vinrent à bout d'en faire sentir la nécessité. Convaincu par l'évidence avec laquelle ils la démontrerent, le parlement se détermina à tenter cette démarche. En 1739, il passa un acte par lequel il permit pendant cinq ans d'exporter en droiture, d'Amérique à tous les marchés de l'Europe, les sucres de production nationale, en donnant caution de rapporter les retours dans la Grande-Bretagne, avant que de repartir pour les colonies.

Les dispositions de cette acte se ressentirent de la répugnance qu'on avoit eu à le dresser. Elles contenoient différentes restrictions qui affoiblissoient les bons effets qu'on devoit en attendre.

1°. Les vaisseaux bâtis dans les colonies, ne participoient point à la permission.

2°. Il falloit prendre des congés dans la Grande-Bretagne.

3°. Les marchands prétendans à faire ce commerce en droiture, devoient demeurer dans la Grande - Bretagne ou dans les isles à sucre.

4°. Tous les vaisseaux destinés pour les ports septentrionaux de l'Europe, étoient obligés de se conformer à la police établie dans les anciens statuts.

Malgré ces gênes, le nouvel acte ne laissa pas d'être très-avantageux aux Antilles Angloises. On comprit bien-tôt qu'il le deviendroit davantage, si la liberté de la navigation étoit resserrée dans des limites moins étroites. En 1742, on étendit la permission de l'exportation directe, à tous les vaisseaux appartenans à des sujets de la couronne Britannique domiciliés dans la Grande-Bretagne, & équipés conformément aux loix. On fit encore dans la même année une autre faveur aux

colonies à ſucre, en accordant aux importeurs de rum, la permiſſion de débarquer & de le tenir enmagaſiné durant ſix mois, avant d'en acquitter les droits d'entrée; qu'en vertu des anciennes loix, il falloit payer avant de le mettre à terre. Les Anglois ſe ſont propoſé d'augmenter par cette grace, la conſommation du rum dans la Grande-Bretagne, non-ſeulement pour offrir un nouvel encouragement aux planteurs, mais encore, pour diminuer, & s'il ſe peut, arrêter entiérement l'entrée des eaux-de-vie de France qui paſſent en contrebande. Ils étendent même leurs eſpérances plus loin, & ſe flattent de parvenir à faire goûter leur rum dans la Baltique, par préférence aux autres liqueurs fortes: fondés en cela, ſur ce que depuis quelques années les Irlandois ſe ſont accoutumés à cette liqueur; & que la préférant

même aux eaux-de-vie Françoises, elle est devenue pour eux un objet de trafic considérable : que la plus grande partie d'environ une centaine de vaisseaux qu'emploie annuellement le commerce entre l'Irlande & les isles Angloises, en est ordinairement chargée ; quoique dans les sept premieres années, où fut accordé la liberté de l'exportation directe du rum des colonies en Irlande, il n'y en eût pas un grand débit.

Le parlement a continué en 1746, l'acte qui permettoit l'exportation directe du sucre des colonies, à tous les ports de l'Europe. Comme par toutes ces mesures, il ne tendoit à favoriser les planteurs, que pour mettre les marchands Anglois en état de soutenir la concurrence des François & des Hollandois dans les marchés étrangers, le roi ayant été obligé de demander en 1747, un

fubfide général, le fucre qui fe confomme dans la Grande-Bretagne, fut foumis à un impôt additionel de 5 pour cent.

L'extenfion de l'ufage de cette denrée en Suede, en Ruffie & dans quelques autres ports de l'Europe, eft une circonftance qui femble propre à feconder les efforts des Anglois. Les colons de leurs Antilles, ont paru vouloir en profiter. Les ravages qu'a caufé dans ces ifles, l'ouragan qui s'y fit fentir au mois de Septembre 1751, & la fécherefle qu'éprouva Antigoa, les ont fait changer de deffein. La cherté des fucres que ces accidens ont occafionnée dans la Grande-Bretagne, leur fait trouver trop d'avantage à les y vendre, pour qu'ils s'inquiétent de fe mettre en état d'en envoyer dans les marchés étrangers. Ils ne veulent travailler que pour la confommation de la Métropole. On accufe

même les Jamaïquains d'être convenus entre eux, de ne pas défricher de nouveaux terrains, afin que la rareté du ſucre continuant le prix de cette denrée, ſe maintienne. Elle ſe vendoit en 1753, dans la Grande-Bretagne, 40 shellings (46 liv. tournois) le cent peſant.

Les Anglois d'Europe cherchent à détruire un pareil monopole, & à forcer les planteurs de cultiver une plus grande étendue de terres. Quels que ſoient leurs efforts à cet égard, il eſt difficile de croire que cette nation arrache le commerce du ſucre des mains de ſa rivale, pour peu que celle-ci apporte de vigilance à le conſerver : il y a de grands obſtacles à ſurmonter pour recouvrer un commerce, dont on a ſouffert que d'autres s'emparaſſent.

CHAPITRE IX.

Suite du précédent. I. Réglemens concernans le cours des espéces étrangeres dans les établissemens Anglois en Amérique. II. Réglemens concernans les représentations d'espéces dans les mêmes établissemens. III. Réglemens sur les manufactures. IV. Acte concernant les Juifs & les Freres de l'Union. V. Etablissement de la société de la Propagande. VI. Réglemens divers.

Réglemens concernans le cours des espéces étrangéres

I. DAns les premiers temps de l'établissement des colonies Angloises en Amérique, les espéces y avoient la même valeur qu'en Angleterre. Le petit nombre de celles de ce royaume

qu'on y en apportoit, les mit dans la nécessité de donner chez elles, aux piastres ou piéces de huit le même cours qu'elles avoient dans les colonies étrangeres.

Cette monnoie passa d'abord selon son poids & titre, pour 4 shellings 6 den. sterlings (environ 5 liv. 4. s. tournois) insensiblement, les planteurs & les facteurs, trouverent moyen de la compter sur le pied de 5 shellings (5 liv. 15 s. tournois). De ce surhaussement montant à d'autres, tant en augmentant par la dénomination les valeurs numéraires, qu'en souffrant que les piéces légeres circulassent indifféremment dans le commerce, ils hausserent leurs espéces de 15, & même de 25 pour cent dans quelques endroits.

Pour arrêter ces abus, on fit des loix qui tomberent bien-tôt en désuétude; il arriva de-là, que

l'on ne vit plus dans les établissemens Anglois, que de la monnoie légere. On embarquoit pour l'Europe, comme marchandise, celles qui se trouvoient être de poids.

Le Maryland qui tenoit ses espéces plus bas que celles de la Pensilvanie, ne tarda pas à reconnoître que cette Province les attiroit chez elle. Il en étoit de même de toutes les colonies, qui n'avoient pas haussé leur monnoie dans la même proportion que les autres.

Les plaintes des Marylandois à ce sujet, occasionnerent une proclamation de la reine Anne, publiée le 18 Juin 1704, par laquelle elle fixa au même taux pour tous ses domaines en Amérique, les piéces d'argent étrangéres qui y avoient cours. Cette proclamation établit les piastres sur le pied de 6 shellings sterlings (environ 7 liv. tournois) quoi-

qu'en effet, elles ne vaillent intrinſéquement, que 4 shellings 6 den. (environ 5 liv. 4 ſ. tournois.

On leur aſſigna cette valeur, à cauſe qu'elles circuloient ſur un pied ſemblable à la baye des Maſſachuſetts, en vertu d'un acte de l'aſſemblée générale de la colonie, confirmé par Guillaume III. & qu'on ne pouvoit altérer un pareil réglement, que par un autre acte de la même aſſemblée qu'il étoit douteux d'obtenir.

Les colons, ne déférerent point à la proclamation. Le parlement ſe vit obligé quatre ans après, de la confirmer par un acte particulier qu'on appelle *the proclamation act*. Comme il crut devoir laiſſer ſubſiſter les mêmes valeurs que la reine avoit fixées, il permit de refuſer cette ſorte de monnoie.

Malgré la réunion des deux autorités, la fixation du cours de ces eſpéces, a eſſuyé mille contra-

dictions. On ne s'y est conformé qu'à la Barbade & aux Bermudes.

tent nant ssen- d'es-

II. Aujourd'hui dans les colonies Angloises de l'Amérique septentrionale, on ne connoît presque pour gage d'échange, que les représentations d'espéces ; l'usage de ces papiers a donné lieu à des manœuvres très-préjudiciables à la Grande-Bretagne.

Il est arrivé plus d'une fois, que lorsque une colonie devoit beaucoup à la Métropole, elle augmentoit la quantité de ses billets de crédit ; (on appelle aussi ces effets, *billets de Province* ;) sans assigner des fonds bien sûrs pour leur remboursement. Par là, ces billets perdoient beaucoup ; on ne les recevoit plus dans le commerce, que fort au-dessous de leur prix ; & néanmoins, le créancier étoit obligé de les prendre pour leur entiere valeur. Ainsi quoique numérairement, elle sol-

dât ſes comptes avec ſes créanciers, en leur payant en monnoie de papier les ſommes qu'ils étoient en droit de lui demander; il n'en étoit pas moins vrai, qu'en s'acquittant avec eux de cette maniere, elle ne leur avoit donné dans le fait, qu'une partie de leur dû par le diſcrédit du papier.

Le tort que ces opérations cauſoient aux marchands Anglois, portoit le gouvernement d'Angleterre à ſupprimer ces effets, dont le nombre exceſſif faiſoit craindre d'ailleurs que les colonies ne ſe viſſent réduites à faire une banqueroute totale, ſi on le laiſſoit accroître davantage.

Mais la conſtitution des colonies où ils regnent le plus, s'oppoſoit à ce deſſein : en ce que quelques-unes, par les priviléges de leur charte, ne recevant aucun ordre de la couronne; & toutes les colonies, tant celles qui obeiſ-

ſent directement au roi, que celles où ſon autorité eſt limitée, étant forcées par des raiſons de commerce, de donner cours chez elles indiſtinctement aux billets de crédit les unes des autres; les ordres que le roi eût adreſſés à ſes gouverneurs, n'auroient pû ſuffire pour annuller la monnoie de papier dans les établiſſemens Anglois: puiſqu'une des colonies moins dépendantes du monarque venant à faire une émiſſion de billets; celles où le prince a un pouvoir plus abſolu s'en trouveroient alors auſſi remplies que ſi ces billets fuſſent venus d'elles-mêmes.

Un acte du parlement, dont l'autorité ſuprême eſt reſpectée par-tout ce qui forme l'Empire Britannique, pouvoit donc ſeul remédier à l'abus des repréſentations d'eſpéces dans ces contrées, & obvier aux inconvéniens que

l'on en appréhendoit. Cet acte fut passé en 1751 ; il défend de procéder à de nouvelles fabrications de monnoie de papier dans les colonies. Comme les billets de crédit existant actuellement, doivent être retirés successivement, leur quantité sera au bout d'un certain temps, plus proportionnée à la solvabilité du gouvernement ; & par-là, leur valeur devient moins sujette à des variations.

Le discrédit des *billets de Province*, & le peu de déférence qu'on a montrée dans les colonies pour la proclamation, font qu'il y a pour les comptes parmi les colons, trois sortes de valeurs numéraires. Ils ont soin dans les engagemens qu'ils contractent pour quelque payement que ce soit, de stipuler s'il se fera suivant l'une ou l'autre. Ces trois sortes de valeurs numéraires, sont la livre

ſter. monnoie d'Angleterre ; la liv. ſter. monnoie courante, c'eſt-à-dire, monnoie de papier ; & la liv. ſter. proclamation monnoie, c'eſt-à-dire, monnoie fixée par la proclamation. Ces deux dernieres, différent de la livre ſterling d'Angleterre ſelon les colonies, à raiſon du plus ou du moins de faveur qu'obtient leur papier ; & à raiſon du pied ſur lequel les piéces de monnoie étrangére y ont cours.

Réglemens ſur les manufactures.

III. Comme le commerce des Anglois établi ſur le continent de l'Amérique, tout étendu qu'il eſt, ne ſuffit pas pour les mettre en état d'acheter des Anglois d'Europe, tout ce qui leur manque ; ils ont été contraints d'élever chez eux des manufactures groſſieres de diverſes ſortes pour ſubvenir à leurs beſoins. L'Angleterre n'a point vû ſans jalouſie, les colons prendre ce chemin. On y a long-temps penſé ; & beaucoup

de

de perſonnes y penſent encore que l'intérêt de la nation exigeoit qu'on le leur interdît. La matiere ayant été débatue dans le Parlement, on a reconnu que retrancher cette reſſource aux colonies, c'étoit réduire un grand nombre de leurs habitans à la plus grande miſere; y renchérir exceſſivement la culture des terres; diminuer par ce renchériſſement, & peut-être perdre le débit de leurs productions; y introduire conſéquemment la pauvreté, la langueur, & écarter ceux qui auroient pû être tentés de s'y venir fixer.

Le travail des champs, n'occupe pas également toute l'année, ni même toute la journée dans les ſaiſons où il occupe le plus. Empêcher les colons de fabriquer, après qu'ils ont ſatisfait aux ſoins de l'agriculture, & cela quand on ſçait que les fruits de la terre, & les autres productions naturelles

qu'ils cueillent, ne les mettent point en état de tirer tous leurs besoins de la Métropole, c'est se jetter dans la nécessité de les leur fournir sans recevoir d'eux en échange, une plus grande quantité de denrées qu'ils n'en donneroient pour de plus petites parties de marchandises, si on leur laissoit la liberté de se procurer par leur industrie quelques-unes des choses dont-ils ne sçauroient se passer.

D'après ces principes, le parlement d'Angleterre a cru devoir confirmer aux colons la liberté d'avoir quelques manufactures, afin de leur faciliter les moyens de subsister avec le plus d'aisance qu'il se pourroit, sans briser les intérêts de la Grande-Bretagne; mais les Pensilvains & les nouveaux Anglois ayant abusé de ces égards, en étendant assez leurs *chapelleries*, pour faire des en-

vois conſidérables de chapeaux à la Jamaïque & aux Antilles, il prohiba ces exportations, ſoit par mer, ſoit par terre, ſous des peines pecuniaires extrêmement fortes. Pour apporter des obſtacles aux progrès de cette manufacture : il défendit abſolument d'y employer aucun négre, & il ne permit aux blancs d'y travailler, qu'après avoir fait un apprentiſſage de ſept ans. Le même ſtatut défend à un maître d'avoir plus de deux apprentifs à la fois.

On peut à ce ſujet remarquer en paſſant ; combien l'érection des métiers en communautés excluſives nuit à l'induſtrie ; puiſque l'argent qu'il en coûte pour y être admis, produit à l'égard des pauvres l'effet d'une défenſe poſitive. Le Parlement d'Angleterre craignant l'extenſion du commerce des Chapelleries fabriquées dans ſes Colonies, n'a pas crû pouvoir mettre

ce negoce dans des entraves plus sûres qu'en multipliant les difficultés capables de s'opposer à l'accroissement du nombre des Fabriquans.

Tel est l'esprit du Réglement, en interdisant l'admission des Négres au travail des chapeaux en Amérique ; en prolongeant les apprentissages à la durée de sept ans ; en ôtant aux maîtres la liberté d'avoir deux apprentis à la fois. On ne sçauroit supposer que l'objet de ce Statut ait été d'opérer le perfectionnement de la Manufacture, & qu'on n'y employât que des mains habiles. De pareils principes pour l'avancement des arts & l'amélioration du commerce sont surannés. Ils n'ont pû s'accréditer que dans des siécles où le défaut de lumieres rétrécissoit les vues.

En effet si l'émulation & l'espérance du gain sont les aiguillons

les plus puiſſans pour exciter l'induſtrie & produire le developpement des talens : que penſer de toute loi qui en diminuant le nombre des mains dans une profeſſion , & en reculant le temps, où l'on peut ſe promettre de receuillir le fruit de ſes peines, affoiblit ces deux mobiles. La reſſource unique de l'indigent conſiſte dans ſon genie & dans ſes bras. La ſocieté profite de ſon travail. N'eſt-il pas étonnant qu'on lui ait lié les mains, & qu'il ſoit réduit à la néceſſité d'acheter le droit de ſe ſoutenir par ſon labeur !

Au reſte le Reglement , qui a occaſionné ces réflexions , ne faiſoit, quant à l'exportation, qu'appliquer aux chapeaux d'une maniére poſitive, une défenſe générale portée il y avoit long-temps (ſous Guillaume III. par l'acte appellé *the wool act*) de ſortir aucune laine recoltée dans les colonies, ſoit en nature, ſoit miſe en

œuvre, hors de la Province où on en auroit fait la tonte.

ctes con-
nant les
ifs & les
eres de
nion.

IV. A l'eſprit de perſécution qui a cauſé tant de troubles en Angleterre & dans les colonies qui dépendent de cette couronne, des ſentimens plus raiſonnables ont ſuccedé. Ceux qui gouvernent aujourd'hui la nation Britannique ſont dans des principes moderés. Ils tendent à établir dans la Grande-Bretagne une tolérance auſſi grande qu'en Hollande, & elle a déja lieu en Amérique dans tous les établiſſemens Anglois.

Non-ſeulement les Calviniſtes & les Proteſtans de toute communion y ſont invités, mais on s'empreſſe également d'y recevoir tous les Sectaires quels qu'ils ſoient. Dès 1730, l'on avoit accueilli des Vaudois dans la Caroline. En 1749, le parlement offrit une retraite dans ſes colonies, aux Freres de l'Union;

connus ſous le nom de *Moraviens* & de *Herrembutters*. Il paſſa en leur faveur un acte dont voici le titre : *an act for encouraging the people caller, unitas fratrum or uniter brethern to ſettle in America.* Comme on ne ſait guéres ce que c'eſt que cette ſecte, je vais rapporter ce que M. l'Abbé Goujet en a dit dans ſon nouveau ſupplément, au grand Dictionnaire Hiſtorique, à l'article *Herrembutters.*

Les Herrembutters ou Freres Moraviens, ſont à proprement parler, un reſte des Huſſites, qui après avoir perdu en 1434, la fameuſe bataille que leur livra la nobleſſe de Boheme, tinrent leurs aſſemblées dans les déſerts, dans des cavernes ou dans des maiſons particuliéres. Après avoir ainſi erré pendant quelque temps, George Poggebrach roi de Boheme, leur donna le pays de Lintz

ſur les frontieres de la Sileſie & de la Moravie, où ils faiſoient le ſervice divin, dans le bourg de Kemwalot; ſe donnant mutuellement le nom de freres & de ſœurs Ils avoient encore alors quatre évêques; un dans la Grande-Pologne, un en Bohême, & deux en Moravie. Ces quatre évêques étoient égaux. En Moravie, ils avoient auſſi des co-évêques ou vicaires des évêques, qui dans leur abſence, avoient ſéance dans les conſiſtoires, & qui devoient avoir au moins 85 ans; ils avoient de plus, des prédicateurs qui ne pouvoient exercer leur miniſtére avant l'âge de 30 ans, & qui devoient avoir de bons témoignages de la communauté dans laquelle ils avoient demeuré. Il y avoit auſſi parmi eux des Diacres qui avoient reçu les ordres, & qui avoient le pouvoir d'adminiſtrer les Sacremens de Baptême & de

la ſainte Cêne. Enfin, on y voyoit des acolythes que les évêques ou les anciens inſtruiſoient pour le ſervice de l'Egliſe. Les plus anciens d'entre eux, devoient faire les catéchiſmes, & prêcher même quelquefois.

Les aſſemblées de ces Freres, étoient compoſées, 1°. des catéchumenes qui étoient nés parmi eux, ou qui s'y étoient rendus en quittant l'égliſe Romaine, & que l'on inſtruiſoit dans la nouvelle réligion. 2°. Des adultes, qui étoient admis à la participation de l'euchariſtie, après avoir rendu compte de leur foi. 3°. De ceux qui, aſpirant à la perfection, s'étudioient à l'acquérir par le renoncement au monde. 4°. Enfin de ceux, qui pour quelque ſcandale qu'ils avoient donné, étoient exclus de la communauté où ils étoient admis de nouveau après avoir donné des preuves de leur répentir.

Lorſque Luther commença à ſe ſoulever contre l'égliſe Romaine, les Freres Moraviens, députerent vers lui, pour lui déclarer qu'ils embraſſoient ſa doctrine; & ils firent même traduire en leur langue, quelques-uns de ſes ouvrages. En 1535, ils préſenterent à l'empereur leur confeſſion de foi, qui fut publiée en 1538, avec la préface de Luther.

Comme dans la guerre de Smalcade, ils refuſerent au roi Ferdinand, le ſecours que ce prince leur demandoit, Ferdinand fit fermer leurs égliſes, & chaſſa leurs miniſtres. Les Freres ſe diſperſerent alors en Pologne, en Pruſſe, en Tranſilvanie, en Suiſſe, & en d'autres endroits où ils ſe réunirent avec les Luthériens & les Zuingliens; quoique les confeſſions de foi de ces trois ſectes, ſoient différentes entre-elles.

Il en reſta cependant pluſieurs

en Moravie, où il s'en trouvoit encore au commencement du dix-feptiéme fiécle ; mais ils en furent chaffés par les empereurs, comme les autres l'ont été depuis, de plufieurs endroits où ils s'étoient refugiés. Errant depuis ce temps-là, ils n'ont point eu de demeure fixe : s'arrêtant feulement en divers lieux, autant de temps qu'on vouloit bien les y fouffrir.

Plufieurs s'étant refugiés dans la Livonie & l'Ingrie ; mais ayant été chaffés en 1744 par l'impératrice de Ruffie, ils s'étoient retirés dans la Norvége : à peine y ont-ils été connus, que la cour de Coppenhague, fous prétexte de les empêcher de faire des profélites, a rendu contre eux deux ordonnances.

Par la premiere il eft dit : que quiconque aura été éleve dans leurs dogmes, ou les aura embraf-

ſés, ne pourra jamais être admis à aucune charge eccléſiaſtique dans l'état; que tous ceux qui tiendront, ou fréquenteront les aſſemblées des Herrembutters, encourront par le ſeul fait, la confiſcation de leurs biens, leſquels ſeront partagés entre ſes plus proches parens.

Dans la ſeconde ordonnance rendue ſix ſemaines après, Sa Majeſté Danoiſe déclare que, voulant extirper de ſes états le fanatiſme de ces hérétiques, elle ordonne à tous ceux qui ſe ſont laiſſés aveugler par leurs dogmes erronés, de ſe conformer à la religion dominante, ou de ſortir de ſes états; avec défenſe d'y jamais rentrer. Le roi leur accorde cependant un an pour ſe faire inſtruire dans la religion Luthérienne & abjurer leurs erreurs. Après ce terme expiré, Sa Majeſté déclare que ſon ordonnance ſera exécutée

dans toute ſa rigueur.

Ceux qui voudront s'inſtruire plus en détail de l'hiſtoire & des dogmes des Herrembutters, pourront conſulter un livre, dont la ſeconde édition a paru à Londres en 17,3 ; & qui a pour titre : *à candide narrative of the riſe and progreſſ of the Herrnbutters commouly caller Moravians*, or *unitas fratrum, with à short accoum of their doctrines thracon fromtheir own writings*, &c. (a)

Ce ſont ces malheureux ſans patrie, que les Anglois veulent engager à ſe fixer dans leurs colonies. L'exemple de tant de prin-

(a) Voici le titre en entier. A candide narrative of the riſe and progreſſ of the Herrnbutters commouly called Moravians. Or, *unitas Frat* with à short accoum of their doctri... drawn from their own writings : to which ave adder obſervations on their politick ni general and particularly on their conduct whilſt in the county of budingen in the circle of the upper rhine in germany.

ces qui les ont profcrits ; ni celui du roi de Sardaigne, & de différens potentats amoureux de l'uniformité de religion, qui n'ont pas montré moins de févérité contre d'autres Sectaires, n'ont pû en impofer à un corps auffi éclairé & auffi attentif que le parlement d'Angleterre, ni le diffuader du fyftême de la tolérance fyftême fondé fur la raifon, fur l'humanité & fur la plus faine politique, il a étendu fon indulgence jufqu'aux Juifs. Par un acte de la treiziéme année de George II. (en 1740,) il leur accorde les droits de naturalité, lorfqu'ils auront demeuré pendant fept années confécutives dans les colonies Angloifes. en Amérique, fans une abfence plus longue que de deux mois.

En dernier lieu, il avoit fait encore plus pour eux. Mais la nation qu'il repréfente, en a montré

du mécontentement. Elle n'eſt pas encore aſſez revenue de l'ancienne averſion que l'on nourrit preſque par-tout pour ce peuple induſtrieux, qui mériteroit moins ſans doute d'être haï, ſi par les meſures ſévéres qui ont été priſes preſque par-tout contre lui depuis ſa diſperſion, on ne l'avoit en quelque ſorte, forcé de ſe faire des mœurs haïſſables; il a fallu céder. Les faveurs accordées aux Juifs ont été retirées. Quand une nation s'obſtine à ne pas revenir de ſes préjugés, ils doivent être reſpectés de ceux qui ne ſont cenſés que les organes par leſquels elle manifeſte ſes ſentimens; ou du moins, on doit ſe borner à tâcher de l'en faire revenir peu à peu. C'eſt de quoi, il paroît qu'on s'occupe en Angleterre.

Etabliſſement de la ſociété pour la propaga-

V. Guillaume III. inſtitua en Angleterre une ſociété pour la propagation de la foi : il lui donna

ion de l'é-vangile. le nom de société pour la prédication de l'évangile dans les pays étrangers : *à society for the propagating of the Gespel in foreign parts*. La patente que ce prince lui accorda, est datée du 16 Juin 1702. L'objet principal de la société, est la conversion des sauvages de l'Amérique. Celui de l'instituteur a été de civiliser ces peuples, tant pour leur inspirer de s'unir avec les Anglois, que pour, en leur insinuant de prendre nos manieres & nos usages, les mettre dans le cas de consommer une plus grande quantité des différentes marchandises de l'Europe.

Jusqu'ici, ni le dessein d'amener les Sauvages à la foi de Jesus-Christ, ni celui de les porter à adopter nos mœurs, n'ont point encore réussi d'une maniere satisfaisante : il est pourtant vrai, que quant aux mœurs, leur caractère

a perdu de ſa férocité, & que leurs coutumes actuelles ſe reſſentent de la communication qu'ils ont avec les Européens. Mais pour ce qui eſt de la religion, je ne ſais, vû le peu de progrès qu'on a fait de ce côté-là, ſi l'on peut eſpérer de voir les Indiens (*a*) de ces cantons gouter les principes de la nôtre. Il ne faut pas s'en rapporter à cet égard aux récits emphatiques de quelques miſſionnaires qui croient avoir perſuadé une nation, parce que les Sauvages ne comprenant rien à ce qu'ils leur ont prêché, ne ſe ſont pas aviſés de les contredire.

Un de ces zélés, qui ſe vantoit d'avoir éclairé un grand nombre des Indiens voiſins de la Caroline; que les Anglois appellent *Creck-Indians*, pour jouir de ſa gloire, invita une compagnie qu'il

(*a*) Les Anglois, les Eſpagnols & quelques Ecrivains françois, appellent *Indiens*, les peuples de l'Amérique.

*

vouloit rendre témoin de la foi vive qu'il leur a inſpirée, à venir voir un de ces Indiens prendre le *ſouper du Seigneur.* Le jour fixé, le ſauvage arrive; il reçut avec les démonſtrations de reſpect qu'on lui avoit enſeignées, ce que le Miniſtre lui donna. Hé-bien! lui dit enſuite le Miſſionaire, pour lui fournir l'occaſion de produire ſes ſentimens au dehors: comment vous ſentez-vous préſentement. N'éprouvez-vous pas que cela vous ranime, vous fortifie? *Oui* répondit l'Indien, *cela eſt fort bon: Mais le tue diable* (eſpéce d'eau-de-vie très-forte) *me réchauffe davantage* (*a*).

Réglemens divers. VI. Outre les Eſclaves Négres & Sauvages, que les Anglois font travailler en Amérique, on a vû

(*a*) On dit que les travaux des miſſionnaires Catholiques dans le Canada & dans la Louiſiane, ont été plus heureux, & qu'on y voit des peuplades entiéres de Sauvages remplir avec édification les devoirs du Chriſtianiſme.

qu'ils ont des blancs, engagés à leur ſervice. Par le ſtatut IV. de George I. il faut que le conſentement de ces engagés ſoit donné, & que le contrat d'engagement ſoit ſigné devant le lord-maire de Londres, ou devant deux juges de paix, avant que la perſonne qui s'engage, puiſſe être tranſportée en Amérique.

La pêche eſt libre à tous les Anglois, ſoit d'Europe, ſoit d'Amérique, ſur toutes les côtes de la nouvelle Angleterre : ils y peuvent ſécher & ſaler leur morue & leur maquereau, & ſe ſervir des bois qui s'y trouvent, & qui leur ſont néceſſaires pour conſtruire leurs établis & échaffauts.

Un homme qui a contracté des dettes en Angleterre, & qui, ne les pouvant acquitter, ſe retire dans les colonies, ne peut y être arrêté. Mais celui qui contracte des engagemens dans les colonies,

& qui ſe retire en Angleterre ſans y ſatisfaire, peut-être contraint par corps de payer. Cet uſage favoriſe la population dans les établiſſemens dépendans de la couronne Britannique. C'eſt dans la même vue que le parlement a commué les peines corporelles, même capitales, qui s'infligeoient pour un grand nombre de crimes, en celles de la déportation en Amérique. On peut voir dans le recueil des ſtatuts publics, une foule d'actes à ce ſujet, qu'il eſt inutile de citer ici.

Nous avons expliqué ce que c'étoit que l'énumération dans ſon origine. Nous avons dit auſſi, qu'elle comprend aujourd'hui le ſucre, le tabac, l'indigo, le coton, le gingembre, le bois d'Inde, les autres bois de teinture, le riz, la mélaſſe, le caſtor, les fourrures, le cuivre, la poix, le goudron, la térébenthine, les mâtu-

res, les vergues, en un mot, toutes les munitions navales pour l'importation desquelles il est accordé des primes.

Le riz, la mélasse, la poix, le goudron, la térébenthine, les mâtures, les vergues & les autres munitions navales furent ajoûtées par le statut 3 & 4 ann. à l'énumération faite par Charles II. statut 12. George I. y joignit le castor, les fourrures & le cuivre.

Les productions naturelles des colonies Angloises, dont le commerce n'est pas limité, ou qui n'est assujetti qu'à de legéres restrictions, sont les salines, le bois de charpente, les planches, les tuyaux de bois, d'autres piéces de même substance que les Anglois comprennent sous le mot générique *lumber*, & en général, toutes les productions que l'énumération ne comprend pas, telles que le grain, la farine, les légumes, les fruits, &c.

Les terres couvertes de b
dans les colonies que l'on don
pour faire de nouveaux défrich
mens, sont cédées sur un pi
fixe. Chaque centaine d'acres
vend 40 shellings; & de plus ch
que acre est chargé d'un cens a
nuel de 1 denier.

FIN.

325 320

LES ISLES ANTILLES

Par le S.r Robert de Vaugondy
Fils de M.r Robert Geogr. ord. du Roi
avec Privilege
1749.

Echelle
Lieues marines de 20 au Deg.

20 40 60 80

DU NORD

Banc de Stuminco

Vigies

les Vierges
S. Thomas
Tortolas
Anegada
Sombrero
l'Anguille
S. Martin
la Barboude
Porto-rico
S. Jean
S. Croix
Saba
S. Barthelemi
S. Eustache
Charles fort
S. Christofle
Nieve
Redonde
Antigoa

S ISLES DU V ... ANTILLES


UNIV.
OF
MICH.

